

LABORATOIRE DE L'IRSEM 2012



L'ACADÉMIE DE LA BOUE
Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées

*Sous la direction du colonel Michel Goya
et de Camille Sicourmat*

*Sophie Dagand
Simon Galli
Alicia Paya Y Pastor
Éric Sangar
Olivier Schmitt
Élie Tenenbaum
Mathias Thura*

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document
n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière
une position officielle du ministère de la défense.

CONTENTS

- INTRODUCTION.....4
- THE IMPORTANCE OF EXPERIENCE IN 16TH CENTURY FRENCH OFFICER TRAINING6
- APPRENDRE DE SES ALLIÉS RÉFLEXIONS AUTOUR DE LA CIRCULATION DES SAVOIRS STRATÉGIQUES IRRÉGULIERS EN OCCIDENT.....16
- HISTORICAL EXPERIENCE AS AN INTELLECTUAL RESOURCE FOSTERING OPERATIONAL CHANGE: THE GERMAN AND BRITISH ARMIES IN AFGHANISTAN26
- SE PRÉPARER À LA GUERRE : *RETEX INFORMEL* ET CIRCULATION DE L'EXPÉRIENCE AU SEIN D'UNE SECTION DE COMBAT DE L'INFANTERIE.....40
- L'ADAPTATION DES FORCES TERRESTRES FRANÇAISES AU THÉÂTRE AFGHAN 2008-201151
- L'APPRENTISSAGE DES FORCES ARMÉES BRITANNIQUES LORS DE LA CAMPAGNE DU HELMAND (2006-2011).....58
- LEARNING PROCESS IN MULTILATERAL MISSIONS: STATE OF PLAY AND CHALLENGES THROUGH EU CASE STUDY71
- LA FORMATION INITIALE DES RÉSERVISTES OU LA CONVERSION DE CIVILS EN MILITAIRES85

L'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) a été créé en 2009 par le ministère de la défense pour lancer de nouvelles pistes de réflexion stratégique et promouvoir la recherche sur les questions de défense. Ses 35 chercheurs permanents, assistés par une équipe de soutien de 12 personnes, réunissent les approches académiques et militaires dans une perspective multidisciplinaire. En étroite collaboration avec les principales autorités du ministère (État-Major des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Direction Générale de l'Armement, Délégation aux Affaires Stratégiques, Enseignement Militaire Supérieur), et en lien avec le tissu français de la recherche universitaire et des *think tanks*, l'IRSEM vient compléter les expertises opérationnelles et d'aide à la décision, par une réflexion stratégique conceptuelle qui participe d'un effort plus large pour développer l'excellence de la recherche, de la formation et de la documentation sur le site de l'École Militaire.

L'ensemble des **manifestations scientifiques** organisées par l'IRSEM est annoncé sur son site :

www.defense.gouv.fr/irsem

Autres productions de l'IRSEM :

- **5 collections** sont consultables en ligne: Les Cahiers, Les Études, *The Paris Papers*, Les Fiches de l'Irsem, et notre Lettre d'information électronique.
- **1 revue** académique (Les Champs de Mars) est éditée à la Documentation Française.

Un **programme Jeunes Chercheurs** vise à encourager l'émergence d'une relève stratégique, grâce à un séminaire mensuel, à des bourses doctorales et postdoctorales, et à un soutien financier et logistique.

■ INTRODUCTION

Colonel Michel Goya

Quand on examine les taux de perte de l'armée française pendant la Première Guerre mondiale, on constate un curieux paradoxe. Alors que l'armement qui est opposé aux Français au cours de la guerre ne cesse de se multiplier et de gagner en efficacité, le nombre de Français que ces mêmes armes fauchent ne cesse de diminuer. En 1914, les pertes françaises représentent, chaque mois, environ 3 % du corps de bataille. Le chiffre tombe à 1 % en 1915, à 0,7 % l'année suivante, puis à 0,4 % en 1917. Ce phénomène étrange s'explique en fait très simplement : le soldat français a appris à survivre dans ce monde d'une hostilité extrême, comme les Inuits se sont adaptés aux conditions du Grand Nord.

Dans *La guerre mondiale vue par un Allemand*, Werner Beumelberg et ancien combattant lui-même fait une description saisissante de ce qu'est devenu le soldat à la fin de ce processus d'apprentissage :

« Le soldat, c'est maintenant une somme d'expérience et d'instincts, un spécialiste du champ de bataille ; il connaît tout : son oreille contrôle instinctivement tous les bruits, son nez toutes les odeurs, celle du chlore, des gaz, de la poudre, des cadavres et toutes les nuances qui les séparent. Il sait tirer avec les mitrailleuses lourde et légère, le lance-grenades, sans parler de la grenade à main et du fusil, qui sont son pain quotidien. Il connaît la guerre des mines, toute la gamme des obus, du 75 au 420, le tir tendu et le tir courbe, et saura bientôt comment il faut se tirer d'affaire avec les chars. »

Le soldat en guerre est un stratège sur quelques centaines de mètres mais c'est aussi un étudiant très assidu car il joue sa survie dans chaque examen. Toute la difficulté vient cependant du fait que les connaissances nécessaires pour combattre sont largement implicites. Ce sont le plus souvent des gestes, des habitudes et des réflexes qu'il est assez difficile de diffuser par des discours, conférences ou documents. On apprend donc la guerre surtout en enregistrant des comportements qui serviront de réponses automatiques (et donc rapides, critère essentiel) aux différents défis. Cet enregistrement se fait évidemment « en faisant », c'est-à-dire en combattant mais aussi en s'entraînant dans les camps où une grande partie de l'instruction est consacrée à la répétition simulée des gestes du combat. Il se fait aussi au repos par « capillarité » avec ceux qui savent. Une section d'infanterie, une escadrille, un navire sont autant de petites académies où la formation est continue.

Bien entendu cet apprentissage de l' « armée d'en bas » ne suffit pas, ses effets peuvent même être négatifs dans la mesure où par l'agrégation des apprentissages il suscite la formation de compétences collectives de plus en plus spécifiques à chaque unité. Pour rester dans la Grande guerre, et plus précisément lors de la bataille de Verdun lorsqu'on a commencé à faire passer les régiments d'artillerie de leur division d'appartenance à d'autres divisions, on s'est aperçu que ces régiments ne savaient plus travailler avec des inconnus. Alors que les règlements restaient identiques pour tous, en deux ans de guerre, chaque régiment d'artillerie avait développé des méthodes non transposables de coordination.

La nécessité de standardiser des comportements divergents est alors apparue de manière évidente. Le processus permanent d'apprentissage « au ras du sol » s'est alors doublé d'un processus d'apprentissage institutionnel fait essentiellement d'instruments de transformation des informations. Pour les rendre compréhensibles par tous, il faut en effet expliciter, le plus souvent par écrit, les compétences acquises par l'apprentissage tacite. C'est l'objet des comptes-rendus après action et des rapports qui remontent la hiérarchie et circulent aussi horizontalement par une multitude de réseaux de voisinage, de spécialités, de promotions de l'École de guerre, de simple camaraderie, etc. C'est l'objet, comme dans la recherche scientifique de publications dans des revues dédiées ou de communications orales dans les camps, écoles, états-majors, etc. Cette matière première d'idées sert à la constitution des doctrines et règlements qui, autant qu'états de l'art, sont aussi des guides pour l'apprentissage.

Il reste alors à transformer l'explicite de ces textes en habitudes. Cela peut se faire à nouveau dans les unités dès qu'elles ont reçu ces guides mais surtout par le biais d'une structure adaptée d'écoles et de centres d'entraînement. La boucle est ainsi bouclée du geste au geste en passant par les idées, la doctrine et l'instruction.

Ainsi décrit, ce double processus par capillarité et par ordre, recèle un certain nombre de tensions potentielles. L'apprentissage sur le tas peut se trouver mis en défaut par l'apparition de phénomènes complètement nouveaux et ce plus gravement encore si l'apprentissage a été long et difficile. Que l'on songe simplement aux affres de la cavalerie à cheval face à la puissance de feu moderne et la concurrence du moteur à explosion. Pour autant, ce sont les unités au contact direct des nouveautés qui par principe ont les informations les plus pertinentes pour s'y adapter et comme la surprise de la nouveauté est presque consubstantielle de l'affrontement dialectique, le moteur de l'évolution en temps de guerre est souvent dans « l'armée d'en bas ». Les débuts de conflit sont donc aussi souvent une période de tensions entre le besoin d'évolution d'en bas et le besoin de discipline et d'unité de vue gérées par le commandement. La sortie du conflit est le théâtre du phénomène inverse de reprise de la direction de l'évolution et de l'apprentissage par la haute-hiérarchie. Il peut exister également des logiques d'apprentissage différentes au sein d'une même armée partagée entre un corps expéditionnaire engagé en opérations et une armée en préparation, comme par exemple l'armée française durant la guerre d'Indochine.

On le voit, les problématiques de l'apprentissage militaire sont nombreuses et variées. C'est à leur exploration et à la visite de cette spirale d'évolution que nous invite cette étude à travers plusieurs cas concrets d'apprentissage tactiques, cas concrets historiques ou très contemporains comme le conflit afghan, français ou étrangers, de l'acquisition du savoir-faire à la définition de la doctrine.

■ THE IMPORTANCE OF EXPERIENCE IN 16TH CENTURY FRENCH OFFICER TRAINING

Simon Galli

Abstract / Résumé

From a study of several works published by French military men in the 16th century, mostly memoirs, this paper shows how, in the early modern era, experience was more and more argued to be an important and even essential element in determining an officer's worth. This defence of experience was accompanied by an important theorisation effort, even in works that by nature were not theoretical, on the effects of experience and which precise skills or qualities could be gained through it. Thus, the concept of experience was refined beyond the simple and vague idea of being accustomed to war in general, of being battle-hardened. New means of acquiring this all-important experience were also put forth, echoing the new possibilities for producing and transmitting knowledge in the Renaissance. Experience acquired indirectly, orally or through reading, became as important as experience acquired directly, each one serving separate goals. This model sheds some light on the skills of some 16th century professional warriors and officers, and on how, without any formal education, they were able to build a very complete set of skills, even technical ones. In spite of the proposals from some of these officers-authors, this model was not formalised, and remained an ideal. This ideal was also, in a very competitive context, a way of criticising other officers. Yet this model of the experienced officer had an important role in the development of 16th century military literature, and in the birth of the idea of military professionalism.

À partir de l'étude de plusieurs ouvrages publiés par des hommes de guerre français au XVI^e siècle, principalement des mémoires, cet article montre comment, au début de l'époque moderne, l'expérience a été mise en avant comme un élément de plus en plus important pour la qualité d'un officier. Cette défense de l'expérience s'est accompagnée d'un important effort de théorisation, y compris dans des ouvrages qui par nature ne sont pas a priori théoriques, sur les effets précis de l'expérience et les compétences ou qualités qu'elle permet d'acquérir, affinant le concept au-delà du simple et vague fait d'être aguerrri, habitué à la guerre en général. De nouveaux moyens d'acquérir cette si importante expérience ont également été proposés, notamment en lien avec les nouvelles possibilités de production et de diffusion de savoirs à la Renaissance : l'expérience acquise indirectement, par oral ou par le texte, est devenue aussi importante que l'expérience acquise directement, chacune répondant à des buts bien précis. Ce modèle apporte un éclairage sur les capacités de certains officiers de métier au XVI^e siècle, qui, sans recevoir d'éducation formelle, ont pu par ces mécanismes de l'expérience se construire un capital de compétences, y compris techniques, très complet. Malgré les projets formulés par certains de ces officiers et auteurs, ce modèle n'a pas été formalisé, et est demeuré un idéal servant aussi d'argument critique envers d'autres officiers dans un contexte de rivalité. Cependant, le modèle de l'officier expérimenté a grandement contribué à la construction de la littérature militaire du XVI^e siècle et au développement de l'idée de professionnalisme militaire.

From the cliché of the 16th century battle as an unimaginative exchange of « pushes of pike », one might infer that an officer's task then was not a complex one. Yet reading the personal accounts written by some of them reveal an abundance of far more challenging operations, such as skirmishes, raids, sieges, or politically sensitive and militarily difficult garrison commands... All of this occurring in a time of rapidly evolving technology, tactics, and expanding

armies. This explains the century's growing need for a suitable way to recruit and train officers in both quality and quantity.

The problem was compounded by the fact that no military academy, at least in the present sense of the term, yet existed in Europe. On the other hand, there was, for the first time, the emergence of an important military literature, written in good part by people with first-hand knowledge of the subject. This literature was fostered by the advent of printed books, but also by an evolution of military culture in the 15th century, which saw a growing number of works on war authored by military men. One of the main topics of this 16th century literature had to do with the skills and qualities required of soldiers, especially of officers.

One approach, related in part to the growing importance of artillery, fortifications, and organized formations, was to emphasise, theorise, and propagate through treatises such disciplines as geometry, mathematics, or engineering, or such precise proficiencies as pyrotechnics or horsemanship: this may be called the technical approach, that of the engineer or specialist. But there also was another trend, mainly represented by veteran officers, which sought to describe war – and the experience of war – as a whole, be it in the form of general treatises on the subject or of less theoretical works, most notably memoirs.

The importance of experience

In defence of experience

Among the latter type of works, an important leitmotif emerged: that an officer without experience was an officer without worth. To name but a few of the 16th century works propounding this point of view, there were, as to theoretical works, Guillaume du Bellay de Langey's *Instructions sur le fait de la guerre*¹, Bernardino Rocca's *Imprese, stratagemmi, e errori militari*², Marcos de Isaba's *Cuerpo enfermo de la milicia española*³, or Robert Barret's *Theorike and practike of moderne vvarres*⁴; and, among the memoirists, Ellis Gruffudd, Blaise de Monluc, or Jean de Saulx-Tavannes.

The argument for experience was therefore not a specifically French phenomenon. However, we have chosen to focus our paper mainly on French authors and officers. Although Spanish authors, for example, have been studied by Fernando González de León⁵, French authors have garnered no such attention. And yet, French military literature in the latter 15th century and the 16th century does have a distinct characteristic: although its production of technical treatises, either printed or manuscript, is smaller than those of Italy, Spain, England, or Germany⁶, its military memoirs are far more numerous in France than in any other nation⁷. The genre of the military memoir is built *inter alia* on the idea that one's life experiences were beneficial for those who wanted to succeed in the same occupation⁸. Hence, this

¹ De FOURQUEVAUX, Raimond de Beccarie de Pavie and De LANGEY, Guillaume du Bellay, *Instructions sur le fait de la guerre*, Paris, Michel de Vascosan, 1548. Authorship of this work is uncertain, so I will retain here its official attribution to du Bellay.

² ROCCA, Bernardino, *Imprese, stratagemmi, e errori militari*, Venice, Gabriel Giolito de' Ferrari, 1566.

³ De ISABA, Marcos, *Cuerpo enfermo de la milicia española*, Madrid, s.n., 1594.

⁴ BARRET, Robert, *The theorike and practike of moderne warres, discoursed in dialogue wise*, London, [by R. Field] for William Ponsonby, 1598.

⁵ De LEÓN, Fernando González, « "Doctors of the Military Discipline": Technical Expertise and the Paradigm of the Spanish Soldier in the Early Modern Period », *The Sixteenth Century Journal*, 27, No. 1 (Spring 1996).

⁶ For an extensive study on the places of publication of 16th century technical military treatises, see BRIOIST, Pascal, *Les mathématiques et la guerre en France, en Italie, en Espagne et en Angleterre au XV^e siècle*, Tours, CESR (thesis, to be published), 2009.

⁷ On a period spanning roughly from 1450 to the beginning of the 17th century, I count fifteen French military memoirs proper (first-person accounts of a whole military career or a significant part thereof, not limited to one battle or operation); then come Spain and Germany with five each (four of the latter are journals rather than true memoirs), three for England, one for Portugal, and one journal for Italy.

⁸ For a discussion of this see KNECHT, Robert Jean, "The sword and the pen: Blaine de Monluc and his Commentaries", *Renaissance Studies*, 9, No. 1 (March), pp. 104-107.

genre had by nature strong ties with the idea that a great part of an officer's formation and skill is based on experience.

A refined and redefined concept

The importance of experience in war, however, was not a new idea in the 16th century. As Philippe Contamine pointed out, this theme was commonplace in medieval writings⁹; in the second half of the 15th century, it can be found in early military memoirists such as Jean de Bueil or Olivier de la Marche. There is, however, an evolution between Bueil's viewpoint (he wrote in the first half of the 1460s) and Monluc's, who wrote in the 1570s. For Bueil, experience is indeed a good quality to have, but it is not much elaborated upon past its general desirability and remains a rather vague trait.

Monluc certainly also sees experience as a general and positive quality, and he attributes it to someone, especially through the adjective "vieux" (old)¹⁰, as his main way to praise this person's ability. He justifies the choice of an officer, Monsieur de Terride, to command an army simply by stating that he is "the oldest and most experienced"¹¹. But Monluc, like many of his contemporaries, wants to demonstrate not only the desirability, but the necessity of experience in an officer. Going hand-in-hand with this goal, another innovative trait of experience in Monluc's work is its description in detail, beyond its simple role as a vague, overall quality: it allows for the acquisition of precise abilities vital to an officer.

Uses and purposes of experience

Experience, according to Monluc, is what enables an officer to adequately control both the battle and himself. In characteristic fashion, Monluc describes how a group of mounted men-at-arms was forced to run through a friendly troop of pike, creating much chaos, because the two officers supervising the troops' movements (one monsieur de Candalle and one count Hugues) failed to leave a path for the cavalry to retreat through. Monluc states that the fault is not Candalle's, « for he was young and never had been at such a festival before », but Hugues', « who was an old soldier ». He adds: « it is not enough for one to be gallant and bold, one must be wise and foresee all that might happen, for in war, mistakes are irreparable »¹².

Experience as self-control

The distinction made here between bravery and wisdom is often repeated. For Monluc, bravery is necessary, especially in a young officer who may have to carry out dangerous operations; yet even then, and more so for a senior one, it must be paired with "wisdom" so as to use bravery well and without excess, not allowing it to cloud one's judgement. Jean de Saulx-Tavannes makes the same observation: "*boldness is the basis on which an officer must found himself, [but] dangerous and rather useless if not combined with discipline and prudence*"¹³.

Here, experience is not only formative, but also reformative, allowing an officer to use his natural qualities or tendencies only when the situation warrants it. Monluc tells of a time when, during the French Wars of Religion, he enters Bordeaux to help the town governor against a possible uprising led by the town council's first president,

⁹ CONTAMINE, Philippine, *War in the Middle Ages*, Oxford, Blackwell, 1984, p. 218.

¹⁰ At the time, *vieux* coupled with an occupation means someone who has had this occupation for a long time. See REY, Alain (ed.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1998, p.4066.

¹¹ De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome troisième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1867, p. 122.

¹² De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome premier)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1864, p. 96.

¹³ *Ibid.*, p. 73.

Lagebaston. Monluc admits that "*without the experience I had, I probably would have decided the execution [of Lagebaston's supporters], because by nature [...] I would rather strike and use blades than make addresses; but prudence prevailed on me this time*"¹⁴. Monluc explicitly refers to his experience as garrison commander in several Italian towns during the Italian Wars. His conduct is inspired, he tells us, by "what I had kept in mind after the siege of Siena, and how a town should be governed, during a war or rebellion, and that, if we shed blood, the town would be lost"¹⁵. It is a reference to an earlier passage, when Monluc, as the king's lieutenant in Siena, witnessed the enemy's dangerous attempts to create internal divisions in a besieged town¹⁶.

Thus, drawing on similarities between past missions and present ones, an officer could use his experience not only on purely military matters but also on political ones. This was dimension a 16th century officer had to be proficient with, notably as a king's lieutenant, a role comparable to the later royal governors, for which there was no distinction between military and political duties¹⁷. This is exemplified by Monluc's Siena experience: assigned with the seemingly limited mission of just defending an allied town, he also has to deal with local "native" authorities and cope with possible political strife within the city.

Experience as a set of procedures and skills

However, keeping in check certain natural behaviours in some situations, or on the contrary amplifying them in others, is not enough to make a good officer. Being experienced also means having enough practice to never forget any important element. In the *Instructions sur le fait de la guerre*, published in 1548, du Bellay identified the lack of experience as the reason for a garrison commander failing to post guards about a besieged town¹⁸. Also describing the role of a garrison commander as one in which experience is critical because many preparations must be made to defend a town and forgetting one of them can be fatal, Monluc explains that without experience, the commander would remain witless when faced with a crisis, because "when the eye sees what it has never seen, the heart thinks what it has never thought". According to Monluc, one has to have experienced sieges before, so as to have the necessary reflexes coming back to him when put in the same situation¹⁹.

Here we see how experience, which we might think of as a vague and subjective collection of memories and reflexes either conscious or unconscious, can in fact mean a precise and definite collection of universal procedures which any professional soldier should learn by heart. For Monluc, seeing and hearing the real thing is a prerequisite for someone to be successfully drilled with the correct siege procedures, because a battle or a siege is an extremely confusing and chaotic experience: "*[defending against a siege] is an affair in which the most skilled people are astounded when they see such a furious blaring, if they have never before seen such a dance*"²⁰.

However, for du Bellay, the technical requirements are so important that "*if soldiers know how to do this [marching in formation correctly in all directions and through any terrain], they deserve being termed experienced, and even if they*

¹⁴ De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome troisième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1867, pp. 68-69.

¹⁵ *Ibid.*, p. 67.

¹⁶ De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome deuxième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1866, p. 89.

¹⁷ LASCONJARIAS, Guillaume, *Un air de majesté: Gouverneurs et commandants dans l'Est de la France au XVIIIe s.*, Paris, Éditions du CTHS, 2010.

¹⁸ De FOURQUEVAUX, Raimond de Beccarie de Pavie and De LANGEY, Guillaume du Bellay, *Instructions sur le fait de la guerre*, Paris, Michel de Vascosan, 1548, 83v.

¹⁹ De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome troisième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1867, p. 461.

²⁰ De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome premier)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1864, pp. 397-398.

*have never seen the enemy, they should be called "old soldiers"; on the other hand, those who can't keep such an order, even if they have fought in a thousand wars, should be regarded as new recruits"*²¹.

This is a prime example of how "experience" acquired a more and more precise sense between the 15th century and the 16th century, from a general hardiness and wisdom to a definite set of skills that could be even more important than being simply used to waging war. In an author such as du Bellay, this goes so far as to prefer fresh recruits to experienced ones, if through their experience the latter have acquired bad habits²². The thoughts on experience had sufficiently evolved so as to also acknowledge its possible pitfalls.

Experience as a sensory and mental acuity

Controlling a battle also requires the control of one's surroundings: being able to form in one's mind's eye a good picture of the ongoing battle or siege. This entails knowing the positions of each body of troops in relation to one another (as count Hugues should have been able to do), as well as the "kill zones" covered by enemy fire and the dead angles of its fortress's.

For this, a 16th century officer could only rely on a good visual and mental experience, or on geometrical surveying techniques used from the ground. Monluc's advice, again, rests on sensory habits acquired through a repetition of practical, personal experiences: *"by reconnoitring a fortress with [experienced engineers or senior officers], one acquires knowledge and becomes wiser as to besieging fortresses [...] because there, from what is observed, are debated the strong and weak points of a fortress. It is the most difficult and important thing in war: [...] one must have practised this a lot."*

Monluc quotes, as the best masters in such matters, technically-inclined officers, such as the master of the artillery, artillery commissars, or engineers. Thus, there is not a true opposition between experience and technical knowledge, and even less so since this passage shows that there are different kinds of experience: Monluc details how an officer can learn the art of besieging a fortress to explain why Monsieur de Terride was inexperienced in such matters. This is despite the fact that Monsieur de Terride is later chosen as commander by Monluc because he is *"the most experienced"*²³. This seems to indicate one could, for Monluc, be a good general because of one's *generic* experience, even if one lacked *specialised* experience in things such as siege warfare or other particular skills. Such a distinction is another proof of the level of sophistication reached by the idea of experience in the second half of the 16th century. From Monluc's advice to the future officers among his readers, it is clear that he thinks an ideal officer should combine all kinds of experience. And different kinds of experience called for a variety of means to acquire them.

Acquiring experience

Personal experience: being an apprentice at war

In most 16th century works, we see men beginning their careers at an early age by going straight off to war as subalterns to serve under prestigious commanders. Among his credentials, Monluc states he "learned these lessons under Monsieur de Lautrec, who was a good master [...]. My apprenticeship went on under marshal Strozzi, marshal de Brissac, and others"²⁴. Michel de Castelnau says in his *Mémoires* that during Brissac's campaign in the Italian War

²¹De FOURQUEVAUX, Raimond de Beccarie de Pavie and De LANGEY, Guillaume du Bellay, *Instructions sur le fait de la guerre*, Paris, Michel de Vascosan, 1548, 18v.

²²*Ibid.*, 111v.

²³De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome troisième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1867, p. 122.

²⁴*Ibid.*, pp. 55-56.

of 1551–1559, there was "not one young prince, lord or gentleman who did not go to make his apprenticeship in this war of Piedmont"²⁵.

Jean de Saulx-Tavannes is critical towards this model of the young noble going straight off to the most dangerous and prestigious campaign of his time, and describes how it should be done: "Young people are lost due to their own carelessness and ambition, they run off inconsiderately to the wars in Flanders and Hungary, to learn or improve their fortunes: [but] they do not give themselves enough time, and get themselves killed in their first fights, whereas they should avoid them [...], [and] observe exactly the orders of battle, ways to learn war, fights, sieges, and find profit in all things, to [later] be able to be an officer"²⁶.

Imitation through passive experience

For a young man, another compelling reason to join the important campaigns of the day was to find the most famous and renowned officers to learn from. For Monluc, a great officer is always also a great teacher: "by following virtuous and bold captains, one learns", whereas "by following the others, one can only learn vices and things of little value [...]. Under a bad master, one remains an apprentice a long time, and even then does not learn much"²⁷.

Elsewhere, Monluc makes a statement that closely resembles a well-known proverb: "it is impossible for a soldier to know how to command well, if he previously did not know how to obey well"²⁸. If to be able to command one must first learn to obey, we can say more generally, from Tavannes' and Monluc's models, that to do something well, one must first see someone do something well. This is why watching the actions of a bad officer, as a subaltern, can only lead to becoming in turn a bad officer. The model also applies to particular skills, such as reconnoitring a fortress, as we saw²⁹. This ability to adequately repeat what one has seen someone else do explains why past experience as a subaltern is so precious in an officer.

Transmissible experience: the lessons of the past

However, personally witnessing war was not the only method of acquiring experience such as it was understood in the 16th century. Experience could also be transmitted indirectly, either orally or textually.

The oral transmission of experience

There appears to have been a strong tradition of oral transmission from the older officers to the younger ones, especially when they campaigned together. Brantôme, in his memoirs, writes of the siege of La Rochelle during the French Wars of Religion, during which, as a young man, he had many occasions to hear the experiences of Galeazzo de San Severino and Monluc himself, two veterans of the Italian Wars and of the siege of Siena. He says: "I was most often with him [Monluc] and asked him questions about war or other things, because even as a young man I was always keen to learn"³⁰. Monluc praises another young man, Monsieur de Candalle, for always seeking the company

²⁵De CASTELNAU, Michel, and PETIOT, M. (presented by), *Collection complète des mémoires relatifs à l'histoire de France, tome 33 : Mémoires de messire Michel de Castelnaup*, Paris, Foucault, 1823, p. 262.

²⁶MICHAUD and POUJOLAT (eds.), *Nouvelle collection des mémoires pour servir à l'histoire de France. Tome huitième : Gaspard et Guillaume de Saulx-Tavannes, Salignac, Coligny, La Chastre, Rochecouart, Gamon, Philippi*, Paris, Chez l'éditeur du commentaire analytique du code civil, 1838, p. 288.

²⁷MONLUC, Blaise de and RUBLE, Alphonse de (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome premier)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1864, p. 39.

²⁸*Ibid.*, p. 26.

²⁹MONLUC, Blaise de and RUBLE, Alphonse de (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome troisième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1867, pp. 60-61.

³⁰BRANTÔME, Pierre de Bourdeille abbey of, and BUCHON, J.A.C. (presented by), *Œuvres complètes (tome premier)*, Paris: R. Sabe, 1848, p. 693.

and advice of a veteran and famous general, Pedro Navarro³¹. There was a strong moral aspect to such exchanges: old, glorious veterans were to be an inspiration to young officers. This could be achieved orally or through books: the same Brantôme lists several books, among which Monluc's memoirs, containing role models for a young noble³².

Collective experience as a safeguard

Despite this strong tradition, the transition from seeing someone do something, or hearing someone tell of doing something, and doing something oneself is problematic, as exemplified by the promising young Candalle's and count Hugues' blunder. The solution to this is not explicitly addressed, although many authors, notably Monluc³³, Saulx-Tavannes³⁴, or Jacques Chantareau³⁵, say that an officer's lack of experience should be compensated by his superiors, but also by his subalterns. This is what count Hugues fails to do for Candalle, resulting in Candalle being killed.

Seeking oral advice from veterans, even subaltern ones, was recommended by many authors, not only for the young officer's enlightenment but also for the commander's immediate needs. In his memoir on the siege of Saint-Quentin in 1557, admiral Gaspard de Coligny records how, never having defended a town in a siege before, he "*begged one thing of them [his officers], that each one of them tell him what he knew, or thought should be done [...]; and as to the good and experienced people in their companies, who had been involved in sieges before, they should be told he would be glad to hear from them what they thought could be of use*"³⁶. Here again, sieges appear as an especially difficult task. But in general, an intelligent commander should never be so prideful to neglect taking advice from experienced soldiers, as Monluc says in his praise of marshal de Brissac: "*he loved and honoured even the ordinary soldiers; he knew each good man by name, took advice from everyone, not trusting only himself*"³⁷.

The textual transmission of experience

An important 16th century innovation was the wealth of printed texts about war, so great that no one, even a Monluc, who confessed to being a "bad reader"³⁸, could fail to see how this new medium could be used to propagate the veterans' experiences. Monluc offers this advice: "read or have someone read to you books on the glory of the great

³¹De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome premier)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1864, p. 97.

³²DERUELLE, Benjamin, « Entre cavalerie et chevalerie : La formation du noble dans l'écurie du roi au XVI^e Siècle », in DERUELLE, Benjamin, and GAINOT, Bernard (eds.), *La formation du militaire, t. 1 : Savoir et Savoir-faire militaires en Occident 1494-1870 : La formation du militaire*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012 (to be published). Many thanks to Mr Deruelle for sending me his article.

³³De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome troisième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1867, p. 484.

³⁴MICHAUD and POUJOLAT (eds.), *Nouvelle collection des mémoires pour servir à l'histoire de France. Tome huitième : Gaspard et Guillaume de Saulx-Tavannes, Salignac, Coligny, La Chastre, Rochechouart, Gamon, Philippi*, Paris, Chez l'éditeur du commentaire analytique du code civil, 1838, p. 73.

³⁵BnF Ms. Français 650 : CHANTAREAU, Jacques, *Le Miroir des armes militaires et instruction des gens de pied, fait et composé par Jaques Chantareau*, 8r; quoted by POTTER, David, *Renaissance France at War: Armies, Culture and Society, c.1480–1560*, Woodbridge, Boydell Press, 2008, p. 192.

³⁶MICHAUD and POUJOLAT (eds.), *Nouvelle collection des mémoires pour servir à l'histoire de France. Tome huitième : Gaspard et Guillaume de Saulx-Tavannes, Salignac, Coligny, La Chastre, Rochechouart, Gamon, Philippi*, Paris, Chez l'éditeur du commentaire analytique du code civil, 1838, p. 570.

³⁷De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome premier)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1864, p. 447.

³⁸De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome troisième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1867, p. 143.

captains, even those written in our times, such as Langey³⁹ [...]."⁴⁰ In addition to the Roman historians which Monluc seems to prefer, Ancient theorists, notably Vegetius, had a tremendous influence on early modern military writers, who in this respect were the heirs of a strong medieval textual tradition⁴¹.

Similarly, Saulx-Tavannes says that "*reading is useful to young people: it compensates their lack of experience*"⁴². This was one of the main reasons for the production of military memoirs. We suggest, therefore, that current research should nuance its opinion on them and look beyond their autobiographical aspect, as opposed to Y.N. Harari's remarks on Monluc's Commentaries, where he states "*instructing future captains becomes [in the latter part of the text] a secondary aim at best*"⁴³. To be sure, there were many personal reasons for writing military memoirs. But the use of war accounts in general as tools to transmit past experience to young officers is clearly established. Jean de Bueil tells us that in his own youth – in the first half of the 15th century, even before the advent of printing – this was practised: "*monsieur de Ghambly told the Jouvencel [i.e. Bueil]: 'the king sent us a small memorial in which several battles briefly are narrated, lost and won, and the causes of their outcome, and three words from three famous captains to warn [their successors] [...]'*. The Jouvencel answered: '[...] Please, let me hear them all, so that I learn'."⁴⁴ In the 16th century, when the printing press and the humanist tradition enabled many translations to circulate widely, the opportunities to learn became more numerous than ever: this is how Monluc was able to learn from Livy's and probably Plutarch's accounts of Rome at war⁴⁵, from which he derived practical lessons⁴⁶.

On the other hand, war veteran authors often mocked those who were men of letters, of pure theory, in accordance to a cliché dating back to Ancient times⁴⁷, and Monluc is no exception. However, this was not a rejection of books in general, but rather a call for veterans to become writers themselves: as Monluc says, "*Would that we, who bear arms, would follow the habit of writing about what we see and do; for it seems to me it would be better treated by us (I mean the subject of war) than by men of letters*"⁴⁸. As to the criticism of the use of theoretical works by officers, past a corporatist tendency among veterans to defend warfare as the exclusive domain of experienced warriors, it applied only to those who relied exclusively on theory and books. Robert Barret mocks the bookish officer who must continuously look things up in his manual while conducting the drill⁴⁹, but he also says the best books on war are those "*penned by men both of good learning and long experience in wars*"⁵⁰.

³⁹De LANGEY, Guillaume du Bellay, whose memoirs were published in 1569.

⁴⁰De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome deuxième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1866, p. 110.

⁴¹RICHARDOT, Philippe, *Végèce et la culture militaire au Moyen Âge (Ve – XVe siècles)*. Paris: Economica, 1998, p.119.

⁴²MICHAUD and POUJOULAT (eds.), *Nouvelle collection des mémoires pour servir à l'histoire de France. Tome huitième : Gaspard et Guillaume de Saulx-Tavannes, Salignac, Coligny, La Chastre, Rochechouart, Gamon, Philippi*, Paris, Chez l'éditeur du commentaire analytique du code civil, 1838, p. 97.

⁴³HARARI, Yuval Noah, *Renaissance Military Memoirs : War, History and Identity, 1450 – 1600*, Woodbridge, Boydell Press, 2004, p. 32.

⁴⁴De BUEIL, Jean and LECESTRE, Léon (presented by), *Le Jouvencel (tome second)*, Paris, Librairie Renouard, 1889, p.60.

⁴⁵De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome troisième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1867, p. 141.

⁴⁶De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome deuxième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1866, p. 89.

⁴⁷BRIOIST, Pascal, *Les mathématiques et la guerre en France, en Italie, en Espagne et en Angleterre au XV^e siècle*. Tours, CESR (habilitation thesis), 2009. To be published.

⁴⁸De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome deuxième)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1866, p. 110.

⁴⁹BARRET, Robert, *The theorike and practike of moderne warres, discoursed in dialogue wise*, London, [by R. Field] for VVilliam Ponsonby, 1598, p. 6.

⁵⁰BARRET, Robert, *The theorike and practike of moderne warres, discoursed in dialogue wise*, London, [by R. Field] for VVilliam Ponsonby, 1598, p. 5.

The virtues of indirect experience

Conversely, even an overly “hands-on” officer such as Monluc also recognises the foolishness of relying only on direct experience: there are several reasons why indirect experience should be sought by a 16th century officer, not simply as a remedy for ignorance. It allows someone to acquire informations on campaigns he is too young to have taken part in, or on battles he was too involved in to understand as a whole: it is a remedy to the famous "Fabrice del Dongo problem". After the battle of Pavia (1525) in which he took part as a young officer, Monluc, while a prisoner, "*heard the debate between lord Frederic Boge [also a prisoner] and captain Sucre [from the victorious army] on the causes of the defeat. [...] I found their opinion very good, for they both were great captains. And although I saw [only] a part [of the battle], having heard what both of them had to say, I could venture to tell the truth on why the battle was lost [...]. What I heard them say has since been useful to me in other engagements, together with my own judgement on the matter, as must do all who want to triumph through warfare*"⁵¹.

The other main argument for indirect experience is that defeats are the most formative experience, as Monluc "*heard some great captains say that one needs to have been sometimes beaten and routed so as to become wiser through this loss*". However, military defeats are costly and highly undesirable. This is why the best method is to "*become wiser at the expense of another*", as Monluc says⁵². Monluc has very harsh words for those who "*think they know everything already, and deem worthless the knowledge and experience of others, as if God had made them wise in their mothers' wombs, as he did with John the Baptist. This is why some fail miserably and shamefully [...]*." The wise captain does the opposite: he collects any experience he can from others, especially unhappy ones, and tries to find the common cause of these defeats. Monluc applies this method to the question of how to retreat in view of the enemy. From a number of past defeats he knows of, he concludes such a retreat can safely be made only at night; but his advice is ignored⁵³.

Conclusion: the fruits of experience

This instance reminds us that, for all the arguments presented in favour of experience, and all the theorisation efforts on its uses and sources, it did not necessarily prevail on such social mechanisms as the promotion of officers for political reasons – a universal gripe among veteran authors – or on the need for rapid numerical growth in late 16th and early 17th armies. Together, such factors certainly explains why Monluc's proposal for a very selective examination of would-be officers by an official panel of veterans, on the criterion of experience, was never adopted. Paradoxically, present-day armies, with their reduced numbers and increasing emphasis on quality, skills and experience, may have come closer than any other to the ideal wished for by many 16th century veteran authors; and it could be argued that only now, with such institutions as the Retex, do we see the formalisation of procedures that were then only vague (and unattained) dreams for these authors.

But although there was no institutional formalisation of martial experience in the early modern era, there was at least a theoretical and moral formalisation. A new standard appeared, according to which any author on military matters should himself have a military experience to ground himself in and transmit, and, ideally, each officer should seek to combine as many sources and opportunities of learning new experiences as he could. This allowed him – in the absence of military academies – to acquire some specialised skills, not simply a general ethos of virility and hardiness, even if this aspect certainly remained important. It was a huge step towards the technical and social ideal of military professionalism.

⁵¹De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome premier)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1864, pp. 73-74.

⁵²De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome premier)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1864, pp. 218-219.

⁵³De MONLUC, Blaise and De RUBLE, Alphonse (presented by), *Commentaires et lettres de Blaise de Monluc, maréchal de France (tome premier)*, Paris, Chez Mme Veuve Jules Renouard, 1864, p. 457-458.

L'ACADÉMIE DE LA BOUE
Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées

Simon Galli is a PhD candidate at Tours's Centre d'Études Supérieures de la Renaissance (CESR). He is an alumnus of the École Normale Supérieure in Lyon and an agrégé in History. He worked on "War in Snorri Sturluson's Heimskringla" and is currently preparing his PhD on the formation and training of the officers and soldiers in Western Europe, from the middle of the 15th c. to the end of the 16th c.

Simon Galli est doctorant au Centre d'Études Supérieures de la Renaissance (CESR) de Tours. Ancien élève de l'École Normale Supérieure de Lyon et agrégé d'histoire, il a travaillé sur La Guerre dans la Heimskringla de Snorri Sturluson et prépare actuellement une thèse sur la formation à la guerre en Europe occidentale, du milieu du XVe siècle à la fin du XVIe siècle.

■ **APPRENDRE DE SES ALLIÉS
RÉFLEXIONS AUTOUR DE LA CIRCULATION DES SAVOIRS STRATÉGIQUES
IRRÉGULIERS EN OCCIDENT**

Élie Tenenbaum

Résumé

La problématique bien connue de l'apprentissage des armées fait souvent peu de cas du fait international et de la capacité à bénéficier de l'expérience des autres. En se concentrant sur la question de l'adaptation à la guerre irrégulière dans l'histoire, cet article propose trois cas différents d'« apprentissage par procuration » : l'émergence d'un réseau d'échanges et de lectures stratégiques à l'époque coloniale ; l'apprentissage américain des savoir-faire français par les officiers de liaison instructeurs entre 1950 et 1963 ; et enfin, l'établissement d'une mission d'instruction britannique au Sud-Vietnam, en pleine montée en puissance américaine (1960-1965). Le détail du contenu de ces enseignements n'est pas abordé en détails, pas plus d'ailleurs que leur influence réelle sur la pratique militaire du récepteur. L'enjeu est davantage de comprendre les conditions politiques et stratégiques d'émergence de cette circulation internationale des savoirs stratégiques, loin d'être naturelle aux appareils de défense, ainsi que les modalités d'une telle transmission de savoir.

Les soldats apprennent de leurs défaites, c'est une maxime bien connue. De la réaction romaine après la bataille de Cannes, à la réforme militaire de la Prusse au lendemain du désastre d'Iéna, de la fondation de l'École de guerre pour laver la défaite de 1870 à la naissance de la *Blitzkrieg* destinée à conjurer le fantôme des tranchées, cet adage est devenu la source d'innombrables études sur la dialectique entre innovation et adaptation militaires⁵⁴. La victoire est, quant à elle, célèbre pour être mauvaise conseillère, et ses lauriers sont bien vénéreux pour qui souhaite s'y reposer. Là encore, les spécialistes regorgent d'exemples, jalonnés au hasard des siècles, afin d'illustrer ce principe.

Bien que l'histoire, comme le rappelle Paul Valéry, ne manque pas d'occasion de les contredire, ces deux préceptes continuent de faire des émules chez les étudiants de science politique et de sociologie militaire travaillant sur l'apprentissage. Pas de dicton en revanche sur l'expérience des autres. Séparée par une forme d'incommensurabilité cognitive, la question a longtemps été laissée à l'abandon par les spécialistes qui se refusaient à franchir leurs frontières de compétence géographique ou linguistique.

La question de la guerre irrégulière se prête plus que toute autre à la problématique de « l'apprentissage par procuration » qui renvoie aux notions de transfert d'expérience et de circulation des savoirs. Alors que nos armées quittent progressivement l'Afghanistan et que la Guerre globale contre la terreur semble refluer vers des stratégies plus discrètes, force est de constater que l'apprentissage de la contre-insurrection a été payé au prix fort dans un processus douloureux et parfois déconcertant⁵⁵. Comme l'ont montré de nombreux travaux, la guerre irrégulière

⁵⁴ Pour ne citer que deux œuvres fondatrices ayant donné lieu à de nombreux émules: ROSEN, Stephen P., *Winning the Next War: Innovation and the Modern Military*, Ithaca, NY, Cornell U Press, 1991 ; MURRAY, Williamson and MILLET, Allan R. (dir.), *Military Innovation in the Interwar Period*, Cambridge, Cambridge U Press, 1996.

⁵⁵ Voir les autres articles s'y rapportant dans ce collectif, entre autres, SANGAR, Eric, « Historical Experience as an Intellectual Resource Fostering Operational Change: the German and British Armies in Afghanistan », SICOURMAT Camille, « L'adaptation des forces terrestres françaises au théâtre afghan, 2008-2011 » et SCHMITT, Olivier, « L'apprentissage des forces armées britanniques lors de la campagne du Helmand (2006-2011) ».

prend à rebours la plupart des cultures stratégiques occidentales⁵⁶, enclines à la guerre conventionnelle entre armées étatiques, et, à ce titre, exige de ces mêmes cultures une adaptation en profondeur, et donc un apprentissage.

Loin de proposer une théorie générale de l'apprentissage par la circulation des savoirs, cet article se propose de passer en revue trois exemples de transfert ayant participé à une adaptation des armées dans le domaine de la guerre irrégulière. Le détail du contenu de ces enseignements ne sera pas abordé ici, pas plus d'ailleurs que leur influence réelle sur la pratique militaire. L'enjeu est davantage de comprendre les conditions politiques et stratégiques d'émergence de ces échanges, loin d'être naturels aux armées, ainsi que les modalités d'une telle transmission de savoir. Il s'agira ainsi de comprendre comment, dès l'époque coloniale, théoriciens et praticiens de la petite guerre échangent déjà sur leurs expériences et cherchent à apprendre de leurs homologues par des lectures et des voyages. Ces échanges se formalisent ensuite et s'intensifient pendant la guerre froide, par la diplomatie de défense ou encore la création de missions *ad hoc*.

Les premières leçons comparées : lectures et voyages à l'âge des impérialismes

De manière assumée ou non, la problématique de la guerre irrégulière, et notamment de la contre-insurrection, renvoie à l'héritage impérial des affrontements asymétriques plus ou moins anciens. Si l'antiquité romaine est sans aucun doute l'horizon idéal pour embrasser cette expérience, les colonisations de l'époque contemporaine recèlent sans doute une filiation plus directe. Derrière la rivalité apparente et maintes fois débattue qui a marqué les relations entre les différentes entreprises impériales, l'historiographie a encore peu défriché la part de collaborations et d'échanges, tacites ou explicites, qu'elles ont engendrés. Or, si l'on accepte de se pencher sur la question, il apparaît vite que théoriciens et praticiens de l'impérialisme européen ont porté une grande attention aux développements de leurs homologues. Pour choquante que puisse être cette comparaison, c'est en quelque sorte à la manière des humanistes du XVI^e siècle, que les penseurs de la guerre coloniale ont lu, discuté et voyagé, afin d'apprendre de leurs semblables et d'enrichir leur propre expérience.

Il en va ainsi de Randolph Marcy, capitaine de cavalerie américain et auteur de *The Prairie Traveler*, publié en 1859 sous la férule du *War Department*. L'ouvrage, qui se présente comme un « manuel pour les expéditions terrestres »⁵⁷, a pour principal sujet la « petite guerre » contre les Indiens des plaines. Pour soutenir sa réflexion, Marcy s'inspire de « l'armée française en Algérie, lorsque ses troupes, en 1845, furent, comme les nôtres, dispersées sur de vastes espaces et morcelées en petits détachements stationnés dans de nombreux postes retranchés »⁵⁸. Partant de ce constat, il se prend en effet à comparer son expérience personnelle avec celles des Français en Algérie, qu'il considère comme la plus proche tactiquement de la situation des plaines de l'Ouest américain. Il en tire trois principales leçons tactiques : la nécessité d'éviter une trop grande dispersion, tendance naturelle face à un ennemi fuyant mais qui prive l'armée d'initiative ; la primauté de la mobilité, impliquant la plupart du temps une infanterie montée ; et enfin, l'importance des actions nocturnes pour surprendre l'ennemi⁵⁹.

Les Français, ici pris en exemple pour leur action en Algérie, ne sont pour autant pas les seuls, loin s'en faut, à s'être illustrés dans les petites guerres. Dans le monde colonial de la fin du XIX^e siècle, les Britanniques font toujours figure de modèles, même lorsqu'ils sont les rivaux. Ainsi Hubert Lyautey, brillant disciple de Gallieni au Tonkin puis à Madagascar, et figure incontournable de la tradition coloniale française, ne peut s'empêcher d'évoquer son admiration, toute teintée d'envie, pour la force morale et politique de ceux qu'il nomme « les Anglais », dans leur

⁵⁶ Russell Weigley, dans son histoire de l'*American way of war* évoque déjà le sujet au sortir de la guerre du Vietnam. Plus récemment d'autres auteurs ont largement contribué à l'analyse du rapport entre culture stratégique et contre-insurrection, citons par exemple CASSIDY, Robert M., *Counterinsurgency and the Global War on Terror. Military Culture and Irregular War*, Westport, Connecticut, Praeger, 2006, 211 p.

⁵⁷ MARCY, Randolph B., *The Prairie Traveler. A Hand-Book for Overland Expeditions*, New York, Harper & Brothers Publishers, 1859, 353 p.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 201

⁵⁹ *Ibid.*, pp. 201-205.

approche impériale. Certes, quelques mois à peine après Fachoda, Lyautey persiste à voir en eux « *le premier adversaire, celui qu'on rencontre toujours là où on ne voudrait pas qu'il fût, qu'il faut combattre sans relâche ; mais la vraie, la seule pratique [recommandable à leur égard], c'est de le connaître, de le pénétrer, de l'admirer* »⁶⁰. À plusieurs reprises dans ses *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, Lyautey souligne la flexibilité britannique qui manque aux Français. Là où l'armée coloniale française lui apparaît empêtrée dans un formalisme et une rigidité stérile, les Britanniques peuvent compter sur « *une école, une doctrine, une méthode coloniale [...] d'où sont dérivés les principes essentiellement souples et élastiques dans l'application, laissant à chacun le soin des détails, la large initiative, la latitude de varier les formes à l'infini* »⁶¹. Déplorant, sans cesse la rigidité mentale de ses compatriotes, Lyautey va même, dans un élan d'amertume, jusqu'à lâcher que « *pour vouer utilement sa vie et ses facultés à une cause coloniale, il faudrait être Anglais* »⁶² !

Si Lyautey, pourtant élève et grand admirateur de Gallieni, va chercher outre-Manche des inspirations sur l'organisation et les méthodes d'administration coloniales, il arrive aussi que l'admiration soit réciproque et aux Britanniques de reconnaître à leurs homologues et néanmoins rivaux un certain talent opérationnel. Ainsi, le colonel C.E. Callwell, auteur du célèbre manuel de *Small Wars*, publié en 1898 par le *General Staff* de la *British Army*, a passé des années à étudier les expériences étrangères : françaises, mais également russes ou espagnoles. Au fil des pages du manuel, Callwell ne cache pas son admiration pour l'action du général Bugeaud en Algérie qui « *combinait un véritable don naturel à une grande maturité due à son expérience dans la guerre d'Espagne* »⁶³. Il souligne ainsi la force de Bugeaud qui fut, selon lui, de comprendre qu'il « *n'avait pas affaire à une armée hostile mais à une population hostile* »⁶⁴. Ce constat fondamental, qui introduit la notion de guerre centrée sur la population est à l'origine du développement de toute la pensée stratégique irrégulière au XX^e siècle et l'influence de sa présence dans un manuel britannique de 1906 peut difficilement être sous-estimée. Pour l'heure, Callwell en tire les mêmes conclusions que Bugeaud, à savoir que la guerre doit se conduire « sur » la population, au moyen de razzias, de destruction des récoltes et de campagnes de terreur destinées à la soumettre par la force⁶⁵. Callwell reconnaît lui-même l'influence qu'a exercée le modèle de Bugeaud en affirmant que ce dernier a été directement appliqué lors de la guerre des Boers, dans « *une campagne qui doit désormais servir de modèle à toutes les autres de ce type* »⁶⁶.

Les lectures mutuelles, de première ou seconde main, ainsi que les échanges informels autour des expériences coloniales de chacun constituent donc le premier mode de transmission des savoirs stratégiques irréguliers. Leur influence peut s'avérer considérable lorsque ces échanges passent par des figures tutélaires telles que Lyautey – unanimement considéré comme le héraut de l'école coloniale française⁶⁷ – ou encore par des ouvrages à très large diffusion tels que les *Small Wars* de Callwell. Ils ne sauraient cependant constituer l'unique modalité de transfert de savoir entre puissances coloniales. Il faut en effet faire également une place à l'observation *in vivo* qui, même si elle est limitée, peut se révéler avec encore plus d'impact.

On apprend ainsi à la lecture des Mémoires de jeunesse de Winston Churchill que ce dernier, alors jeune lieutenant tout juste sorti de Sandhurst, a rapidement l'occasion de bénéficier d'une expérience internationale comparée. En quête d'aventure et de reconnaissance, et en l'absence d'opportunité opérationnelle dans l'empire britannique, Churchill fait jouer ses relations familiales pour obtenir une invitation officielle du gouverneur de Cuba pour un voyage

⁶⁰ LYAUTEY, Hubert, « Instruction générales données au général Bichot », in *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, (1894-1899), Tome II, Paris, Armand Colin, 1920, p. 140.

⁶¹ LYAUTEY, Hubert, « Lettre du 6 novembre 1896 », in *op. cit.*, Tome I, p. 46.

⁶² LYAUTEY, Hubert, « Lettre à Max Leclerc », *op. cit.*, p. 269.

⁶³ CALLWELL, C.E. (Colonel), *Small Wars. Their Principles and Practice*, Londres, Harrison and Sons, 1906, p. 128.

⁶⁴ Ibid., pp. 128-129.

⁶⁵ Pour une étude récente et détaillée de la stratégie de Bugeaud, lire RID, Thomas, « Razzia: A Turning Point in Modern Strategy », *Terrorism and Political Violence*, Vol. 21, No. 4, October 2009, pp. 617-635.

⁶⁶ CALLWELL, C.E. (Colonel), *op. cit.*, pp. 138-139.

⁶⁷ GILLET, Maxime, *Principes de pacification du Maréchal Lyautey*, Paris, Economica, 2010.

particulier, « destiné à [lui faire] acquérir de l'expérience professionnelle sur un théâtre d'opération »⁶⁸. L'île est alors en proie à une révolte qui l'amènera bientôt à son indépendance grâce à l'aide des Américains. Le voyage d'observation du jeune lieutenant est traité par les Espagnols « comme une mission, non officielle mais néanmoins importante, envoyée là en cette période de trouble par une grande puissance et une alliée de longue date »⁶⁹. Dans cette guerre irrégulière, la dernière du siècle, mais annonçant à bien des égards celles du suivant, Churchill apprend la difficulté à combattre un ennemi qui est « partout et nulle part [et] à qui la guerre ne coûte rien d'autre que de la pauvreté, du risque et de l'inconfort »⁷⁰. Parallèlement, il découvre ce qu'il en coûte au camp loyaliste « de faire errer pendant des heures dans cette jungle humide et interminable une colonne de près de quatre mille hommes »⁷¹. Soulignant au passage l'ironie qu'il y avait à voir les Espagnols à leur tour battus par la guérilla, celle-là même dont ils avaient usé naguère contre les soldats de Napoléon, Churchill garde de cette expérience un souvenir ému, qui sans aucun doute influencera ses missions ultérieures sur la *Northwest Frontier Province* aux confins des Indes et de l'Afghanistan, ou dans la guerre des Boers en Afrique du Sud.

Un dernier exemple d'observation opérationnelle des expériences coloniales à des fins d'apprentissage est le cas des observateurs américains au Maroc lors de la guerre du Rif (1921-1926). En effet, alors que l'Amérique sort de la Première Guerre mondiale plus que jamais tournée vers les questions européennes, certains pointent déjà du doigt la menace que « la diffusion de la doctrine démocratique » fait planer sur la paix mondiale, en risquant de faire de « chaque lutte coloniale une lutte pour la liberté et de chaque sauvage mal léché [sic] un héros potentiel de l'indépendance »⁷². L'instabilité permanente au Mexique et la perspective d'avoir à mener une telle campagne de l'autre côté du Rio Grande stimule ainsi la réflexion de l'*US Army* sur ces questions⁷³. Alors que la France s'enfonce aux côtés de l'Espagne dans l'un des conflits coloniaux les plus sanglants de l'entre-deux guerres, le *War Department* américain se fait pressant auprès de son attaché militaire à Paris pour obtenir des détails sur la nature de cet engagement militaire. Deux officiers de renseignement sont alors dépêchés directement au Maroc, le lieutenant-colonel Nelson E. Margetts et le capitaine Charles Willoughby, dans le cadre d'une visite officielle — ils sont d'ailleurs reçus avec les honneurs par Lyautey, résident général au Maroc comme par le général Francisco Franco, commandant des forces espagnoles. Les conclusions de chacun sont ensuite publiées respectivement dans le *Field Artillery Journal* et l'*Infantry Journal*, les deux principales revues militaires américaines témoignant ainsi de l'importance du sujet⁷⁴. Tous deux comparent l'action des Français à celle des Espagnols et estiment dans l'ensemble que « les Français restent les meilleurs à la guerre coloniale [du fait] de leur longue expérience en Algérie et en Tunisie »⁷⁵. Leur capacité à conserver leur légitimité en maintenant l'autorité du sultan est également soulignée comme la meilleure parade à l'argumentaire nationaliste de la révolte d'Abd-el-Krim.

Ce type d'enseignement par le voyage officiel montre également l'évolution depuis le voyage de Churchill en 1896, puisqu'il ne s'agit plus d'une simple curiosité individuelle mais bien d'une demande officielle d'information sur une nouvelle forme de guerre encore au stade d'embryon mais déjà reconnue comme telle par certains. L'émergence de ce défi à une échelle bien supérieure au moment de la guerre froide et de la décolonisation va pérenniser ce lien et accroître ce niveau de collaboration.

⁶⁸ CHURCHILL, Winston, *Mes jeunes années*, Paris, Tallandier, 2007 (1930), p. 106.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 107.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 108, 114.

⁷¹ *Ibid.*, p. 113.

⁷² WILLOUGHBY, Charles, "The French in Morocco", *Infantry Journal*, No. 28, January 1926, p. 7

⁷³ BIRTLE, Andrew, *U.S. Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1860–1941*, Center of Military History, United States Army, Washington, D.C., 2009.

⁷⁴ MARGETTS, Nelson, "Extracts From the Diary of an American Observer in Morocco", *Field Artillery Journal*, Vol. 16, No. 2, March-April 1926, pp. 115-155 ; et WILLOUGHBY, Charles, *op. cit.* Notons que l'article de Margetts fait quarante pages ce qui est considérable dans une revue où les articles ne font généralement pas plus de dix — témoignant une fois encore de l'importance du sujet pour la rédaction.

⁷⁵ DEAN, William, « Des Américains dans la guerre du Rif », *Revue historique des armées*, No. 246, 2007, pp. 46-55.

Le coût de l'apprentissage : les OLI français aux États-Unis et le monnayage du savoir

La découverte de la « menace subversive » au début de la Guerre froide pose la question de l'apprentissage avec plus d'acuité encore puisqu'il apparaît rapidement qu'il revient à l'Occident d'apprendre à lutter contre cette menace sous peine d'être définitivement balayé par son nouvel ennemi⁷⁶. En octobre 1950, le secrétaire d'État Dean Acheson soumet un mémorandum au *National Security Council*, intitulé « *Collaboration with friendly governments on operations against guerrillas* »⁷⁷. Acheson y reconnaît que la guérilla constitue désormais l'un des principaux outils de l'expansionnisme communiste, comme en témoignent les exemples grecs, indochinois, malaisiens et philippins. Or selon lui, « *bien qu'il y ait déjà eu un certain nombre d'échanges de vues entre représentants militaires, [...] il n'apparaît pas qu'un effort organisé ait été fait pour rassembler les informations, procédés et techniques parmi les nations amies ayant un intérêt commun à défaire ce genre d'activité. [...] Il semblerait approprié d'étendre l'ampleur d'une telle coopération de manière à s'attaquer au problème avec les moyens les plus efficaces de la contre-guérilla* »⁷⁸. Il s'agit d'une des premières déclarations par Washington de la volonté de partager, pour ne pas dire d'importer, les savoir-faire contre-insurrectionnels de leurs alliés, et notamment des Français.

Ces collaborations prennent des formes variées : ainsi dans les années cinquante Roger Trinquier est « *invité à visiter les centres d'entraînement américains à l'antiguérilla en Corée et au Japon* »⁷⁹, Lacheroy effectue un séjour au *Psychological Warfare Center* de Fort Bragg⁸⁰, ou encore le général Allard, commandant du Corps d'armée d'Alger, prononce en pleine guerre d'Algérie une conférence sur la « Guerre révolutionnaire » au Shape de l'Otan devant un parterre d'officiers américains⁸¹. Mais c'est peut-être via le travail des officiers de liaison dans les écoles d'armes que le transfert d'expérience est le plus prégnant.

Apparus initialement au sein des états-majors, pour assurer la bonne « liaison » entre des armées alliées en campagne — notamment au cours des guerres napoléoniennes, qui montrèrent, selon le célèbre mot de Foch à quel point la tâche de coordonner une coalition pouvait être ardue et, si elle était mal menée, faciliter celle de l'ennemi —, les officiers de liaison sont peu à peu devenus des postes permanents destinés à garantir le maintien de relations militaires au sein d'une alliance devenue, elle aussi, permanente. De fait, ces postes de liaison apparaissent vite comme privilégiés pour faire circuler les informations et les bonnes pratiques opérationnelles d'un pays à un autre grâce à une extension de ses domaines de compétences.

Officiellement établis en 1952, les postes d'Officiers de liaison instructeurs (OLI) sont initialement destinés à la représentation de la France dans trois des « écoles d'armes » américaines. Nommés pour deux ou trois ans, ces officiers supérieurs français étaient placés sous l'autorité de l'attaché militaire à Washington. Vivant avec leur famille dans la base, les OLI sont tout d'abord des observateurs, participant aux différents enseignements de l'école. Occasionnellement « *l'officier français s'adresse directement aux classes lorsqu'il est invité à fournir un amphi [sic] sur l'organisation de l'armée française* »⁸².

⁷⁶ SHD/DT, 10H 144, Aide-mémoire sur la conférence tenue à Singapour le 26 novembre 1949, n°1025/RD/ du CEFEO.

⁷⁷ DNSA, Report to the National Security Council by Executive Secretary on Office of Special Projects, Secret, NSC 90, 26 octobre 1950, 5 p., Intelligence Community Collection, Digital National Security Archives (DNSA).

⁷⁸ NSC 90, *ibidem*, p. 1.

⁷⁹ FALL, Bernard, « Introduction » à Roger Trinquier, *Modern Warfare. A French View on Counterinsurgency*, trad. Daniel Lee, New York, Praeger, 1964, 120 p., p. xiii.

⁸⁰ PERIES, Georges, Gabriel, « De l'action militaire à l'action politique », thèse doctorale soutenue à Paris 1, p. 422.

⁸¹ Général ALLARD, Jen-Claude, « Vérités sur l'Affaire Algérienne », *Revue de Défense Nationale*, Vol. 14, n°1, janvier 1958, pp. 5-41.

⁸² SHD/DAT, 10 T 1062, Rapport Semestriel du poste d'Officier de liaison à Fort Benning, USA Infantry School, avril 1957.

Mais dans ces années de guerre froide, l'OLI est bien plus qu'un simple représentant diplomatique. En effet, il apparaît vite que ces postes « constituent une source de renseignement irremplaçable »⁸³ pour la défense française, et notamment dans le domaine de la stratégie nucléaire, priorité de la politique de grandeur du général de Gaulle⁸⁴. Alors que l'Amérique a accumulé une avance considérable en la matière, l'état-major français affirme dès 1959 que les officiers de liaisons aux États-Unis sont « *les seuls à pouvoir répondre à un certain nombre de questions concernant la modernisation de l'armée française* »⁸⁵.

Les OLI remplissent donc une tâche bien plus importante qu'une simple mission diplomatique. Or, il apparaît rapidement qu'un obstacle majeur se pose à ce nouveau rôle : les OLI français se voient systématiquement refuser l'accès aux comités directeurs (*boards*), « *qui sont le Saint des Saints dans ces Centres d'Arme* »⁸⁶. En effet, au contraire de leurs homologues britanniques et canadiens, les Français ne bénéficient pas du niveau d'habilitation permettant d'accéder à ces comités. Et en dépit des nombreuses démarches diplomatiques officielles, l'attaché militaire Bary [sic] ne peut obtenir qu'un « *refus courtois, mais sans ambiguïté* »⁸⁷ de la part du Pentagone.

Face à un tel mur, le général de Bary, se propose de déployer « *une série d'arguments dont nous pourrions user au cours de nos entretiens, notamment en ce qui concerne les domaines de [...] la guerre psychologique, de l'emploi de parachutistes et de la contre-guérilla [...], domaines pour lesquels les États-Unis reconnaissent que nous pouvons leur apporter beaucoup* »⁸⁸. Fort conscients de cet intérêt, les Français sont donc tout disposés à monnayer leur savoir-faire colonial en échange d'un accès aux comités leur apportant des renseignements en matière nucléaire. L'ambassade propose ainsi la « *communication de travaux et d'études sur certains sujets peu connus des Américains, notamment : guerre psychologique (mise en œuvre des Compagnies de haut-parleur et de tracts en Algérie, création des 5^e bureaux) ; contre-guérilla (commandos, détachements, "actions") ; enseignements tirés lors des campagnes d'Indochine et d'Algérie (logistique en brousse, etc.)* »⁸⁹.

Cette analyse de 1959 prend encore plus de réalité avec l'arrivée au pouvoir de Kennedy, au tournant de la décennie, qui marque un saut qualitatif dans l'étude des « guerres de libération nationale ». En 1962, le général Arthur Trudeau, à la tête du Bureau de la recherche et de développement de l'*US Army* écrit : « *Les États-Unis n'ont pas eu, jusqu'à maintenant à faire face dans une mesure importante à une guérilla soutenue par la population. Mais la France, la Grande-Bretagne et d'autres puissances de l'Otan ont eu une expérience de combat contre les guérillas dans des pays sous-développés. Les armées étrangères sont allées plus loin que nous dans la contre-guérilla. Nous n'avons pas eu d'expérience de combats dans ce domaine. Les expériences des [...] Français, des Britanniques, des Belges [...] procureraient la meilleure base initiale pour notre doctrine et notre enseignement* »⁹⁰. Un appel auquel les Français vont répondre amplement par l'envoi d'officiers « spécialistes » de ces questions tels que le lieutenant-colonel Aussaresses, ancien membre du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) en Indochine et en Algérie⁹¹.

⁸³ SHD/DAT, 10 T 1062, Lettre du Général Gouraud au Général Lorillot, 614 EMA/2/E3, 11 janvier 1958.

⁸⁴ VAISSE, Maurice, *La grandeur : politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998.

⁸⁵ SHD/DAT, 10 T 1062, Lettre du Général Gouraud au Général Lorillot, 614 EMA/2/E3, 11 janvier 1958.

⁸⁶ SHD/DAT, 10 T 1062, Lettre du Général de Bary, attaché militaire auprès de l'Ambassade de France aux États-Unis, à l'État-major des armées, n°1387/FG, 9 mai 1958.

⁸⁷ SHD/DAT, 10 T 1062, Accès aux "Boards" des officiers de liaison, lettre du Général de Bary au ministre des armées, n°0063/JB, 15 janvier 1959.

⁸⁸ *Ibidem*.

⁸⁹ *Ibidem*.

⁹⁰ SHD/DAT, 10 T 1073, L'armée américaine face à la guérilla, note du lieutenant-colonel Aussaresses, Officier de liaison à l'*US Army Infantry School*, Fort Benning, Georgia, 25 novembre 1963.

⁹¹ AUSSARESSES, Paul, *Je n'ai pas tout dit. Ultimes révélations au service de la France*, Paris, Le Rocher, 2008, 298 p.

Ce sont donc les Américains qui réclament le savoir-faire français. L'idée développée par Girardet d'une « *exportation de la doctrine de la guerre révolutionnaire* »⁹² est donc inexacte en ce qui concerne les États-Unis. Nous sommes bien face à un échange de bons procédés, phénomène habituel dans le processus d'apprentissage et dont nos forces armées sont encore tributaires aujourd'hui⁹³. Côté émetteur (français), cette politique de collaboration semble bien avoir porté ses fruits puisqu'en juin 1965 « *les accès aux Boards et Agencies qui leur avaient été formellement refusés jusqu'en 1962 leur ont depuis tous été accordés* »⁹⁴. Côté récepteur (américain), l'apprentissage à proprement parler est particulièrement délicat à évaluer. Il faut en effet être conscient que l'influence française, dans la mesure où elle s'est exercée, a été cantonnée à l'échelon de la réflexion doctrinale – cette dernière n'ayant qu'un impact limité sur la pratique militaire⁹⁵.

Le cas de l'enseignement de la contre-insurrection par des officiers de liaison français aux États-Unis est néanmoins un exemple intéressant quant à ce qu'il nous dit du processus d'apprentissage des armées. Il nous permet d'entrevoir une autre réalité des transferts d'expériences : qu'il s'agisse de technologies militaires ou de savoir-faire tactiques, la connaissance a toujours un prix, et nul n'est prêt à l'offrir gratuitement — le statut d'allié ne renforçant la confiance que jusqu'à un certain point. Si le partenaire n'a rien à offrir en échange, l'expérience n'est pas partagée.

Toujours au cours de cette même période de « l'âge d'or de la contre-insurrection », un autre exemple assez classique illustre bien les modalités d'échange et de circulation de savoirs stratégiques entre alliés sur un théâtre spécifique qui le rend plus apte à saisir son influence : il s'agit de la *British Advisory Mission* (BRIAM) déployée à Saïgon, entre 1961 et 1965.

L'apprentissage à l'épreuve de jeux de pouvoir : aux origines de la British Advisory Mission

L'idée d'une mission de conseil britannique au Sud-Vietnam est apparue à l'ambassadeur britannique à Saïgon, Henry Hohler, lorsque ce dernier reçoit une demande de Ngo Dinh Diem, président de la République du Vietnam, pour une visite de la Malaisie, afin d'y découvrir « les techniques de contre-subversion »⁹⁶ développées par les Britanniques contre la guérilla communiste dans la péninsule depuis 1948. C'est à la suite de ce voyage de Diem, que Robert Thompson, alors *Permanent Secretary of Defence*⁹⁷ à Kuala Lumpur, est envoyé à Saïgon afin d'étudier les possibilités d'appliquer les leçons de la contre-guérilla malaise au Vietnam. À l'issue de ce premier tour d'horizon d'avril 1960, Thompson déclarait que les deux insurrections étaient « très similaires » et que par conséquent, « les mêmes méthodes pour combattre les communistes devaient être appliquées »⁹⁸.

Néanmoins, malgré l'intérêt manifesté par Saïgon pour le passage de tels experts, Diem ne montre aucun désir de voir s'établir une mission permanente britannique en la matière⁹⁹. Le scepticisme de Diem, tenant largement aux différences qu'il estime considérables entre les deux terrains, pose la question des raisons de l'entêtement britannique à faire profiter le Sud-Vietnam de ses savoir-faire.

⁹² Entretien de Pierre Journoud avec le général Compagnon, attaché militaire à Washington (1962-1965), 19 avril 1999. L'auteur remercie Pierre Journoud pour lui avoir transmis la transcription de cet entretien.

⁹³ BRUSTLEIN, Corentin, « Apprendre ou disparaître ? Le retour d'expérience dans les armées occidentales », *Focus stratégique*, n° 33, octobre 2011.

⁹⁴ SHD/DAT, 10T 1062, « L'ambiance de travail des officiers de liaison aux États-Unis », Fiche 2^e Bureau, 14 juin 1965.

⁹⁵ Pour une étude plus détaillée de l'influence française proprement dite, lire notre étude, « L'influence française sur la stratégie américaine de contre-insurrection, 1945-1972 », Mémoire de l'IEP de Paris, dirigé par Pierre Mélandri, juin 2009.

⁹⁶ BUSCH, Peter, *All the Way with JFK? Britain, the US, and the Vietnam War*, Oxford, Oxford University Press, p. 66.

⁹⁷ Il s'agit d'un poste habituellement laissé à un britannique correspondant dans sa fonction à celui d'un « chef de cabinet » du ministre de la défense (et également vice-Premier ministre) de Malaisie, Tun Razak.

⁹⁸ PRO, FO 371/152740, DV 1015/40, Telegram 342, Kuala Lumpur to CRO, 26 mai 1960.

⁹⁹ BUSCH, Peter, « Supporting the War: Britain's Decision to Send the Thompson Mission to Vietnam, 1960-61 », *Cold War History*, vol. 2, No. 1, pp. 69-94, p. 72.

Deux éléments de réponse, ne s'excluant nullement l'un l'autre, existent à ce jour. Le premier tient à la crainte réelle du Royaume-Uni de voir le Sud-Vietnam, et avec lui toute la péninsule indochinoise, basculer dans la sphère d'influence communiste. Or l'analyse stratégique qui avait été celle des années cinquante est encore valide au début de la nouvelle décennie : la défense de la Malaisie, se joue en Indochine¹⁰⁰. En effet, bien qu'officiellement indépendante depuis 1957, la Malaisie reste un foyer important d'investissements et Singapour une base navale stratégique, que Londres n'est pas prête à sacrifier, comme le démontre la présence de nombreux ressortissants britanniques dans les arcanes du pouvoir de Kuala Lumpur.

La seconde explication, avancée par Peter Busch dans sa thèse, est directement tournée vers l'Amérique dans une perspective plus diplomatique. De fait, la priorité de Macmillan est de tout faire pour renforcer un « *special relationship* » avec les États-Unis qui avait été mis à mal lors de la crise du Laos qui court depuis le coup d'État du capitaine Kong Le de 1960¹⁰¹. Ayant trouvé les vues de Londres trop modérées à l'égard du courant neutraliste dont se revendiquait Kong Le, « *les Américains devenaient réticents à tenir pleinement informés les Britanniques de leur politique en Asie du Sud-Est* »¹⁰². Cette situation est bien entendu inacceptable pour la diplomatie britannique qui entend renforcer son alliance anglo-américaine dans la région en montrant notamment son attachement à lutter contre la menace communiste. L'envoi d'une mission de conseil en contre-insurrection auprès du Sud-Vietnam, aurait donc moins un but stratégique comme le présente certains qu'une fonction profondément diplomatique, dans l'intention de plaire à la puissance amie.

Cependant, l'idée rencontre, du côté américain, au moins autant de scepticisme à Washington qu'à Saïgon. Ainsi le général Williams, à la tête du *Military Assistance and Advisory Group (MAAG)* s'exclame dans un câble à Washington « *que l'Ambassadeur britannique se permette jusqu'aux conseils portant sur la réorganisation de l'armée vietnamienne ou ses tactiques* »¹⁰³. De même Edward G. Lansdale, expert américain de la guerre psychologique, ancien proche conseiller de Diem lors de son accession au pouvoir et devenu sous Eisenhower le *Deputy Assistant* du secrétaire à la défense pour les opérations spéciales, s'oppose très clairement à la présence d'une telle mission britannique. Même s'il reconnaît que la visite ponctuelle de spécialistes « britanniques, malais, philippins ou birmans » peut s'avérer fort utile, il estime en revanche qu'il « *n'est pas sain de laisser un étranger dépenser les fonds et les énergies investies par les États-Unis [au Vietnam]. Or ce serait le cas si un "expert" britannique quelque peu persuasif venait à être placé comme conseiller auprès du Président Diem* »¹⁰⁴.

Il faut attendre un changement majeur au sein de l'administration américaine pour que ces réticences soient dépassées. L'arrivée au pouvoir de Kennedy en janvier 1961 change la donne puisque le Président affirme d'emblée son intention de traiter avec plus de sérieux que son prédécesseur les questions de guerre irrégulière en général et de contre-insurrection en particulier¹⁰⁵. En dépit des réticences des militaires du MAAG et du *Joint Chiefs of Staff (JCS)*, les membres du département d'État ainsi que du *National Security Council* soutiennent largement l'idée que les Britanniques ont beaucoup à leur apprendre en matière de guerre irrégulière. Ainsi en mai 1961, le NSC prend « *la décision de principe d'autoriser [...] des pays tiers, dont le Royaume-Uni, à participer à la formation à la contre-insurrection* »¹⁰⁶.

¹⁰⁰ THOMAS, Martin, "Processing Decolonization: British Strategic Analysis of Conflict in Vietnam and Indonesia, 1945-1950" in GOSCHA, Christopher E. et OSTERMANN, Christian F. (dir.), *Connecting Histories: Decolonization and the Cold War in Southeast Asia, 1945-1962*, Stanford (CA.), Stanford University Press, 2009.

¹⁰¹ CESARI, Laurent, *Les grandes puissances et le Laos, 1954-1964*, Arras, Artois Presse Université, 2007.

¹⁰² BUSCH, Peter, *All the Way with JFK?*, op. cit., p. 76.

¹⁰³ FRUS, Document 123, Memorandum de Williams (MAAG) à Lansdale (DoD), 25 mars 1960, *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1958-1960*, Volume I, 'Vietnam', p. 348.

¹⁰⁴ FRUS, Document 136, Memorandum from Lansdale (DoD) to Williams (MAAG), 14 avril 1960, *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1958-1960*, Volume I, 'Vietnam', p. 386.

¹⁰⁵ McCLINTOCK, Michael, *Instruments of Statecraft. U.S. Guerrilla Warfare, Counterinsurgency, and Counter-terrorism, 1940-1990*, New York, Pantheon Books, 1992, p. 161.

¹⁰⁶ PRO, DO 169/109, Télégramme No. 1239 de Sir H. Caccia (Washington) au Foreign Office (Londres), 12 mai 1961.

Cette décision de Kennedy ne signifie par pour autant la naissance d'une mission de conseil britannique permanente à Saïgon. Les militaires du MAAG et du JCS continuent de s'insurger contre une telle présence, que certains considèrent comme « *une atteinte au prestige des États-Unis* »¹⁰⁷. La condition bientôt posée par ces derniers est que la mission britannique se borne à des domaines non-militaires tels que la gouvernance, la police ou la propagande, afin de ne pas provoquer de confusion en mêlant des perspectives opposées sur les méthodes de contre-insurrection. Ces restrictions du mandat inquiétaient le futur chef de la mission, Robert Thompson qui estimait naturellement que stratégie civile et militaire devaient être coordonnées et même fusionnées dans une campagne de contre-insurrection¹⁰⁸. Il est finalement décidé qu'un *modus vivendi* serait obtenu grâce à une définition suffisamment floue des compétences de la mission britannique – posée ainsi à la frontière du politique et du militaire. De fait, les moyens humains et financiers très limités des Britanniques ne sauraient bien vite présenter une concurrence à la présence américaine.

C'est ainsi que Thompson arrive en septembre 1961 à la tête de ce qui est désormais la *British Advisory Mission* (BRIAM) à Saïgon. Cette dernière, censée être établie au profit du régime de Diem, a en fait été négociée directement entre Londres et Washington, révélant ainsi le but profond de la manœuvre : renforcer les liens avec les Américains et les aider à soutenir le Sud-Vietnam. Sa réalisation principale — mais certainement pas unique — réside sans doute dans la participation de Thompson à l'élaboration du programme des hameaux stratégiques entre 1962 et 1963, attestant de manière claire de l'influence que ce dernier a pu exercer sur la stratégie américano-vietnamienne¹⁰⁹.

De tous les exemples évoqués ici, la BRIAM est sans doute le cas le plus avancé de circulation internationale des savoirs stratégiques irréguliers. Il permet de saisir non seulement les motivations mais également les oppositions et les craintes que peuvent susciter un tel transfert — démontrant ainsi plus que jamais que le savoir est une source de pouvoir. Elle montre enfin la valeur non plus intrinsèque, mais réellement politique que peut révéler le processus d'apprentissage alors que ce dernier est employé pour envoyer un message de soutien diplomatique et se dédouaner d'une responsabilité politique¹¹⁰.

Conclusion

L'apprentissage est plus que jamais au cœur de la problématique d'adaptation des armées. Or la collaboration internationale dans le domaine du Retour d'expérience (Retex) reste à ce jour largement lacunaire et l'un des maillons faibles du processus¹¹¹. L'étude de l'histoire et de la dynamique d'apprentissage de la guerre irrégulière en occident tout au long du XX^e siècle nous montre les réalisations et les modalités de tels échanges dans le cadre d'un travail d'adaptation. Elle nous montre également ses limites qui peuvent être cognitives ou politiques. Encore n'avons-nous ici abordé que les voies officielles ; bien d'autres modes de circulations existent, notamment les échanges via les *think tanks* et les universités. Il s'agit donc moins de cartographier et d'analyser ces échanges que de saisir les conditions politiques et stratégiques d'émergence de la circulation internationale des savoirs comme modalité d'apprentissage organisationnel. L'établissement dans un premier temps d'une communauté de réflexion à travers la diffusion d'écrits

¹⁰⁷ FRUS, Document 66, Telegram From the Chief of the Military Assistance Advisory Group in Viet-Nam (McGarr) to the Chairman of the Joint Chiefs of Staff (Lemnitzner), Saïgon, June 7, 1961, *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1961-1963*, Volume I, 'Vietnam', pp. 166-168.

¹⁰⁸ PRO, DO 169/109, United Kingdom Assistance to South Vietnam, Minutes of a meeting held on June 13, 1961.

¹⁰⁹ Sur ce point, voir notre article « Les déplacements de population comme outils de contre-insurrection. Le programme des hameaux stratégiques au Sud-Vietnam », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°139, automne 2010, pp. 119-141. L'influence de Thompson sur le programme ne doit cependant pas être surestimée ainsi que l'ont montré MCALLISTER, James et SCHULTE, Ian dans leur article « The Limits of Influence in Vietnam: Britain, the United States and the Diem Regime, 1959-63 », *Small Wars & Insurgencies*, Vol. 17, No. 1, pp. 22-43.

¹¹⁰ En leur qualité de membre de l'Otase les Britanniques se trouvaient également encombrés par la nécessité de montrer à l'égard des pays de la région une solidarité géopolitique qu'ils ne pouvaient assumer financièrement. Busch, *op. cit.*, p. 89.

¹¹¹ BRUSTLEIN, Corentin, « Apprendre ou disparaître ? Le retour d'expérience dans les armées occidentales », *Focus stratégique*, n° 33, octobre 2011, p. 48 et suivantes.

et d'échanges informels entre théoriciens et praticiens de la guerre irrégulière permet d'amorcer le processus via une forme d'apprentissage indirect et dégradé mais qui peut néanmoins porter ses fruits. La création dans un second temps de missions permanentes dédiées à ce type d'échanges via les postes d'officiers de liaison permet de systématiser les échanges de savoir-faire, qui, à l'instar de biens matériels ou de connaissances techniques apparaissent dès lors comme des produits de convoitise, susceptibles de se soumettre à un troc, maximisant les savoirs de chacun. Enfin, la création de missions *ad hoc*, dont la raison d'être est le transfert d'expérience nous permet d'appréhender l'extrémité du spectre, dans laquelle le savoir n'est plus utilisé comme un simple bien mais comme un instrument politique et un outil d'influence — une démarche non dénuée d'intérêt à l'heure où les troupes de combat européennes se transforment peu à peu en armées de conseillers déployés dans les pays de l'arc de crise pour diffuser leur savoir.

Elie Tenenbaum est doctorant en Histoire des Relations Internationales à SciencesPo/CERI, (« Contre insurrection, histoire d'une navette atlantique. L'influence française sur la doctrine et les pratiques américaines de guerre irrégulière, de 1945 à nos jours ».) Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), agrégé d'histoire, il a également passé une année d'études au Département des War Studies de King's College London. Chargé d'études au Laboratoire de défense de l'IFRI.

■ HISTORICAL EXPERIENCE AS AN INTELLECTUAL RESOURCE FOSTERING
OPERATIONAL CHANGE:
THE GERMAN AND BRITISH ARMIES IN AFGHANISTAN

Éric Sangar

Abstract / Résumé

This contribution tries to explore some of the ways in which the British and German armies are using historical experiences within the process of operational adaptation in Afghanistan. The first insight is that for both armies, the use of historical references only played an insignificant role during the initial deployment preparation for the International Security Assistance Force (ISAF) mission.

However, having become aware of a lack of operational coherence on the ground in Helmand, the British Army has « rediscovered » the importance of applying some fundamental counterinsurgency principles through an analysis of the contemporary value of its colonial experience. This reading has contributed to make the British military approach more coherent and more focussed on protecting the population instead of pursuing the kinetic confrontation with the insurgents.

In the case of the Bundeswehr, a thorough discussion of the historical experiences which have formed the basis of today's counterinsurgency doctrines has been largely absent until today. Initially, the German military approach had been mainly dominated by the unconscious projection of the Balkans experience on Afghanistan. The operational reaction to the escalating violence in the Kunduz area was focussed on a hesitant introduction of kinetic means. Even today, the discussion among Bundeswehr officers concentrates on the necessity to perform in combat situations; however, the existing deficits in non-kinetic military activities are largely being ignored. In contrast, a thorough analysis of counterinsurgency experience could show that exactly these aspects play an essential role in any successful counterinsurgency strategy.

In conclusion, the text aims at providing an interpretation which sees historical experience as an intellectual resource which can help to foster operational change beyond mere tactical adaptation.

Cette contribution vise à explorer les manières dont les armées britannique et allemande ont recours aux expériences historiques dans le processus d'adaptation opérationnelle en Afghanistan. On peut constater que pour les deux armées, le recours aux références historiques n'a joué qu'un rôle négligeable dans la préparation initiale de la mission de la Fias.

Cependant, prenant conscience de son manque de cohérence opérationnelle en Helmand, l'armée britannique a « redécouvert » l'importance d'appliquer certains principes fondamentaux de la contre-insurrection à travers une analyse de l'utilité contemporaine de son expérience coloniale. Cette lecture a contribué à rendre l'approche militaire britannique plus cohérente et plus propice à la protection de la population qu'à l'affrontement avec les insurgés.

Dans le cas de la Bundeswehr, une discussion des expériences historiques qui forment la base des doctrines de contre-insurrection d'aujourd'hui est restée largement inexistante jusqu'à présent. L'approche militaire allemande ayant été dominée par une application inconsciente des expériences des Balkans, la réaction opérationnelle à l'escalade de la violence à Kunduz s'est traduite par une introduction hésitante de moyens offensifs. Alors qu'aujourd'hui le débat parmi les officiers de la Bundeswehr se concentre sur la nécessité de faire ses preuves dans les situations de combat, les lacunes des activités militaires non-cinétiques menées sur le terrain sont largement ignorées. Une lecture des expériences du passé pourrait montrer cependant, que ce sont justement ces aspects-là qui jouent un rôle décisif dans une stratégie de contre-insurrection réussie.

En conclusion, le texte souligne combien l'expérience historique constitue une source d'arguments intellectuels mobilisables pour nourrir et justifier un changement opérationnel au-delà des adaptations tactiques.

A paper published by the Royal College of Defence Studies states

"British, in particular British servicemen, have both recent and inherited experience that goes back almost continuously over five hundred years of the sort of activities with which US servicemen and administrators are currently wrestling."¹¹²

This contribution attempts to provide a few, non-exhaustive answers to the question which impact historical experience can have on present operational strategy. Does the use of experience make a real difference on the ground? If so, in what respect? The presented answers are based on an on-going research project comparing the ways the British and German Armies are using historical experience to shape operational strategy during the ISAF mission in Afghanistan.

The research has been mainly conducted through the use of qualitative interviews with senior military officers, academic experts, and lecturers at military colleges in both countries. While such interviews were used to construct the larger argument structure, written documents such as doctrine manuals, military memoirs and press articles have been used as additional primary sources to bolster up the main arguments.

A 'third way' of interpreting the role of historical experience in the context of contemporary military operations

Many scholars of military strategy draw heavily on the analysis of the experience from the past to explain why armies choose specific modes of action in contemporary operations. More often than not, such experience is being described as having a negative impact on military behaviour. Armies can tend to assimilate the requirements of a future war with those of a previous war¹¹³. In such cases, the use of historical analogies to make sense of present conflicts may lead to the effect that important specifics of the given situation are seriously misunderstood¹¹⁴.

In contrast, historical experience can also be understood as a resource which allows armies to recognize the need for skills which are essential assets across specific campaigns. For example, in the context of contemporary operations, the British Army is perceived to have accumulated an effective collective memory thanks to "years of experience in small wars and counterinsurgencies [which] have over time imbued the British Army as an institution with certain principles about the use of force in such operations."¹¹⁵

This contribution should provide a third, supplementary perspective based on the approach of rhetorical pragmatism: This approach emphasizes the ways historical experience can be used to nurture communicative processes which can lead to "collective attempts to establish working truth through open dialogue."¹¹⁶ In other words, the issue is not so

¹¹² SHARPE, A. R. D., "Great Britain has lost an Empire and not yet found a role.' - How well has the British experience prepared it for its self-appointed role as principal advisor to the United States on the imposition of Pax Americana?", (London: Royal College of Defence Studies, 2005), 16.

¹¹³ cf. BAILEY, Jonathan B. A., "Military history and the pathology of lessons learned : the Russo-Japanese War, a case study", in *The past as prologue: the importance of history to the military profession*, ed. Williamson Murray and Richard Hart Sinnreich (Cambridge / New York: Cambridge University Press, 2006).

¹¹⁴ cf. KHONG, Yuen Foong, *Analogies at War* (Princeton: Princeton University Press, 1992).

¹¹⁵ CASSIDY, Robert M., "The British Army and Counterinsurgency: The Salience of Military Culture", *Military Review* no. May-June (2005): 59.

¹¹⁶ KORNPORST, Markus, "Comparing Apples and Oranges? Leading and Misleading Uses of Historical Analogies", *Millennium - Journal of International Studies* 36, no. 1 (2007): 35.

much on which specific 'lessons' a military organization relies. Rather, in the pragmatist perspective, a debate on the value and applicability of available historical experience may help to provide suitable rhetorical references which can stimulate reflection on both the continuities and differences between the past and the present operational environment.

If the idea of conceiving the availability of historical experience as a rhetorical resource for promoting military debate is sound, then we may indeed expect the British Army to change its thinking and operational strategy quicker and more thorough than the German Army.

From neglect to rediscovery of the 'first principles' of COIN: uses of historical experience by the British Army in Helmand

Most of the interviewees in the UK expressed the view that the British military had 'forgotten' or 'neglected' its colonial experience at the beginning of the mission in Helmand. It is important to interpret this opinion in two ways. First, it can be understood as an actual empirical assessment of the initial role of historical experience during the early days of the campaign in Helmand, which started in April 2006.

The absence of tangible historical analysis during the initial deployment

During the planning for the deployment to Helmand, the ink spot design used during the campaign in Malaya – which has provided key lessons for Thompson's classical book on counterinsurgency¹¹⁷ – appears to have been used as an operational paradigm for the conduct of operations in Helmand. In preparation of the initial deployment to Helmand in 2006, "several units in Britain's 16 Air Assault Brigade organized a series of study days that focused on the British experience of counter-insurgency in Malaya [...]. Thus, British forces planned to create secure zones around the main locations of Lashkar Gah and Gereshk and then expand outwards."¹¹⁸

However, interviewees practically unanimously downplayed the impact of the Malaya reference in the early operational planning process. For instance, a former government official who was member of the Post Conflict Reconstruction Unit in 2006 stated that a thorough analysis of historical campaigns, including the campaign of Malaya, did not happen during the strategic planning process; instead, historical references were used mainly as 'buzz-words' without a thorough reflection on their origin or their actual applicability¹¹⁹.

As a consequence, for ground commanders, references to Malaya did provide little to nothing strategic guidance for a mission whose scope and objectives seemed to them already vague and sketchy. This is confirmed by an officer deployed on a reconnaissance mission as part of 16 Air Assault Brigade, the first British brigade to deploy to Helmand in 2006:

*"As I said, the intelligence piece at that time before the first trip was so sketchy, so vague, there was nothing really to grasp on. We didn't really have assumptions, we didn't know what we were taking over, we didn't really know what we were gonna be doing or how we were gonna do it. We just knew that we were there to support the Afghan Government and to try to encourage development and stabilisation. No, we didn't have specific counterinsurgency training, only on the tactical level during predeployment training."*¹²⁰

Lacking a clear, centrally enforced interpretation of the strategic context and the applicable doctrine, ground commanders developed their own interpretations, mostly based on the conviction they had to fill a governance

¹¹⁷ THOMPSON, Robert, Sir, *Defeating Communist Insurgency: The Lessons of Malaya and Vietnam* (St. Petersburg (Florida): Hailer Publishing, 2005 (1966)).

¹¹⁸ CHIN, Warren, "British Counter-Insurgency in Afghanistan," *Defense & Security Analysis* 23, no. 2 (2007): 203.

¹¹⁹ Cf. interview with Mr Korski, today senior researcher at the European Council on Foreign Relations, London.

¹²⁰ Interview with Cpt X.

vacuum and defeat infiltrating Taliban force¹²¹. Soon enough, the absence of a binding and coherent strategic narrative for the British forces became apparent when the British task force commander deviated from the originally devised operational plan. Following a demand by the newly appointed governor of Helmand to prevent a supposed Taliban infiltration, British forces were dispersed in so-called platoon houses, spread over an area of 600 square miles. This redeployment, combined with a complete lack of intelligence on local power structures and fears among the population about a threat to the local opium production, resulted in an escalation of violence, resulting in "some of the fiercest fighting in which British troops had been involved since at least the Korean War."¹²²

The following brigades introduced major tactical innovations in their respective 6-months tours; however, they did little to change the fundamental strategic shortcomings, among these the emphasis on the use of kinetic force to inflict defeat on the insurgents, the lack of tangible reconstruction progress and the resulting loss of trust among the population. Instead, until 2009, British operational strategy seems to have been driven especially by each brigade's desire "to define itself by a major [kinetic] operation: 16 Brigade 'broke in', 3 Commando Brigade retook Sangin, 12 Brigade 'mowed the grass', 52 Brigade retook Musa Qala, 16 Brigade transported the turbine to Kajaki, 3 Commando Brigade seized Nad-e-Ali and now 19 Brigade have taken Babaji."¹²³

Individual officers, such as Brig Mackay, commander of 52 Brigade, tried to change the kinetic focus of British forces with the argument that it did not reflect fundamental principles of British counterinsurgency doctrine, stating the uniqueness of the Afghan context "was not an excuse for throwing out the rule book and ignoring all the hard lessons, those learned over decades about how to fight and defeat guerilla armies."¹²⁴ As a result, Mackay conducted a thorough study of the Malaya campaign during the pre-deployment phase and "decided to run his brigade in Helmand along the lines dictated by General Templar."¹²⁵ However, Brig Mackay's efforts did not yet reflect an army-wide debate on the utility of the Malaya experience for the present strategy in Afghanistan. Thus, a coherent interpretation of the basic counterinsurgency principles taken from Malaya to the Afghan context lacked even after the end of 52 Brigade's tour: "instead of something approaching a continuous learning curve [...] what is evident is a series of partial reboots. [...] this is the complaint from army officers that has come closest to being universal."¹²⁶

The rediscovery of the 'universal principles' of British counterinsurgency experience after the British embarrassment in Iraq

In 2007, the British Army was perceived to contain the escalating violence in the Iraqi province of Basra; 86% of the interrogated civilians in Basra were by then convinced that the British presence had produced an overall negative impact on the province¹²⁷. In the same time, the US Army had produced the new counterinsurgency manual *FM 3-24* which relied extensively on an analysis of French and British counterinsurgency experience. Thanks to its thorough application in education and operational strategy, "US and Iraqi forces appeared to be turning the tide against the insurgency"¹²⁸.

¹²¹ Cf. TOOTAL, Stuart, *Danger Close: Commanding 3 PARA in Afghanistan* (London: John Murray, 2010). 25-38; Leo Docherty, *Desert of Death: A Soldier's Journey from Iraq to Afghanistan* (London: Faber and Faber, 2007): 122.

¹²² KING, Anthony, "Understanding the Helmand campaign: British military operations in Afghanistan", *International Affairs* 86, no. 2 (2010): 315.

¹²³ Ibid., 325.

¹²⁴ GREY, Stephen, *Operation Snakebite* (London: Penguin Books, 2009). 63.

¹²⁵ Ibid., 50.

¹²⁶ BETZ, David and CORMACK, Anthony, "Hot War, Cold Comfort - A Less Optimistic Take on the British Military in Afghanistan", *The RUSI Journal* 154, no. 4 (2009): 27.

¹²⁷ cf. BBC News, "Basra residents blame UK troops", *BBC News*, no. December 14 (2007), http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/7144437.stm.

¹²⁸ MALKASIAN, Carter, "Counterinsurgency in Iraq: May 2003 - January 2010", in *Counterinsurgency in Modern Warfare*, ed. Daniel Marston and Carter Malkasian (Oxford: Osprey, 2010), 306.

A senior British officer who had been deployed to Iraq summarizes bluntly the resulting blow for the reputation of the British Army:

*"we were standing there with hubris, saying we're much righter than them. And it wasn't until we had a glance at them and realized that they were now 70, 75% right, and we were only 60, 65 % right, that people started to pull themselves together."*¹²⁹

Since then, the on-going British deployment to Helmand was seen by the British Army "as the chance to redeem themselves, in the eyes of the Americans, in the wake of negative perceptions, whether or not they were justified, of the British Army's performance in Basra."¹³⁰ Consequently, in 2009 the Army began to implement *Operation Entirety*, a thorough effort to transform equipment, education and organizational structures entirely according to the requirements of the mission in Afghanistan¹³¹.

An essential part of this transformation process was a thorough rethinking of the British Army's doctrinal and operational approach to counterinsurgency. References to historical experience played a major role in the underlying debate. They were subsequently integrated in a completely revised doctrine manual and a more thorough education of commanders in core counterinsurgency principles and their application.

Col Alderson, the British Army's leading doctrine writer and a previous staff member of Gen Petraeus during the invasion of Iraq, played an essential role in these efforts. Already in 2007, he argued that the British Army needs to enlarge its educational focus beyond the skills required for winning combats:

*"The lessons from Malaya, Aden, the Oman, Northern Ireland and more recent operations should be part of the professional discourse, and the principles of our doctrine and the nuts and bolts of our approach to countering insurgency as well understood as the nuts and bolts of an assault obstacle crossing. [...] Learning from history and constantly reassessing its lessons in the context of today is an absolute requirement."*¹³²

Subsequently, Alderson played a key role in assessing what elements of British counterinsurgency experience were actually applicable to the contemporary context. His thoughts are reflected in a PhD study in which Alderson scrutinized the validity of British experience during the Iraq campaign¹³³. Among the resulting conclusions was the insight that

*"the message from the field was clear: nothing has changed so much that it invalidates the principles or the approach, and nothing from UK experience requires them to cast this approach aside."*¹³⁴

Thus, while Alderson regards the historical heritage of certain fundamental principles cumulatively emerged from British colonial experience as still valid, what he deems necessary is a better understanding of the changes the thorough application of those principles implies for the current operational approach. According to his analysis, one of the resulting changes would be "a greater emphasis on influence or non-kinetic operations."¹³⁵

This idea has shaped the design of the current British Army counterinsurgency manual, published in 2010. Historical references are used to promote an understanding of recurrent themes and dynamics in counterinsurgency, based on

¹²⁹ Interview with Brigadier X.

¹³⁰ The Daily Mail, "We went to war to keep the Army busy! Top diplomat sparks outrage saying troops were sent to Afghanistan so forces numbers would not be cut," *The Daily Mail*, January 14 2011.

¹³¹ Col. STEWART, Bob, "Afghanistan: What do we need to do to win?", *Scotland on Sunday*, July 12 2009.

¹³² Col. ALDERSON, Alexander, "Counter-Insurgency: Learn and Adapt? Can We Do Better?," *British Army Review*, no. 142 (2007): 19-20.

¹³³ Col. ALDERSON, Alexander, "The Validity of British Army Counterinsurgency Doctrine after the War in Iraq 2003-2009", (PhD Thesis, Cranfield University, 2009).

¹³⁴ Col. ALDERSON, Alexander, "Revising the British Army's Counter-Insurgency Doctrine", *The RUSI Journal*, 152, no. 4 (2007): 10.

¹³⁵ *Ibid.*, 9-10.

L'ACADÉMIE DE LA BOUE
Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées

the insight that similar approaches have worked under different names in different circumstances¹³⁶. Thus, in contrast to its predecessor, the current manual incorporates a drastically increased number of references to historical campaigns:

¹³⁶ Cf. interview with Col Alderson.

L'ACADÉMIE DE LA BOUE
Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées

Table 1: Number of keyword occurrences in compared counterinsurgency manuals

<i>Keyword</i>	Malaya	Kenya	Aden	Cyprus	Northern Ireland	Dhofar / Oman	Palestine	Total
Manual 2001	43	12	15	3	12	13	14	112
Manual 2010	41	5	42	5	21	39	8	161

More important, however, is the fact that the manual presents a number of historical case studies, including analyses of the campaigns in Dhofar, Aden, and Malaya which are termed respectively examples of 'successful', 'unsuccessful', as well as 'classical' British campaigns. According to the case studies, operational success appears always to be linked to processes of learning which allowed the Army to mainstream the pursuit of the core principles initially derived from Malaya, and to adapt the application of the principles to local conditions through extensive education and training of the deployed troops.

The importance of understanding the core principles is further underlined by the fact that the manual dedicates a further case study to discuss the evolutionary development of the British counterinsurgency approach since the late 19th century, concluding that "several themes emerge that are current today [...]: the need to secure the consent and support of the people including the use of Influence Operations, the primacy of intelligence, neutralization and a long term solution were principles that emerged from hard-won experience."¹³⁷

On the ground in Helmand, it appears that the efforts to mainstream a more coherent understanding of historically proven counterinsurgency principles seem to bear fruits. Since 2009, the approach of the British Army in Helmand has been becoming more focussed on campaign continuity and on the objective of protecting the population rather than forcing the insurgents into military defeat. Thus, in 2010 an American observer states that "many [British] officers, NCOs, and soldiers have attempted to learn from mistakes, both their own and those recorded by history, and reform their approach accordingly."¹³⁸ Several interviewed officers confirmed that this change; was indeed associated with a process of rediscovery of the 'first principles' one officer with recent deployment in Helmand thus states "I think we drifted and we rediscovered what actually works for us. [...] Rather than continuing the [genuine] military approach, we have gone back to the first principles."¹³⁹

This process of rediscovery involved for operations in Helmand on the one hand an emphasis on a restraint use of kinetic force in combat situations¹⁴⁰. On the other hand, there was also a broadening of the scope of military activities aiming at ways of separating the population from the insurgency movement other than through kinetic action. In 2009, the British Army thus created with the Military Stabilisation Support Group a dedicated military unit that is specifically tasked to actively identify reconstruction and development needs and to build links between local communities and provincial and central government¹⁴¹. Finally, the British Army has achieved, according to another officer, to better control its 'offensive instinct' and to agree with other British and Afghan agencies on the establishment of common timeframes for action prior to any major military operation¹⁴².

¹³⁷ Ministry of Defence, "Army Field Manual Volume 1 - Part 10: Countering Insurgency", (London: British Army, 2010), CS 1 - 6.

¹³⁸ MARSTON, Daniel, "Realizing the Extent of our Errors and Forging the Road Ahead: Afghanistan 2001-2010", in *Counterinsurgency in Modern Warfare*, ed. Daniel Marston and Carter Malkasian (Oxford: Osprey, 2010), 280.

¹³⁹ Interview with Maj Y, Military Stabilisation Support Group.

¹⁴⁰ WYATT, Caroline, "Restraint the new tactic for UK troops in Afghanistan", *BBC News*, January 28 2010, http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/8484205.stm.

¹⁴¹ Cf. KELLY, Tristan, "MSSG: Building bridges in Afghanistan", *Defence News*, August 12 2010, <http://www.mod.uk/DefenceInternet/DefenceNews/MilitaryOperations/MssgBuildingBridgesInAfghanistan.htm>.

¹⁴² Cf. interview with Maj Z, Military Stabilisation Support Group.

In sum, we have seen that in the case of the British Army, references to historical experiences and resulting “universal principles” may not have provided a blueprint model of success in Afghanistan. However, by using lessons from British experience as rhetorical arguments which helped to provide legitimacy and guidance for doctrinal and operational change, historical references have been essential for shaping the British Army’s capability of intellectual reflection and operational adaptation in Afghanistan, especially after the perceived embarrassment in Iraq.

Historical amnesia and its implications for military change: The Bundeswehr’s mission in Kunduz, Afghanistan

The absence of a tradition of discussing historical counterinsurgency experience

Although German armed forces were engaged in counterinsurgency operations as early as during the late 19th century, a German doctrinal paradigm on counterinsurgency has never emerged. This does not mean that historical experience was generally ignored by the German military. In the contrary, the late 19th century German General Staff made efforts to produce and teach universally applicable lessons for operational victory through the study of past campaigns, especially those led by the Prussian king Frederick II¹⁴³. The result, most famously expressed by Gen von Schlieffen as the ‘principle of Cannae’, was the idea of the universal applicability of an operational approach aiming at the encirclement and annihilation of enemy forces through offensive flanking manoeuvres¹⁴⁴.

The authoritative transmission of these lessons proved so influential that German commanders came to equate victory in war with the successful translation of the Cannae principle on the tactical and operational levels in all types of military conflict¹⁴⁵. The resulting effects were to be seen during the uprising in the German colony of Southwest Africa: German military strategy “actually evolved from standard military doctrine and practices”¹⁴⁶ and refused to pursue other solutions than annihilation through encirclement. The resulting brutal use of force that eventually led to the genocide of the Herero people. Similarly, during World War II, large-scale encirclement offensives remained the operational means of choice in anti-Partisan operations commanded by Wehrmacht commanders¹⁴⁷. Even after the complete defeat of the Wehrmacht, a thorough historical debate on possible lessons from German experiences with counterinsurgency did not take place.

Implications for change in German operational change in Afghanistan

Lacking a tradition of reflection on the specific requirements of military operations in counterinsurgency contexts, the Bundeswehr has never developed a specific doctrine since its creation in 1955. Furthermore, at least since the beginning of the ISAF mission, there has been a more general absence of debate involving historical references among German officers. In the period of 2002 to 2010, references to historical experiences are almost completely absent in officer contributions to the two leading German military journals “Europäische Sicherheit” and “Strategie & Technik”.

Empirically, there is indeed almost no evidence that the Bundeswehr has been relying on the discussion of historical lessons from military campaigns of the past within the context of the ISAF mission. Col Buske, who was PRT commander in Kunduz in 2008, thus remembers:

¹⁴³ Cf. RASCHKE, Martin, *Der politisierende Generalstab: Die friderizianischen Kriege in der amtlichen deutschen Militärgeschichtsschreibung 1890-1914* (Freiburg: Rombach, 1993).

¹⁴⁴ Cf. KROENER, Bernhard, "Apprendre la guerre – Les guerres de Frédéric le Grand dans l’histoire-bataille de l’état-major allemand après 1870", in *L’utilité de l’histoire militaire pour les militaires*, ed. Centre d’études d’histoire de la défense (Paris: Ministère de la Défense, 2000).

¹⁴⁵ Cf. WALLACH, Jehuda L., *Das Dogma der Vernichtungsschlacht* (Frankfurt a. M.: Bernard & Graefe Verlag, 1967).

¹⁴⁶ HULL Isabel V., *Absolute destruction: military culture and the practices of war in Imperial Germany* (Ithaca (N.Y.) / London: Cornell University Press, 2005). 53.

¹⁴⁷ Cf. MELSON, Charles D., "German Counter-Insurgency Revisited", *The Journal of Slavic Military Studies* 24, no. 1 (2011).

*"To my knowledge there has not been a consolidated and centrally directed evaluation [of historical experiences] with resulting consequences for the German deployment in Afghanistan. [...] By 2007/2008, I did not gain the impression that there had been a noticeable evaluation of the 'political and social context' of Afghanistan. Of course we all received training in Afghan culture. But this remained basically superficial. [...] Essential historical campaigns, for example Malaya, Africa, Northern Ireland, Palestine, earlier Afghanistan [campaigns], had little or no presence in our reflections and thus not in our preparations."*¹⁴⁸

On this background, German military planners responsible for the preparation of the PRT mission in Kunduz perceived themselves indeed in a situation of "absence of a design and concept of operation combined with vague political guidance and the high political sensitivity."¹⁴⁹ Furthermore, a military member of the initial fact finding mission notes that "already in 2003 it was unclear how the strategy to pacify Afghanistan could be realized on the long term."¹⁵⁰

Confronted with this challenge, German commanders chose to interpret the mandate to strengthen the authority of the Afghan central government in a restricted sense and focussed on two operational tasks: the extensive conduct of patrols, and the building of contact with local power-holders. The tasks of Bundeswehr patrols, predominantly conducted in lightly armed protected vehicles, were to 'demonstrate presence', to collect information on the general security situation and to identify possible locations of development projects by the Ministry of Development¹⁵¹.

The second feature of the German military approach in northern Afghanistan was the conduct of so-called key-leader engagements. These were informal intelligence meetings with local power-holders who were mostly not formally integrated into the official political system based on the Petersberg agreement¹⁵². However, lacking the intention to change the local power balance, this measure was criticized because "there is no discernible commitment of the PRTs concerning the establishment of the rule of law. The German PRTs are said to have accepted this situation for the purposes of peaceful coexistence with the Power Brokers."¹⁵³

Rather than an operational strategy intentionally tailored for the context of Northern Afghanistan, German operational strategy reflected the fact that in the absence of a thorough, centrally enforced evaluation of the context, German commanders were relying on personal experiences acquired in previous deployments – such as the Balkans¹⁵⁴. According to many interviewed officers, the consequence of this largely informal use was a 'balkanisation' of the operational mind-set of individual commanders. In the words of Col Buske, the dominance of the Balkans experience had the effect that

*"the training was no longer oriented along the principles of combat. [...] 'Soft' / low intensity became suddenly the focus of training and stayed it for a long time. I lived through times when the word 'combat' was actually banned. Commanders boasted with remarks that mentally, they had thrown the 'battle of combined arms' out of the window."*¹⁵⁵

Lacking a proper strategic analysis of the historical context German troops would be operating in Kunduz, the operational design from the Balkans was basically transferred to Afghanistan:

¹⁴⁸ Col. BUSKE, Rainer, "Written reply to a research questionnaire prepared by the author", (2010), p 4-5.

¹⁴⁹ Lt Col. GROETERS, Thomas, "German General Staff Officer Education and Current Challenges", (Fort Leavenworth: United States Army Command and General Staff College, 2006), 35.

¹⁵⁰ HOLZAPFEL, Tim, "Es war nicht "Bad Kunduz" - Erfahrungen im ersten Einsatzkontingent Kunduz 2003", in *Generation Einsatz: Fallschirmjäger berichten ihre Erfahrungen aus Afghanistan*, ed. Sascha Brinkmann and Joachim Hoppe (Berlin: Miles-Verlag, 2010), 73.

¹⁵¹ Cf. HETT, Julia, "Provincial Reconstruction Teams in Afghanistan", in *zif-Analyse* (Berlin: Center for International Peace Operations, 2005), 17.

¹⁵² Cf. Ibid., 21.

¹⁵³ GAUSTER, Markus, "Provincial Reconstruction Teams in Afghanistan", in *Occasional Paper Series* (Garmisch-Partenkirchen: George C. Marshall Center, 2008), 27.

¹⁵⁴ Cf. interview with Falk Tettweiler, researcher at the German Institute for International and Security Affairs.

¹⁵⁵ Buske, "Written reply to a research questionnaire prepared by the author", 9.

“people went confidently to Afghanistan because they obviously presumed that the situation in Afghanistan 2003 – 2007 was basically calm and manageable, like in Kosovo or Bosnia. Therefore people used unarmoured vehicles, ran foot patrols to conduct oral intelligence following the Kosovo pattern, and demonstrated already through their visual appearance the strong will for de-escalation”¹⁵⁶

German commanders, however, did not have a thorough historical analysis which could have assessed if the context of post-2001 Afghanistan was similar to that “of every [other] post-Cold War operation with German involvement: the absence of an organized resistance against German troops.”¹⁵⁷ Brigadier A admits this lack of analysis, stating that

“In my view we had in our mind the model from the Balkans [...]. However, the Balkans model basically does not work in Afghanistan because on the Balkans we were so to say a neutral third party [...] as a conflict mediator. In Afghanistan, we were a party to the conflict from the beginning. We just did not understand that, we thought ‘we go there and do International Security Assistance Force, but actually we help to reconstruct the country [...] And thus we did not want to perceive the deterioration of the situation, according to the idea that which must not, cannot be.”¹⁵⁸

German commanders were thus not intellectually prepared when from 2006, Bundeswehr troops were increasingly becoming targets of the spreading insurgent violence in North Afghanistan. IEDs and rocket attacks were increasingly stalling German patrol activity¹⁵⁹. By 2009, Taliban forces managed to install shadow governance in most settlements in the areas under Bundeswehr responsibility by 2009¹⁶⁰.

As a reaction, Bundeswehr commanders turned reluctantly to a more kinetic approach. Only in late 2007, a first major combat operation, termed *Harekate Yolo II*, was launched. While the operation was successful in terms of the military expulsion of Taliban forces, efforts to support civilian reconstruction and a lasting presence of Afghan security forces remained insufficient: “With the Bundeswehr itself not having significant reconstruction means at its disposal, [...] a prompt introduction of the civilian dimension [...] remained a patchwork affair.”¹⁶¹

Although the deficits of the original Bundeswehr approach based on the Balkans paradigm can be seen in the hesitant pursuit of both kinetic and non-kinetic activities, since 2007, German commanders have been pointing especially to their perceived lack of combat capabilities. For instance, Noetzel and Rid noted in 2009 that “German troops are tired of waiting to be victims; they want to be better prepared for combat. Some even feel ashamed because their hands are tied by tight legal rules and by what they see as bureaucratically minded senior officers.”¹⁶² Publicly available contributions and statements by commanders returning from Afghanistan confirm this picture: German commanders tend to identify the required change in operational strategy with improvements in kinetic equipment and mental preparation for combat. The following assessment is maybe the most representative among others:

“The first thing we can and must do is to adapt our own military capabilities and means of effect. Admittedly taken to extremes, this means: Perhaps we need less pocket maps¹⁶³ and more means of effect!”¹⁶⁴

¹⁵⁶ Ibid., 6-7.

¹⁵⁷ NOETZEL, Timo, "Germany's Small War in Afghanistan: Military Learning amid Politico-strategic Inertia", *Contemporary Security Policy* 31, no. 3 (2010): 486.

¹⁵⁸ Interview with Brig A.

¹⁵⁹ cf. LINDEMANN, Marc, *Unter Beschuss: warum Deutschland in Afghanistan scheitert* (Berlin: Econ, 2010). 51-55.

¹⁶⁰ cf. BROSCHK, Florian, "Strategische Leitlinien für den Afghanistaneinsatz der Bundeswehr", *Zeitschrift für Außen- und Sicherheitspolitik* 2011, no. 4 (2011): 525.

¹⁶¹ NOETZEL, Timo, "Germany," in *Understanding counterinsurgency - Doctrine, operations, and challenges*, ed. Thomas Rid and Thomas Keaney (London / New York: Routledge, 2010), 54.

¹⁶² NOETZEL, Timo, and RID, Thomas, "Germany's Options in Afghanistan", *Survival: Global Politics and Strategy* 51, no. 5 (2009): 86.

¹⁶³ The term ‘pocket map’ refers to written guidelines containing the German rules of engagement, distributed as a small paper note (“Taschenkarte”) to every deployed soldier.

¹⁶⁴ Brig. WARNECKE, Dieter, "Kommandeur in Afghanistan", *if - Zeitschrift für Innere Führung* 52, no. 1 (2008): 9.

In 2010, the Bundeswehr decided to join the counterinsurgency approach propagated by ISAF commander Gen. McChrystal by creating Task Force Kunduz with the specific assignment of mentoring the ANA 209th corps and conducting joint combat operations. Even since then, a thorough debate among officers on the historical background of counterinsurgency and its implications for contemporary operational strategy has not emerged, nor has a coherent German doctrine on counterinsurgency been published.

A few incidents may illustrate that under these conditions, a thorough consent on the actual implications of counterinsurgency beyond the need to be able to fight has not been achieved among German officers. The most prominent example is certainly the air strike of 4 September 2009, which led to the destruction of a hijacked petrol tanker and the killing of up to 142 Afghan civilians¹⁶⁵. Since then, German officers violated ISAF rules of engagements on at least two other occasions¹⁶⁶. Other ISAF Head Quarter instructions were not enthusiastically accepted by all Bundeswehr officers either: in early 2010, a news magazine reports that among German officers, "there is also little sympathy for the [ISAF HQ] instruction to report all major operations of ISAF troops to the Afghan authorities 24 hours in advance. [...] Comment of a German officer: 'This means the death sentence for many comrades.'"¹⁶⁷

The concentration on the optimization of combat skills is understandably a reaction to the ever-mounting threat level on the ground. But the simultaneous neglect of debating the more political aspects of counterinsurgency strategy may allow the conclusion that the Bundeswehr is risking repeating a central mistake of the past: the framing of counterinsurgency as a mere question of tactical adaptation of tactical combat skills.

Conclusion

We have seen that uses of historical experiences had only little relevance in the original approaches of the British Army and the Bundeswehr in Afghanistan. However, as both armies were facing the risk of operational failure in their areas of responsibility, only the British Army has relied heavily on the debate and transmission of principles drawn from historical counterinsurgency campaigns. While the British Army has thoroughly adapted following an intellectual effort to emphasize the application of historically valid principles in the present environment, a similar thinking process is largely absent within the Bundeswehr.

Instead, German operational changes appear to be predominantly a reaction to the increase of violence on the ground. Since 2009, German commanders seem to associate the adoption of ISAF's counterinsurgency approach mainly with a 'return' to classical skills of war-fighting. In the same time, there is few interest in debating the military contribution to non-kinetic activities, such as civil-military coordination, the establishment of trust in the Afghan authorities, or the building of local governance. This neglect, however, may reflect a risk that the Bundeswehr falls into a pattern of perceiving counterinsurgency as a problem of tactical adaptation, while neglecting a debate on the non-kinetic aspects of counterinsurgency strategy.

¹⁶⁵ cf. KORNELIUS, Stefan, "Er hat die Menschen als Ziel, nicht die Fahrzeuge", *Süddeutsche Zeitung*, December 12 2009.

¹⁶⁶ FRENZEL, Markus, "Bundeswehrkommandeur verstößt gegen NATO Vorschriften," *Manuscript of the TV show FAKT*, Broadcast by ARD on October 4 2011, <http://www.mdr.de/fakt/afghanistan122-download.pdf>.

¹⁶⁷ FOCUS Online, "Differenzen vor tödlichem Einsatz," *FOCUS Online*, April 18 2010, http://www.focus.de/politik/ausland/afghanistan/afghanistan-differenzen-vor-toedlichem-einsatz_aid_499724.html.

Bibliography

- Col. ALDERSON, Alexander, "Counter-Insurgency: Learn and Adapt? Can We Do Better?", *British Army Review*, no. 142 (2007)p. 16-21.
- ALDERSON, Alexander, "Revising the British Army's Counter-Insurgency Doctrine", *The RUSI Journal* 152, no. 4 (2007): 6-11.
- ALDERSON, Alexander, "The Validity of British Army Counterinsurgency Doctrine after the War in Iraq 2003-2009", PhD Thesis, Cranfield University, 2009.
- BAILEY, Jonathan B. A., "Military History and the Pathology of Lessons Learned: The Russo-Japanese War, a Case Study." In *The Past as Prologue: The Importance of History to the Military Profession*, edited by Williamson Murray and Richard Hart Sinnreich. 170-94. Cambridge / New York: Cambridge University Press, 2006.
- BBC News, "Basra Residents Blame Uk Troops", *BBC News* December 14 2007. http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/7144437.stm.
- BETZ, David and CORMACK, Anthony, "Hot War, Cold Comfort - a Less Optimistic Take on the British Military in Afghanistan", *The RUSI Journal* 154, no. 4 (2009 p. 26-29.
- BROSCHK, Florian, "Strategische Leitlinien Für Den Afghanistaneinsatz Der Bundeswehr", *Zeitschrift für Außen- und Sicherheitspolitik* 2011, no. 4 (2011) : 17-36.
- Col. BUSKE, Rainer, *Written Reply to a Research Questionnaire Prepared by the Author*, 2010.
- CASSIDY, Robert M., "The British Army and Counterinsurgency: The Saliency of Military Culture." *Military Review* no. May-June (2005): 53-59.
- CHIN, Warren, "British Counter-Insurgency in Afghanistan", *Defense & Security Analysis* 23, no. 2 (2007): 201-25.
- DOCHERTY, Leo, *Desert of Death: A Soldier's Journey from Iraq to Afghanistan*, London: Faber and Faber, 2007.
- FOCUS Online. "Differenzen Vor Tödlichem Einsatz." In, *FOCUS Online* no. April 18, 2010 (2010). http://www.focus.de/politik/ausland/afghanistan/afghanistan-differenzen-vor-toedlichem-einsatz_aid_499724.html.
- FRENZEL, Markus, "Bundeswehrkommandeur Verstößt Gegen Nato Vorschriften", In, *Manuscript of the TV show FAKT* Broadcast by ARD on October 4 2011. <http://www.mdr.de/fakt/afghanistan122-download.pdf>.
- GAUSTER, Markus, "Provincial Reconstruction Teams in Afghanistan", In *Occasional Paper Series*. Garmisch-Partenkirchen: George C. Marshall Center, 2008.
- GREY, Stephen, *Operation Snakebite*, London, Penguin Books, 2009.
- Lt Col. GROETERS, Thomas, "German General Staff Officer Education and Current Challenges", Fort Leavenworth: United States Army Command and General Staff College, 2006.
- HETT, Julia, "Provincial Reconstruction Teams in Afghanistan", *zif-Analyse*. Berlin: Center for International Peace Operations, 2005.
- HOLZAPFEL, Tim, "Es War Nicht "Bad Kunduz" - Erfahrungen Im Ersten Einsatzkontingent Kunduz 2003." In *Generation Einsatz: Fallschirmjäger Berichten Ihre Erfahrungen Aus Afghanistan*, edited by Sascha Brinkmann and Joachim Hoppe. 60-74. Berlin: Miles-Verlag, 2010.
- HULL, Isabel V., *Absolute Destruction: Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*, Ithaca (N.Y.) / London: Cornell University Press, 2005.
- KELLY, Tristan, "Mssg: Building Bridges in Afghanistan", In, *Defence News* August 12 2010. <http://www.mod.uk/DefenceInternet/DefenceNews/MilitaryOperations/MssgBuildingBridgesInAfghanistan.htm>.
- KHONG, Yuen Foong, *Analogies at War*, Princeton: Princeton University Press, 1992.

- KING, Anthony, "Understanding the Helmand Campaign: British Military Operations in Afghanistan", *International Affairs* 86, no. 2 (2010): 311-32.
- KORNELIUS, Stefan, "Er Hat Die Menschen Als Ziel, Nicht Die Fahrzeuge", *Süddeutsche Zeitung*, December 12 2009.
- KORNPROBST, Markus, "Comparing Apples and Oranges? Leading and Misleading Uses of Historical Analogies", *Millennium - Journal of International Studies* 36, no. 1 (2007): 29-49.
- KROENER, Bernhard, "Apprendre La Guerre – Les Guerres De Frédéric Le Grand Dans L'histoire-Bataille De L'état-Major Allemand Après 1870", In *L'utilité de l'histoire militaire pour les militaires*, edited by Centre d'études d'histoire de la défense. 20-39. Paris: Ministère de la Défense, 2000.
- LINDEMANN, Marc, *Unter Beschuss: Warum Deutschland in Afghanistan Scheitert*, Berlin: Econ, 2010.
- MALKASIAN, Carter, "Counterinsurgency in Iraq: May 2003 - January 2010", In *Counterinsurgency in Modern Warfare*, edited by Daniel Marston and Carter Malkasian. 287-310. Oxford: Osprey, 2010.
- MARSTON, Daniel, "Realizing the Extent of Our Errors and Forging the Road Ahead: Afghanistan 2001-2010", In *Counterinsurgency in Modern Warfare*, edited by Daniel Marston and Carter Malkasian, 251-85. Oxford: Osprey, 2010.
- MELSON, Charles D., "German Counter-Insurgency Revisited", *The Journal of Slavic Military Studies* 24, no. 1 (2011): 115-46.
- Ministry of Defence, "Army Field Manual Volume 1 - Part 10: Countering Insurgency", London: British Army, 2010.
- NOETZEL, Timo, "Germany", In *Understanding Counterinsurgency - Doctrine, Operations, and Challenges*, edited by Thomas Rid and Thomas Keaney. 46-58. London / New York: Routledge, 2010.
- . "Germany's Small War in Afghanistan: Military Learning Amid Politico-Strategic Inertia", *Contemporary Security Policy* 31, no. 3 (2010): 486-508.
- NOETZEL, Timo and RID, Thomas, "Germany's Options in Afghanistan", *Survival: Global Politics and Strategy* 51, no. 5 (2009): 71-90.
- RASCHKE, Martin, *Der Politisierende Generalstab: Die Friderizianischen Kriege in Der Amtlichen Deutschen Militärgeschichtsschreibung 1890-1914*. Freiburg: Rombach, 1993.
- SHARPE, A. R. D., "'Great Britain Has Lost an Empire and Not yet Found a Role.' - How Well Has the British Experience Prepared It for Its Self-Appointed Role as Principal Advisor to the United States on the Imposition of Pax Americana?", London: Royal College of Defence Studies, 2005.
- Col. STEWART, Bob, "Afghanistan: What Do We Need to Do to Win?", *Scotland on Sunday*, July 12 2009.
- "'We Went to War to Keep the Army Busy': Top Diplomat Sparks Outrage Saying Troops Were Sent to Afghanistan So Forces Numbers Would Not Be Cut", *The Daily Mail*, January 14 2011.
- Sir. THOMPSON, Robert, *Defeating Communist Insurgency: The Lessons of Malaya and Vietnam*, St. Petersburg (Florida): Hailer Publishing, 2005 (1966).
- TOOTAL, Stuart, *Danger Close: Commanding 3 Para in Afghanistan*, London: John Murray, 2010.
- WALLACH, Jehuda L., *Das Dogma Der Vernichtungsschlacht*, Frankfurt a. M.: Bernard & Graefe Verlag, 1967.
- Brig. WARNECKE, Dieter, "Kommandeur in Afghanistan", in - *Zeitschrift für Innere Führung* 52, no. 1 (2008): 5-13.
- WYATT, Caroline, "Restraint the New Tactic for Uk Troops in Afghanistan." *BBC News* January 28 2010. http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/8484205.stm.

Éric Sangar est actuellement chercheur doctoral au sein de l'Institut universitaire européen à Florence. Dans sa thèse, il compare l'évolution des stratégies militaires britannique et allemande en Afghanistan et s'intéresse particulièrement aux usages de leçons dérivées de l'expérience historique. Outre les stratégies de stabilisation, il s'intéresse également aux enjeux de la transformation des armées dans les pays post-conflit. Il a obtenu son Master à Sciences Po Paris avec la spécialisation "Sécurité internationale" et a travaillé au sein du Centre d'études de sécurité de l'Institut français de relations internationales (Ifri).

Éric Sangar is a PhD Candidate at the European University Institute of Florence. In his PhD research, he is comparing the evolution of British and German military strategies in Afghanistan, focusing on the use of lessons gleaned from historical experience. In addition to stabilisation strategies, he is also interested in military transformation in post-conflict countries. He has obtained a Master in "International Security" at Sciences Po Paris and has collected research experience at the Centre d'études de sécurité de l'Institut français de relations Internationales (Ifri).

■ **SE PRÉPARER À LA GUERRE :
RETEX INFORMEL ET CIRCULATION DE L'EXPÉRIENCE AU SEIN D'UNE SECTION
DE COMBAT DE L'INFANTERIE**

Mathias Thura

Résumé

L'expérience des militaires du rang et des sous-officiers est rarement valorisée dans les arènes intellectuelles militaires. Elle est souvent escamotée des procédures formelles d'apprentissage en vigueur au sein des Armées. La compréhension de ce en quoi consiste la préparation des hommes qui auront « les deux pieds dans la boue » ne peut pourtant pas faire l'économie de cette connaissance.

À partir d'un matériel d'observation de type ethnographique constitué en suivant la préparation à la projection pour l'Afghanistan d'une section de combat de l'infanterie sur le terrain, l'auteur esquisse le tableau des différentes dimensions de l'expérience en jeu dans la préparation d'une troupe de fantassins.

La question est de comprendre comment les militaires, sans nécessairement avoir fait l'expérience de la guerre ni être à son contact direct, se forment pour s'engager dans cette dernière. L'expérience des « vétérans » d'un précédent mandat en Afghanistan éclaire la préparation de ceux qui n'ont pas encore connu l'Opex, nuance les impératifs réglementaires, redéfinit le contenu de l'entraînement en regard d'une réalité pratique de la guerre. Si la création du DAO va dans le sens de la prise en compte de cette expérience, une large part de cette dernière reste localisée dans les sections, dans lesquelles elle circule de manière cloisonnée sous forme de *Retex informel*.

Les connaissances spécifiques possédées par les troupes du phénomène collectif qu'est la guerre (pas seulement comme *acte de combattre*), participent pleinement à la finalisation de leur préparation à s'engager dans cette expérience totale qu'est la projection opérationnelle. Ces connaissances échappent aux procédures formelles, c'est parce qu'en mettant en tension le règlement et la réalité du théâtre, elles peuvent être amenées à contredire les procédures édictées par les sommets de la hiérarchie, non pas par insubordination ou manque de professionnalisme, mais bien pour rendre possible la conduite de la guerre en ajustement avec le théâtre des opérations.

Comment se prépare-t-on à la guerre ? La question est triviale dans une tribune militaire. L'Armée a pour mission d'y être préparée. L'entretien des capacités de combat de la nation constitue même la part routinière de son activité. On peut cependant opposer à cette évidence que la guerre est un phénomène présentant deux caractéristiques fondamentales qu'il n'est guère possible de reproduire à l'entraînement : la létalité immédiate du combat et toute l'épaisseur des frictions et du brouillard de guerre. Partant de ce constat sur la différence ontologique entre l'entraînement et la guerre, nous réitérons notre question en la précisant. Comment, dans la préparation effective à la projection, les militaires du rang (MDR) et leur encadrement gèrent-ils collectivement cet écart entre l'entraînement et la réalité probable de la guerre¹⁶⁸ ?

¹⁶⁸ Le recours à l'idée de probabilité de la réalité souligne que le combat du jour suivant ne ressemblera peut-être pas à celui de la veille : le tout premier soldat ayant « sauté » sur un engin explosif improvisé en Afghanistan n'était en aucun cas en mesure de « s'attendre » à cette éventualité. Notre hypothèse de travail est que le futur n'est prédictible qu'en probabilité, au sens mathématique du terme. Pour plus de détail sur l'usage de cette hypothèse en sociologie et ses conséquences, se reporter à Brian et Jaisson (2007) et Brian (2009). Le terme de probable n'a pas de rapport direct avec l'usage qui en est fait par le Général Desportes (2007).

Les fantassins valorisent leurs expériences passées dans ce que nous thématisons ici par *Retex informel*¹⁶⁹ et à travers lequel ils comblent le fossé séparant les situations d'entraînement et les situations qu'ils seront probablement amenés à rencontrer durant leur déploiement en Opex¹⁷⁰. Le combat ne se réduit pas à l'application d'un corpus de techniques spécifiques, il nécessite l'adhésion des soldats à cet entraînement, et ces derniers savent à ce propos se faire très critiques. Le travail ethnographique peut nourrir la réflexion de l'apprentissage au sein de l'armée par l'observation fine de cette préparation des corps et des esprits à faire la guerre. La pédagogie militaire n'est pas atteinte de cécité, mais parce qu'il n'est pas cloisonné par les évidences de la profession des armes, le chercheur en sciences sociales peut capter ce qui reste inaperçu dans les routines du métier militaire¹⁷¹.

Notre champ d'observation se borne aux individus qui seront au plus près du terrain, les MDR, les sous-officiers, et les chefs de section (CDS)¹⁷². Si du côté de l'institution l'apprentissage est marqué par le support écrit, via les Retex, du côté des individus engagés sur le terrain et au fur et à mesure que l'on descend dans la hiérarchie, l'écriture cède le pas à une pratique s'inscrivant dans les corps (Bourdieu, 2000) et à l'oralité. L'expérience passée des membres de la section s'y injecte pour mettre en perspective le programme de préparation avec la réalité (effective ou postulée) du terrain sur le théâtre. Cet apprentissage et cette expérience sont escamotés de l'apprentissage de l'institution de par la nature des Retex. Effectivement, les Retex suivent une procédure écrite orientée vers les buts spécifiques d'une partie de l'institution militaire, le CDEF qui poursuit ses propres objectifs par ses propres moyens. Cette procédure ne fait pas participer directement les militaires du rang. Une large part du travail d'écriture des Retex, aux dires des personnels du CDEF, repose sur les CRFM¹⁷³. Que ce soit au niveau interarmes ou au niveau des régiments, les militaires du rang ne sont pas parties prenantes directes de la procédure, un officier opère toujours une médiation dans la rédaction qui est orientée vers une finalité administrative extrinsèque aux problématiques des troupes.

Pour valoriser cette connaissance, il faut dès le départ la prendre au sérieux, et ainsi se doter d'armes pour mieux comprendre comment les troupes se préparent en partie d'elles-mêmes. Ceci impose de mettre de côté la « raison du galon ». Nous aborderons ici les différentes modalités que cet apprentissage peut prendre chez les militaires appartenant à une même section, à partir d'un matériel ethnographique constitué au sein du 11e régiment d'infanterie durant sa préparation en vue de sa projection en Afghanistan courant 2010-2011¹⁷⁴. Dans un premier temps, nous pointerons les efforts faits pour placer les troupes « dans le bain » de l'Afghanistan, pour ensuite aborder comment les fantassins ayant déjà connu le terrain entretiennent une perspective critique envers l'apprentissage

¹⁶⁹ Ce Retex, pour retour d'expérience, n'est informel qu'en regard de la procédure institutionnalisée du Retex dans l'armée de terre et c'est pour attirer l'attention sur la différence de nature entre ces deux phénomènes que nous créons cette catégorie. Le Retex institutionnel est une procédure bureaucratisée d'extraction de l'expérience à destination des cadres dirigeants de l'institution, alors que le *Retex informel* est porté par les individus à travers leurs trajectoires personnelles. Nous avançons cette distinction à partir des entretiens que nous avons menés avec les officiers de la division Retex du Centre de doctrine et d'emploi des forces, ainsi qu'avec des officiers des cellules Retex de divers régiments. Retenons simplement que le *Retex informel* concerne toute la part des connaissances spécifiques qui n'entrent pas dans la boucle institutionnelle du Retex.

¹⁷⁰ Pour opération extérieure, c'est-à-dire se déroulant en dehors du territoire national. À l'inverse, Opint pour opération intérieure.

¹⁷¹ Nous n'irons pas plus loin sur le terrain des réflexions épistémologiques liées à la question de la distance du chercheur avec ses observations, distance qui lui permet d'interroger « ce qui va de soi » pour les populations parmi lesquelles il enquête. Voir Beaud et Weber (2003), Bourdieu, Chamboredon et Passeron (2006) ainsi que Becker et Faulkner (2008) pour les auteurs qui inspirent notre démarche.

¹⁷² Il nous faut aussi citer les commandants d'unité (CDU) et les personnels qui leur sont rattachés. Eux aussi sont physiquement en contact du terrain. Cependant, par défaut d'ubiquité, nous n'avons pu suivre ces derniers et ils n'apparaissent qu'aux marges de nos observations.

¹⁷³ Compte rendu de fin de mission, document rédigé par le chef de corps ou de détachement à son retour au régiment après une opération. Il s'agit d'un document synthétique qui, de fait, écarte le témoignage direct et filtre l'expérience sur de nombreux aspects, puisqu'il s'agit d'un document orienté à des fins administratives.

¹⁷⁴ Le numéro du régiment et les dates de son engagement en Afghanistan ont été volontairement modifiés afin d'assurer l'anonymat des personnes dans les données présentées ici. L'identification des militaires est rendue impossible sans recourir à un procédé exogène d'investigation dont l'emploi manifesterait une intention délibérée et contraire aux intentions du présent article.

spécifique qui leur est dispensé avant le départ. Enfin, nous aborderons tout un pan de l'expérience pratique nécessaire pour se préparer au déploiement. Nous soulignerons certaines dimensions de la préparation qui n'appartiennent pas au domaine des compétences spécifiques du métier de militaire, mais qui occupent une place tout aussi importante dans les préoccupations des membres de la section.

Saveurs afghanes : quelques spécificités de l'entraînement durant la MCP

La Mise en condition du personnel¹⁷⁵ (MCP) réarticule l'arsenal pédagogique en usage dans l'armée de terre puisque l'entraînement s'oriente alors vers une finalité qui n'est plus l'entretien des savoir-faire généraux nécessaires au métier de combattant, mais le déploiement opérationnel sur un théâtre spécifique. Pour reprendre une maxime plusieurs fois entendue, particulièrement en école d'application, il faut différencier « faire la guerre » (de manière générique) et « faire une guerre » (particulière).

L'effort pédagogique va dans le sens d'une familiarisation avec l'Afghanistan, par l'apparition dans les exercices de noms à consonances locales : durant une manœuvre (ou « manip' »), le village à sécuriser est nommé « Behdrakel », il doit s'y dérouler une « choura¹⁷⁶ » dont l'unité doit assurer la sécurité. Il faudra préalablement faire une reconnaissance d'axe depuis la « Fob¹⁷⁷ de Kala », etc. Cette contexture des scénarii joués participe à la création d'un climat spécifique. Sont aussi montées des séances d'instruction portant sur des connaissances générales à propos de cette région du globe méconnue, de quelques rudiments des différentes langues tribales et des us et coutumes en vigueur pour ne pas manifester un comportement irrespectueux envers la population¹⁷⁸. Des fascicules récapitulant les connaissances nécessaires pour le soldat français ont été distribués dans toute la compagnie, mais plusieurs des hommes¹⁷⁹ de la section les ont assez vite égarés et rares sont ceux qui prennent des notes durant ces instructions en « salle de classe ». Les hommes demeurent critiques face à cet effort d'acculturation pour les préparer au contact avec la population : « *De toute manière, ça sert à rien tout ça, moi la dernière fois en Afgha', je n'ai pas eu l'occasion de m'adresser au moindre Afghan alors c'est pour te dire, c'est juste pour nous occuper.* » (Première Classe –PCL, homme, 21 ans). D'autre part, l'instruction s'oriente vers les connaissances spécifiques que les troupes devront maîtriser, particulièrement en matière de sécurisation face aux IED, avec une multiplication des « amphis » d'information à ce propos. Le passage par les camps nationaux est aussi l'occasion pour les hommes de se retrouver dans un contexte d'action interarmes, donc de voir les séances d'information organisées par les détachements des différentes armes se multiplier, chacun présentant ce qu'il apportera comme savoir-faire spécifique ou comme capacité dans la main du chef ainsi que les contraintes que cela aura sur l'action de chacun : les délais pour le contrôle d'un carrefour par le génie, la présence du « cyno et de son chien » dans certains Vab¹⁸⁰, etc.

Point fort de la préparation, le passage par le détachement d'assistance opérationnelle de Canjuers (DAO) en présence d'un détachement d'instruction opérationnelle (DIO) de circonstance, formé par des officiers et sous-officiers rentrant récemment du théâtre. Cette étape s'articule autour de la validation à la projection, qui se déroule dans la reconstitution d'une Fob. À l'arrivée sur place, les militaires qui ont déjà connus l'Afghanistan sont unanimes : « *C'est*

¹⁷⁵ S'étendant sur une période d'environ six mois avant la projection, la MCP permet aux unités programmées au départ de focaliser leurs efforts sur la préparation physique et technique du personnel, ainsi que la préparation de son matériel. Le passage par des camps d'entraînement nationaux permet aussi d'évaluer les unités en vue de s'assurer de leur capacité à la projection. Le dispositif de la MCP a été renforcé suite à l'épisode de la vallée d'Uzbin en 2008.

¹⁷⁶ Conseil organisé avec les personnages incarnant l'autorité légale ou coutumière d'un village ou d'une vallée.

¹⁷⁷ *Forward Operating Base*, base opérationnelle avancée.

¹⁷⁸ Un des objectifs de la Fias en Afghanistan étant aussi de « gagner les cœurs » dans la population pour couper les insurgés de leurs appuis.

¹⁷⁹ Pas de « féminine » dans la section que nous avons suivie. D'où l'usage du terme « homme », non par unique facilité de langage, mais pour restituer la réalité observée.

¹⁸⁰ Véhicule de l'avant blindé. Mode de transport le plus utilisé au sein de l'infanterie. L'espace disponible y est limité. Une fois le groupe embarqué au complet avec son équipement, la place restante se fait rare. Un passager en plus n'est donc pas toujours vu d'un bon œil et peut créer des tensions dans le groupe.

vraiment bien fait ! », « *On y est vraiment, putain, ça ressemble vachement !* », « *C'est tout pareil* ». La volonté du DAO est de mettre en place des « manips' » de plus en plus proches des missions *types* que les militaires auront à remplir sur place. Le passage par Canjuers constitue pour les hommes et l'encadrement de la section l'étape la plus fructueuse de la MCP en terme de travail spécifique parce que permettant la mise en œuvre d'enseignements pratiques inspirés de l'expérience du terrain. Bien que le réalisme du combat soit nécessairement moins poussé qu'au CENTAC¹⁸¹, l'effort est fourni sur le réalisme des situations, avec l'animation d'une force amie jouant l'armée et la police afghanes en suivant les comportements négatifs de ces deux partenaires : ordres mal compris, mauvais placement de leurs véhicules dans les convois, tenues des postes parfois non assurées, etc. Enfin, une séance de discussion organisée par les membres du DIO sera l'occasion pour les personnels de la section de lever certains doutes, et certaines rumeurs sur la manière dont se déroulera le mandat dans cette partie du territoire afghan. L'absence notable de la présence de MDR au sein de ce détachement laisse à penser que leur parole n'est pas directement valorisée dans ce processus. Malgré l'initiative que représente le DAO, la marginalisation de l'expérience portée directement par les MDR demeure une des lacunes structurant les Retex.

Le paradoxe de la préparation à une expérience non rencontrée

Pour les jeunes cadres, officiers et sous-officiers, le paradoxe est le suivant : comment donner une instruction spécialisée en l'absence de l'expérience du terrain auquel il faut préparer les hommes ? Dans ce contexte l'expérience prend le pas sur le grade et interroge la place de chacun dans l'organisation habituelle des activités.

L'organisation militaire suit une double division du travail : verticale par le grade et horizontale par la spécialité. Le plus gradé s'assure que l'instruction des grades inférieurs soit faite, le spécialiste forme les non spécialistes. Nous avons observé que cette organisation, aussi théorique qu'un organigramme de gestionnaire, se redistribuait dans la pratique en fonction de l'expérience de chacun. Il n'est donc pas seulement question de spécialité reconnue et certifiée par un diplôme interne, mais de spécialités informelles participant à la mise en forme de l'apprentissage au sein d'une section. L'enseignement des Techniques d'action immédiate (TAI) montre les conséquences pratiques du paradoxe dont il est question. Il s'agit de modes d'action inspirés des forces spéciales et généralement utilisés en milieu urbain. Toutefois, elles ont été adaptées pour des troupes d'infanterie. Les TAI ne font pas partie du document de doctrine INF 202 ni de l'enseignement habituellement délivré aux cadres durant leur formation¹⁸². Cependant, elles sont utilisées en Afghanistan. Comment enseigner les TAI à la section lorsque les cadres ne les ont eux-mêmes pas abordés durant leurs passages en écoles ?

Lors d'une après-midi d'instruction spécifique sur le sujet, nous avons assisté à une présentation préalable des TAI par le SOA¹⁸³ au lieutenant et aux chefs de groupes, avant une présentation et une démonstration aux MDR. Les chefs de groupes ont alors eu l'après-midi pour travailler avec leurs hommes ce qu'ils venaient de découvrir eux-mêmes, à l'instant pour certains. L'expérience que le SOA avait collectée lors d'une première mission en Afghanistan joua office d'une « spécialité » nécessaire à endosser une séance d'instruction. L'expérience passée informe la préparation à l'expérience future, avec ici une valorisation de l'expérience de l'adjoint d'un jeune chef de section. Avant cette démonstration pratique, le SOA avait pendant une bonne heure, préparé la séance sous tente avec le chef de section pour lui expliquer, à l'écrit cette fois, en quoi consistaient les techniques en question et pour lui décrire le fonctionnement des différentes réactions adoptées en fonction du contexte. Malgré cette instruction théorique délivrée au CDS, c'est tout de même le SOA qui a pris la tête de la séance devant la section.

¹⁸¹ Centre d'entraînement au combat de Mailly-le-Camp.

¹⁸² Il nous a été fait mention d'une annexe adossée au document INF 202 et répertoriant les TAI et détaillant leur pratique. Cependant, nous n'avons pu réussir à nous procurer cette annexe. L'officier en charge de la doctrine de l'infanterie au sein du CDEF s'est montré sceptique quant à l'existence d'un tel document. Il s'avère, selon la cellule responsable de l'enseignement de l'ISTC au sein de l'École d'application de l'infanterie à Draguignan, que les déplacements de type TAI et les modes de tir qui en découlent sont contenus dans le manuel décrivant les techniques de combat en jungle.

¹⁸³ Sous-officier adjoint, l'adjoint technique et tactique du CDS.

Il y a transfert d'expérience suivant l'ancienneté, quel que soit le grade. Mais là où la diffusion de l'expérience se fait principalement suivant l'ancienneté en service, il n'y a que dans le cas des sous-officiers et des officiers que nous avons pu observer une inversion du grade, puisque le mode de recrutement met en présence des supérieurs avec des subordonnés plus anciens en temps de service et offre cette possibilité d'inversion du capital d'expérience. L'ancienneté permet ainsi de proposer des exercices adaptés, « réalistes », parce qu'informés par l'expérience du terrain accumulée dans la trajectoire individuelle des cadres. Certains cadres nomment cette démarche de conception basée sur l'expérience, et non plus sur les canons d'école la « sortie du drill boîte de conserve », qui consiste quant-à-lui un entraînement routinier des hommes suivant les canons de la doctrine. Ainsi, à plusieurs reprises durant le séjour au CENTAC, le SOA et un sergent-chef préparant son BSTAT¹⁸⁴ participèrent avec le CDS à l'élaboration d'exercice en proposant à ce dernier des cas fondés sur leur expérience, que ce soit en matière de déplacement et de franchissement d'obstacles ou de fouille à l'entrée d'une Fob :

« Je me souviens, on avait eu un mec qui était arrivé avec son gamin qui avait une main à moitié arrachée. Ça pourrait être intéressant aux gars de leur faire jouer des cas qui peuvent poser problème lorsqu'ils seront en poste. » (SCH), « Vaut mieux leur faire jouer des cas non-conformes, pour les faire réfléchir un peu, on pourra bosser les fondamentaux au quartier, faut profiter d'être à Mailly avec le génie pour leur proposer des trucs plus dynamiques, une prise à partie durant la fouille d'un carrefour, ou un mec qui gêne la sureté arrière, pour les désorganiser un peu, faut profiter des plastrons. Si on laisse le génie faire sa « manip' », ils vont se faire chier nos gars et ce sera comme au CEITO¹⁸⁵. » (SOA)

Durant la première après-midi de travail sur les TAI, les groupes ont tendance à progresser en ligne comme ils ont appris à le faire, alors que les déplacements des hommes doivent fonctionner uniquement en binôme, vers l'avant ou l'arrière, sans chercher à garder une ligne parfaite de progression. Un effort particulier est nécessaire pour que les hommes quittent leurs schèmes d'action habituels pour en acquérir un autre, alternatif. Il leur faudra plusieurs séances d'entraînement pour que cela se réalise. Nous sommes au cœur du paradoxe de l'entraînement standardisé face à l'incertitude du terrain et la nécessité d'ajuster les réactions. L'exemple de cet exercice sur les TAI montre aussi que la pratique du drill a une certaine efficacité puisqu'elle imprime profondément des schèmes d'action dans le corps des militaires, mais ici cette efficacité doit être justement contrée pour redonner de la plasticité à l'action. S'il est fréquemment demandé aux MDR de faire la preuve d'une intelligence de situation pour se poster, pour réagir, rendre compte, etc., le carcan que crée le drill n'est pas pour leur faciliter l'acquisition de cette intelligence qui se fait dans la pratique en action, sur des terrains variés par la confrontation des soldats à des contextes changeants.

La tension entre entraînement et réalité effective se rencontre donc dans le processus d'apprentissage par l'instruction. Mais cette tension ne se limite pas à la question du drill ou à la répartition de l'expérience parmi les cadres, elle s'exprime, certes sous d'autres formes, dans toute la hiérarchie de la section. L'expérience passée sert toujours de lentille de lecture du présent.

L'expérience des vétérans : « de toute manière là-bas... »

Le régiment dans lequel nous avons mené notre recherche présente la caractéristique d'avoir déjà été en partie déployé en Afghanistan. Certains des hommes de la section que nous avons suivie ont déjà une expérience de ce théâtre. Nous les nommons ici « vétérans » bien qu'ils soient éloignés de l'image romanesque des vétérans des films

¹⁸⁴ Brevet supérieur de technicien de l'armée de terre. Diplôme participant au cursus et à la carrière des sous-officiers. L'obtention du BSTAT est nécessaire pour accéder au grade d'adjudant et pour pouvoir prétendre au commandement d'une section.

¹⁸⁵ Le SOA fait référence à un exercice en commun avec le génie, qui avait été l'occasion de faire travailler une première fois la section avec un détachement génie, donc au profit du CDS particulièrement et sous le regard du CDU, mais que les hommes avaient particulièrement trouvé ennuyeux. Il est toujours délicat pour l'encadrement d'organiser une manip permettant à tous les groupes de la section de remplir une mission « intéressante » pour les hommes, et il est fréquent qu'un groupe rentre en s'en plaignant : « On aurait pu rester se *pignoler* en piaule, ça aurait été pareil pour nous... on a fait une balade en Vab quoi ! » (PCL groupe Milan).

de guerre, que ces jeunes soldats appellent avec malice « les anciens du gaz ». Sous le terme de vétérans, nous évoquons les fantassins ayant une expérience de ce théâtre.

La mobilisation de cette expérience spécifique se fait souvent sur le mode de la critique des exercices et manœuvres. L'exemple du jeune PCL déjà cité à propos de l'enseignement des préceptes de la langue afghane va dans ce sens. Nous avons pu observer de nombreuses occurrences de l'usage critique de l'expérience sur le réalisme de la préparation : à propos de la sensibilisation aux IED¹⁸⁶ (« *Ils nous rendent paranos avec leurs amphis IED, on va être fou durant nos premières sorties... On va voir des IED partout* »), des paysages des camps d'entraînement (« *Ah ouais, y a vachement de sapins en Afgha', mais qu'est-ce qu'on fout là ? Y a des kékés partout, c'est n'imp'* » à propos de la végétation du CENTAC¹⁸⁷), de la fréquence des incidents joués sur une « manip' » (« *Deux alertes chicom¹⁸⁸ en deux jours, un plan Jéricho¹⁸⁹ et une prise à partie de la Fob. En deux jours... Putain, Canjuers ça craint plus que la vallée de Korengal !* », réputée pour être une des vallées les plus dangereuses de l'Afghanistan¹⁹⁰, « *Non, mais c'est n'importe quoi ça, ils nous mettent de garde puis ils nous envoient en mission le lendemain ! Et on est de QRF¹⁹¹ le soir. En Afgha' de toute manière, si on prend la garde une semaine on ne sort pas en journée, et lorsqu'on rentre d'une sortie on ne prend pas la QRF. C'est n'importe quoi !* »). Il ne s'agit pas là uniquement de « mauvais esprit », dont les militaires sont facilement taxés par leur encadrement. Ces déclarations et remarques sont aussi l'expression d'une connaissance spécifique aux MDR qui est transmise à ceux qui ne sont jamais partis. Ces critiques, aussi fondées soient-elles du point de vue des troupes, doivent être mises en perspective. Le personnel encadrant les manœuvres pourrait sembler ici inapte à organiser des « manip's » réalistes, mais ce n'est pas le cas. Il faut resituer ces exercices dans le contexte des contraintes matérielles auxquelles sont confrontés les camps et les Bureaux opération et instruction en charge de leur planification : les ressources en temps, hommes et moyens matériels sont limitées, ce qui amène les officiers à planifier des incidents à des fréquences de survenue plus élevées que dans la réalité. Ces contraintes éclairent les critiques émises par les personnels des troupes quant au réalisme des « scénarios » joués sur ces camps. De telles plaintes sont révélatrices des lignes de fracture irréductibles entre l'expérience constituée en entraînement et l'expérience constituée en Opex.

L'expression de l'expérience passée ne concerne pas seulement les MDR, mais aussi l'encadrement des groupes et de la section. Plus spécifiquement sur des questions de commandement, particulièrement pour le CDS et son adjoint. Dans le cas de nos observations, le premier n'est pas encore parti en Opex alors que le second a connu plusieurs projections, dont l'Afghanistan. À ce niveau, l'expérience passée vient nuancer ce que les procédures de commandement prescrivent de faire, particulièrement à propos de la menace que représentent les IED : « *Il faut pas vous faire d'illusion. Là on va jouer le jeu de l'exercice pour le relevé des IED et faire bosser le génie. Mais dans la réalité ce n'est pas comme ça que ça va se passer, je peux vous le dire moi. Ce sera tout le monde à couvert et on fonce à travers le hot spot¹⁹² en serrant les fesses. Non parce que les délais on ne les aura pas toujours et que toute la colonne poussera derrière.* » (SOA à son CDS). Alors que la procédure veut que les hot spots soient systématiquement fouillés par le détachement du génie avant le passage de tout convoi, l'adjoint du CDS met la procédure réglementaire

¹⁸⁶ *Improvised explosive device*, engin explosif improvisé (EEI) en français. Les personnels du SGTIA utilisant l'acronyme anglais, nous l'emploierons préférentiellement au français. Un IED est une « bombe artisanale » utilisée par les insurgés.

¹⁸⁷ Le commandement des unités (CDU et CDS) y est évalué sur une manœuvre de plusieurs jours face à une force adverse (FORAD) reproduisant les modes d'action adverses, ici ceux des insurgés afghans. On retrouve le même type de remarque dans le livre du sergent Van Tran Can (2011).

¹⁸⁸ Roquettes « Chine Communiste » lancées par les insurgés sur les Fob à partir de rampes artisanales à la précision très limitée.

¹⁸⁹ Procédure pour récupérer au sein d'une Fob un déchet de munition non explosée et rapportée par un civil afghan.

¹⁹⁰ Cf. Junger (2011).

¹⁹¹ *Quick Reaction Force*, section ou détachement devant se maintenir prêt à réagir dans un court délai pour intervenir au profit d'une mission en court ou de la défense d'une enclave.

¹⁹² Zones géographiques répertoriées comme présentant une forte probabilité de présence d'IED et nécessairement contrôlée par l'élément génie avant tout passage de convoi ou de véhicule de la force.

en tension avec la réalité du terrain. La guerre n'est pas seulement affaire d'application de procédures TTA¹⁹³. La préparation a ceci de paradoxal : alors qu'elle devrait tendre vers la reproduction la plus fidèle possible des conditions réelles de la conduite des opérations de guerre, elle s'interdit d'atteindre cet objectif en plaçant les troupes dans un processus d'évaluation et de respect assez strict des procédures types et réglementaires. Le CDU a d'ailleurs ce mot qui synthétise cet état de fait « *Bon, au CENTAC, avec l'impératif d'évaluation on devait jouer selon certaines règles, ici au DAO on peut un peu plus faire à notre sauce, tester véritablement les alternatives et les cas non conformes* ».

Une partie de l'enseignement prodigué par le DIO suit d'ailleurs cette ligne de fracture entre ce qu'il est prescrit de faire dans les procédures et ce qui sera probablement réalisé sur place¹⁹⁴. Ils reconnaissent à plusieurs reprises que les procédures ne sont pas tenables : « *Lorsque vous aurez un VAB au tas [parce qu'il aura sauté sur un IED] ce ne sera pas facile d'attendre la venue du génie pour assurer la sécurisation de la zone [le risque étant qu'un second IED soit placé non loin du premier pour le déclencher à l'arrivée des secours et démultiplier le nombre de victimes : la « doublette »], au bout d'un moment on prend le risque... c'est une décision de commandement.* » (Adjudant du DIO).

Les Retex informels : mutualiser les multiples formes de l'expérience en vue de se préparer à la guerre

L'importation de l'expérience passée dans le processus de préparation à la projection s'opère par plusieurs canaux, à différents niveaux hiérarchiques, et dans de nombreuses circonstances : que ce soit dans une discussion, durant une réunion, à l'arrière d'un Vab, durant l'attente du départ, etc. Ce que nous nommons *Retex informel* englobe cette diversité de propos et de circonstances que nous avons évoquée à travers quelques exemples ci-dessus. Ils sont « informels » parce qu'ils échappent à une procédure visant leur fixation à l'écrit. Ils se font à la marge de l'activité militaire, comme entre parenthèses. L'expérience pratique des soldats n'est que peu valorisée et c'est pour attirer l'attention sur celle-ci que nous créons cette catégorie¹⁹⁵, en opposition à l'expérience rapportée dans des écrits et qui incombe généralement au travail des chefs : CDU, chef de corps, etc.

À l'instar du Retex, les MDR possèdent leur propre boucle de retour d'expérience à propos du matériel, mais cette connaissance reste locale et orale : un jeune soldat arrivé il y a à peine quelques mois en compagnie m'explique qu'il va acheter un accessoire permettant d'associer deux chargeurs côte à côte, permettant un changement plus rapide. Son chef d'équipe intervient dans la conversation : « *Non, faut pas acheter ça, c'est juste mytho¹⁹⁶. Parce que quand tu tires, avec les vibrations, tu perds trop souvent le second chargeur et c'est plus chiant qu'autre chose.* » Les plus expérimentés conseillent les plus jeunes, ce qu'il faut impérativement acheter comme fourniture avant le départ, dans quelle boutique, dans quelle gamme de prix et les améliorations à apporter sur le matériel perçu. Les MDR expérimentent différents matériels en parallèle de celui qu'ils perçoivent : sangle d'arme goutte d'eau, musettes, pochettes adaptées, protections des articulations. Certains achats jugés utiles sont même, parfois, envisagés à l'échelle d'un groupe ou de la section entière.

¹⁹³ Tout Type d'Arme. Les TTA, tous numérotés, constituent l'ensemble des documents techniques rendant les textes de doctrine opératoires pour les unités. De manière générale, tout ce qui « est TTA » signifie dans le jargon militaire, « standardisé » ou « de base », et « réglementaire » au point le plus généralisant. Il arrive que « TTA » soit, dans certaines circonstances, synonyme d'« inadapté aux circonstances réellement rencontrées ».

¹⁹⁴ Le nœud du problème ne se situe donc pas dans la question de la « variabilité » des situations auxquelles les militaires sont confrontés sur le terrain, ni dans celle de la quantité de « réalisme » de l'entraînement, mais sur le plan de la temporalité de l'action face à l'incertitude des phénomènes et de la persistance de la pertinence des cadres de l'action. C'est sur ce point, autant épistémologique pour le chercheur que pratique pour les agents, que portent plus précisément nos travaux de thèse. Puisque demain est fondamentalement incertain au sens mathématique (non prédictible avec une certitude égale à un), les agents sociaux cherchent à s'assurer que demain se déroulera à peu près comme hier, ce qui suppose la croyance en la persistance dans l'avenir des cadres sociaux organisant le temps présent et passé. Se préparer aujourd'hui d'une certaine manière et, faute de pouvoir faire autrement, croire que demain se passera suffisamment comme hier. Cf. Brian (2009).

¹⁹⁵ Il serait plus adapté de parler de mémoire collective, pour reprendre un concept spécifique aux sciences sociales. Cf. les travaux de Halbwachs (1994, 1997, 2008) ainsi que Brian (2008) pour une synthèse claire des différents concepts halwachsien.

¹⁹⁶Est « mytho » tout acte et comportement se rapportant à la mise en scène des militaires.

La préparation au combat ne concerne pas seulement la préparation technique et l'acquisition de compétences spécifiques. Le départ pour six mois en Opex touche des domaines de l'expérience qui ne sont pas uniquement des domaines « militaires ». L'intimité, le corps, la vie quotidienne et la vie privée sont engagés tout autant dans l'expérience. Les Retex informels touchent aussi ces différentes dimensions.

La perspective de l'Opex a une portée pratique pour les MDR, au-delà de nouvelles procédures spécifiques à acquérir. Elle réorganise les motifs de l'entraînement, physique cette fois, ainsi que les rappels à l'ordre et à la discipline. Un soir, alors que la section s'est rendue jusqu'à l'ordinaire du camp où nous nous trouvons dans un passable désordre, un caporal-chef (CCH) impose une punition collective aux MDR qui vont devoir faire du renforcement musculaire. Durant la punition, le CCH en question leur rappelle : « *Et puis pensez à l'Afgha' les gars ! Là-bas, va falloir porter la frag¹⁹⁷ et le matériel, ce ne sera pas comme ici, va falloir être en forme !* » Après un footing, alors que les hommes renâclent à faire du renforcement musculaire, le SGT responsable de la séance sermonne ceux qui traînent des pieds : « *Non, non, y a pas de "les autres sections ils ne font pas", lorsqu'il faudra porter les AT4, les postes Milan, la Minimi¹⁹⁸ dans les montagnes, faudra pas venir pleurer parce que c'est trop lourd !* » et un caporal (CPL) de reprendre « *Mais ouais les gars, vous ne vous rendez pas compte, vous faites les gamins là à pleurer, mais une fois là-bas ce sera plus possible et vous allez voir, on va tous ramasser là-bas !* ». Ici, l'expérience concrète des « vétérans » devient le support pédagogique et motivationnel à destination des plus jeunes, permettant de redoubler la domination des CPL et CCH sur les jeunes sortant des classes : en plus du « graton » qui donne une certaine latitude de pouvoir, le prétexte de l'expérience permet aussi de « faire ramasser plus » les plus jeunes¹⁹⁹. Le renvoi à l'expérience de ceux qui se sont rendus en Afghanistan est aussi une ressource de maintien de l'ordre durant les instructions. Durant une séance de rappel des fondamentaux des premiers secours au combat, le caporal auxiliaire sanitaire, en charge de la séance reprend quelques camarades de section dissipés :

« Non, mais là vous rigolez, je vois bien ça écoute pas et tout ! Non, mais très bien, pas de problèmes ! Mais lorsque que vous aurez à le faire pour de vrai à votre pote le garrot, vous ferez moins les malins ! Ce n'est pas en Surobi qu'il faudra se poser des questions sur le garrot pendant qu'il se videra de son sang, avec la pression, le stress, les cris, les tirs. Je dis ça pour vous les autres, non parce que visiblement vous ne pourrez pas compter sur tout le monde vu comment ils écoutent. »

Même si cette section n'a pas connu le feu lors de son précédent mandat en Afghanistan, l'argument du « là-bas » comme horizon d'une expérience difficile permet de remettre à sa place un soldat qui se plaint aujourd'hui : « *Si tu te plains maintenant, comment ce sera là-bas !* ».

Pour saisir la totalité de ce que « se préparer » représente, il ne faut pas se cantonner à la seule dimension de l'entraînement. La projection va amener les hommes à vivre dans un cadre plus proche de l'institution totale²⁰⁰ (Goffman, 1968). Il faut donc aussi se préparer à la vie dans ces conditions extraordinaires vis-à-vis du quotidien, en rupture avec la société civile, avec la famille et les amis, avec une organisation de la vie dictée par les impératifs temporels des missions. En ce qui concerne cette préparation de la guerre comme quotidien, avec tous les impératifs qu'elle demande de suivre et les bricolages de confort qu'il faut alors improviser, les MDR ne peuvent compter sur l'expérience passée de leurs camarades pour se faire une idée de ce qui les attend. Les MDR ne sont pas tous férus

¹⁹⁷ Plastron de protection pare-éclats et pare-balles.

¹⁹⁸ Trois armes plus lourdes, en poids et capacités létales, que le *Famas*. Le poste *Milan*, sans le missile, pèse plus de seize kilogrammes, la *Minimi* version 7,62 plus de huit sans compter le poids des munitions en plus grande quantité.

¹⁹⁹ Dans un contexte général où la rigidité et la dureté des classes ont été assouplies pour éviter les effets d'attrition au recrutement, ce regain de pouvoir sur le corps des EVI nouvellement arrivés en compagnie est aussi l'occasion pour les membres de la section de les éprouver. Il faudrait donc prendre le temps de replacer complètement ces anecdotes à propos du corps dans leur contexte plus général, ce que le format de ce présent article nous empêche d'envisager.

²⁰⁰ Institution prenant à sa charge l'organisation de toutes les dimensions de la vie des individus vivant en son sein. Le concept a été forgé sur le modèle des institutions de « réclusion » et souvent utilisé à tort pour qualifier l'institution militaire. Bien qu'elle étende un droit exorbitant, au sens juridique du terme, sur les militaires, l'armée est aujourd'hui loin d'être une institution totale, si ce n'est, peut-être, durant les Opex.

d'histoire et de lecture des témoignages laissés par leurs prédécesseurs. Cette part de connaissance n'est que rarement valorisée et mobilisée par eux et n'entre pas dans leur mémoire collective.

Toute situation est bonne à évoquer un souvenir d'Opex, que ce soit durant la journée de travail, lors d'une pause ou le soir. Durant un déplacement en Vab, il arrive assez souvent que les militaires discutent de leurs souvenirs de déplacement durant leur précédent déploiement en Afghanistan. Ces évocations, même si elles sont des reconstructions de souvenirs, sont la source d'une première représentation que les jeunes en temps de service peuvent se constituer.

« *T'as chaud là ? Bah tu verras en Afgha' ce que ce sera. Pour le moment, c'est rien, mais quand il fera 40°, tu verras ce que c'est d'avoir chaud...* » (Caporal à un Première classe).

« *Moi personnellement, j'ai préféré l'hiver à l'été. On se les caillait, mais bon, le pire, c'est la chaleur, parce que le matériel tient chaud.* » (Caporal-chef à d'autres personnels de son groupe).

« *Tu te souviens, lorsqu'on avait dû passer une journée dans le Vab sans pouvoir sortir et que Laurent était malade ? Ah putain, il pouvait plus se retenir, il avait chié dans un carton de ration, mort de rire !* » (Caporal à un autre caporal du groupe durant un trajet en Vab).

« *Fallait pas nous voir arriver sur un piton rocheux, en sueur, en t-shirt, trempé, les mecs tombaient affalés en tirant la langue. Non franchement, rien à voir avec l'armée.* » (SOA à l'auteur durant une conversation informelle en présence du CDS et d'un SCH).

« *Moi je prends une couverture pour l'hiver, parce que ça caille en février !* » (Caporal à la chambrée).

« *Bah au moins, y a un truc réaliste... c'est l'attente dans les Vab... Tu vois Mathias, ça, ils savent le faire. Nous faire nous lever à cinq heures du matin pour nous faire attendre jusqu'à sept heures avant de quitter la Fob, en Afgha' c'est toujours comme ça...* » (Chef de groupe à l'auteur lors de l'attente en Vab dans la Fob de Canjuers avant l'aube).

Ces différents témoignages fournissent des éclairages sur les conditions spécifiques de l'Opex. Pour celui qui n'est jamais parti, ce sont les premières images de ce qui est à attendre, images mentales qui trouvent des supports visuels au travers des albums photo rapportés sur les ordinateurs. Ce sont des enseignements de première main qui ne sont pas passés dans les filtres institutionnels de la Dicot (Direction de l'information et de la communication de la défense) ou des magazines, à l'instar de « Terre Info Magazine », qu'un militaire journaliste croisé sur le terrain s'amusa à appeler « la Pravda ».

Les conseils sur le confort au quotidien sont aussi nombreux. Durant un trajet me ramenant à la gare, un adjudant-chef discute avec son capitaine. Le second conseille au premier de prendre son ordinateur et un disque dur externe pour « là-bas » : « *Tu vas voir, nous [ils sont rattachés à une compagnie de commandement et de logistique] le soir une fois qu'on a fini de faire ce qu'il y a à faire et que t'as pris ta douche, tu t'emmerdes vite si t'as pas d'ordinateur. T'as pas besoin de prendre beaucoup de films, parce que tout le monde en ramène plein, mais en tout cas, faut que tu prennes ton ordinateur* ». Et les hommes de se réjouir lorsque l'un des membres du DIO leur annonce que les connexions Wifi ont été améliorées sur la Fob où ils vont se rendre, tout comme la nourriture à l'ordinaire. Loin d'être des détails, ces échanges permettent d'élaborer une première représentation des attentes sur ce futur qui se fait tous les jours plus proche pour les hommes. Au fur et à mesure que les mois passent, les discussions et conseils constituant cette forme de préparation à l'Afghanistan se font de plus en plus nombreux.

La privation des femmes anime aussi les discussions. Six mois loin des compagnes et des femmes de manière générale ne sont visiblement pas simples à gérer individuellement. Cette évocation permet justement de jouer avec les valeurs viriles du combattant. « *T'as pas intérêt à être pédé !* », non pas en référence à une homosexualité efféminant l'individu et permettant de le supposer moins « rustique », mais bien en allusion à l'absence de rapports sexuels qui pourrait entraîner chez certains des dérapages scabreux. À ce sujet, les anecdotes sur les pratiques homosexuelles chez les Afghans sont l'occasion de nombreuses boutades et railleries entre les hommes de la troupe. À cette absence du corps féminin est liée une carence sexuelle qui n'est pas évidente à contourner, même par la masturbation, tant l'intimité est quasi-inexistante, « *De l'intimité ? C'est simple, il n'y en a pas...* ». Et les jeunes de s'amuser au récit de

situations embarrassantes : « *Tu te souviens de Boulanger qui avait oublié de fermer les chiottes alors qu'il se masturbait ? Il s'était fait gauler par un Belge qui avait ouvert la porte !* ». Cette privation féminine s'accompagne aussi de quelques mises en garde : en six mois, on peut aussi perdre sa compagne. L'Opex est une épreuve pour le couple : « *Tu verras, pour le moment t'es bien avec elle, mais c'est lorsque tu rentreras que tu verras si elle est fidèle. Six mois, c'est long... et ça, tu ne sais jamais à l'avance.* » Impossible de savoir si le couple résistera, l'incertitude demeure. Les récits de militaires rentrant et découvrant l'appartement vide, tout comme le compte en banque, ne manquent pas.

Ces histoires et récits fournissent un horizon d'attente sur l'expérience militaire pour les plus jeunes, qui écoutent.

Conclusion

Ces éléments, factuels, que les militaires évoquent et discutent entre eux ont une incidence sur la préparation par de nombreux rappels à l'ordre au caractère insignifiant, mais aux effets formateurs. Se préparer à la guerre ne se réduit pas au développement et à l'entretien des compétences professionnelles. Une Opex est une expérience plus totalisante que l'expérience professionnelle quotidienne. Elle crée un espace de réclusion dont le fonctionnement diffère des règlements habituels de l'institution. Il faut donc s'y préparer aussi, et pour cela, seule l'expérience de ceux qui se sont déjà rendus sur le théâtre permet de se faire une première idée de ce qui attend le militaire dans son quotidien.

Trop souvent mise de côté, la parole des militaires qui sont au plus près du terrain est riche d'enseignements. Être combattant se manifeste dans des dispositions corporelles et des manières de se comporter, un éthos (Bourdieu, 2000), qui ne s'apprend pas dans les livres, ainsi qu'un sens pratique (Bourdieu, 1980), une capacité à agir s'appuyant sur une théorie implicite, partiellement explicitée, s'inscrivant dans le corps des individus (le drill). Ces deux dimensions du combattant s'apprennent par une socialisation qui se déroule dans tous les replis du quotidien des militaires. Les MDR et sous-officiers, demeurent éloignés des modes d'expression écrite, de par leur trajectoire scolaire courte pour certains, mais aussi parce que l'appareil de l'armée les maintient à distance des arènes de réflexion généralement monopolisées par les officiers et officiers supérieurs. Ils ne peuvent faire passer leur expérience au travers des filtres d'extraction mis en place par l'institution via les Retex, qui sont adossés aux CRFM. La présence prolongée au sein d'une section de combat et les techniques d'observation de l'ethnographe permettent de mettre en avant ces processus de socialisation nécessaires pour comprendre la manière dont les troupes se préparent au combat. En dehors des enjeux de hiérarchie, parce qu'ayant conservé son statut de civil, l'ethnographe peut atteindre cette part des discours et des pratiques issue du quotidien et qui peut rester hors de portée des échelons supérieurs. Eux possèdent leurs propres modes de connaissance du combat : les procédures Retex institutionnalisées, la littérature historique et stratégique.

Le dispositif mis en place au DAO va d'ailleurs dans le sens d'une valorisation directe de l'expérience des troupes de combat, mais elle ne prend en compte que la part la plus technique de la préparation, le vide restant étant comblé par les soldats eux-mêmes au gré de leurs relations et de l'expérience des anciens. C'est donc tout un pan de la connaissance de la guerre par les militaires eux-mêmes qu'il reste à valoriser et à prendre avec sérieux, d'autant plus dans un contexte de réduction des moyens de préparation opérationnelle²⁰¹.

²⁰¹ Avec la diminution de l'enveloppe allouée aux journées de préparation opérationnelle et aux jours d'activité opérationnelle. En témoignent les préoccupations soulevées par Chef d'état-major de l'armée de terre durant son audition devant la commission de la défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale, en date du 19 octobre 2011. http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cdef/11-12/c1112008.asp#P2_68. Voir aussi le billet de Jean- Dominique Merchet sur son blog, http://www.marianne2.fr/blogsecretdefense/L-armee-de-terre-s-inquiete-de-l-entrainement-de-ses-troupes_a417.html

Bibliographie

- BEAUD, Stéphane et WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, coll. Grands Repères, 2003.
- BECKER, Howard et FAULKNER, Robert, « Studying Something You Are Part Of: The View From the Bandstand », *Ethnologie Française*, vol. 1, tome XXXVIII, 2008, pp. 15-21.
- BOURDIEU, Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Les éditions de minuit, coll. Le sens commun, 1980.
- BOURDIEU, Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Éditions du Seuil, 2000 [1972].
- BOURDIEU, Pierre, CHAMBOREDON, Jean-Claude et PASSERON, Jean-Claude, *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, Bordas, coll. Les Textes sociologiques, 1968.
- BRIAN, Éric, « Porté du lexique halbwach sien de la mémoire », HALBWACHS, Maurice, *La topographie légendaire des évangiles en Terre sainte*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 2008, pp. 113-146.
- BRIAN, Éric et JAISSON, Marie, *Le sexisme de la première heure. Hasard et sociologie*, Paris, Raison d'agir, coll. Cours et Travaux, 2007.
- BRIAN, Éric, *Comment tremble la main invisible. Incertitude et marché*, Paris, Springer-Verlag France, 2009.
- Général DESPORTES, Vincent, *La guerre probable : penser autrement*, Paris, Economica, 2007.
- GOFFMAN, Erving, *Asiles*, Paris, Les éditions de minuit, coll. Le sens commun, 1968.
- HALBWACHS, Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, PUF, 1994 [1925].
- HALBWACHS, Maurice, *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1997 [1950].
- HALBWACHS, Maurice, *La topographie légendaire des évangiles en Terre sainte*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 2008 [1941].
- JUNGER, Sebastian, *Guerre : Etre soldat en Afghanistan*, Paris, Editions de Fallois, 2011.
- VAN TRAN CAN, Christophe et MINGASSON, Nicolas, *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, Paris, Plon, 2011.

Mathias Thura est doctorant en sociologie à l'EHESS, rattaché au CMH/ETT (« Centre Maurice Halbwachs, équipe Enquête, Terrain, Théorie »), contractuel du CNRS et boursier du Ministère de la Défense (doctorant DGA). Ses travaux portent sur le traitement de l'incertitude tactique au sein d'une compagnie de combat de l'infanterie.

■ L'ADAPTATION DES FORCES TERRESTRES FRANÇAISES AU THÉÂTRE AFGHAN 2008-2011

Camille Sicourmat

Résumé

L'Afghanistan, reconnu comme le théâtre le plus exigeant à ce jour pour les forces françaises, permet aux forces de remobiliser des savoir-faire guerriers hérités de l'époque coloniale auprès de méthodes innovantes dans le cadre d'une coalition de grande échelle dominée par les Etats-Unis. Cet engagement de contre-insurrection « nouvelle génération » a amené les forces à s'adapter au cours du temps et plus particulièrement à partir de 2008 où l'implication française s'est affirmée au sein d'une coalition qui durcissait son engagement pour faire face à une insurrection adaptative et ingénieuse. En sus du processus dialectique classique amenant tout belligérant à s'adapter au mode d'action adverse, les forces françaises ont également été amenées à se positionner au sein d'une coalition qui distingue « acteurs » et « figurants ». Les nécessités du terrain, l'influence otanienne et américaine mais aussi, et indépendamment de l'engagement en Afghanistan, l'évolution normale de l'institution ont suscité le changement au sein de l'armée de terre au cours de cette période. Cet article propose un état des lieux de ces différents changements conduits au niveau doctrinal ou encore des matériels et des méthodes employées dans le cadre de ce processus d'adaptation qui fait émerger une « génération afghane » au sein de l'armée de terre.

Laboratoire d'une contre-insurrection « nouvelle génération », le théâtre afghan permet aux contingents engagés de remobiliser des savoir-faire guerriers hérités de l'époque coloniale auprès de méthodes innovantes dans le cadre d'une coalition de grande échelle dominée par les Etats-Unis. Pour les forces françaises, cet engagement relativement long et spécifique est à ce jour reconnu comme le théâtre le plus exigeant. Cela est particulièrement vrai depuis 2008 où l'implication française s'affirme au sein d'une coalition qui durcit son engagement pour faire face à une insurrection solide.

La responsabilité de la sécurité en Kapisa, une région orientale sous influence insurgée, est attribuée aux forces françaises en 2008. La mission française en Afghanistan est redéfinie autour de deux volets : le soutien des forces afghanes qui seront amenées à assumer seules les missions de sécurisation et la stabilisation de la Kapisa-Surobi afin de permettre la conduite d'opérations de développement, de reconstruction et de déploiement des services de l'État. Le caractère stratégique de l'Afghanistan pour la sécurité internationale est réaffirmé par le président Sarkozy qui décide l'envoi d'un renfort de 700 hommes. En 2009, année du retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan, le dispositif français continue à monter en puissance. L'essentiel des forces se concentre en Kapisa-Surobi sous l'autorité de la brigade Lafayette, elle-même placée sous le commandement américain du *Regional Command-East* (RC-E). L'effort de formation se poursuit, la mission de formation de l'armée afghane *Épidote* se développe rapidement, les Français conduisent 7 *Operational and Mentoring Liaison Teams* –OMLT– et 150 gendarmes sont envoyés pour encadrer 5 POMLT (dispositif de mentorat dédié à la police). À l'heure actuelle, malgré le départ de 200 hommes en octobre 2011 et le retrait prévu de 600 autres avant fin 2012, les forces françaises en Afghanistan comptent environ 4 000 hommes dont 90% environ²⁰² proviennent de l'armée de terre.

²⁰² Entretien avec le colonel Nicolas Richoux, directeur de la division recherche et retour d'expérience (Drex) au Centre de doctrine d'emploi des forces, 21 juillet 2011.

Confrontées à une insurrection adaptative et ingénieuse et engagées dans une coalition multinationale dominée par les Etats-Unis, les forces terrestres françaises ont évolué au cours de ces trois dernières années. En sus du processus dialectique classique amenant tout belligérant à s'adapter encore et toujours au mode d'action adverse, les forces françaises ont également été amenées à se positionner au sein d'une coalition qui distingue « acteurs » et « figurants ». Les nécessités du terrain, l'influence otanienne et américaine mais aussi, et indépendamment de l'engagement en Afghanistan, l'évolution normale de l'institution ont suscité le changement au sein de l'armée de terre au cours de cette période. Si nous ne disposons pas encore du recul nécessaire pour évaluer la profondeur de cette évolution, il est toutefois possible de retracer ce processus, d'en distinguer les modalités –de la réflexion au changement effectif- et les différents résultats qui caractériseront peut être l'armée de terre française post-Afghanistan.

Une réflexion transverse irrigue le changement

L'engagement spécifique en Afghanistan suscite une réflexion sur la démarche à employer et l'adaptation nécessaire des forces terrestres. Cette réflexion sur l'adaptation des forces au théâtre est principalement irriguée par quatre canaux. Au sein des unités engagées ou en préparation avant projection dans un premier temps, les hommes échangent sur l'engagement et bénéficient des conseils de leurs camarades déjà partis sur le théâtre²⁰³. Cette préparation et cette réflexion sont largement informelles. Au niveau institutionnel ensuite, une « boucle courte » permet à une direction, un service ou encore un commandement, de prendre dans son domaine de responsabilité les mesures correctrices nécessaires à partir du moment où l'entité est la seule concernée. Ce canal est complété par une « boucle longue » qu'est le processus Retex (Retour d'expérience) piloté par l'Etat-major de l'armée de terre (Emat). Cette démarche doit permettre de procéder aux ajustements estimés nécessaires, d'éclairer les décisions et d'alimenter la réflexion prospective dans les principaux domaines suivants : doctrine d'emploi des forces terrestres, formation et préparation à l'engagement opérationnel, mais aussi matériels et équipements²⁰⁴. Enfin, une réflexion nourrie autant par des opérationnels que des acteurs de cette procédure Retex ou la communauté de réflexion sur les questions de défense irriguent ces différents canaux.

Le Retex est une préoccupation assez récente qui s'est consolidé au cours des années 2000. Le Centre de doctrine et d'emploi des forces (CDEF) qui a la charge de la coordination du processus, l'a particulièrement renforcé depuis 2006-2007. Les enseignements tirés de l'analyse de compte-rendu de fin de mission et de sources alternatives (entretien avec des autorités par exemple) sont de mieux en mieux valorisés et suivis au cours de comités réunis régulièrement afin de garantir leur traduction pratique, que ce soit en ajustement ou encore en création de doctrine. La Division retour d'expérience (DREX) du CDEF identifie chaque année environ 500 enseignements et bonnes pratiques et suit la mise en œuvre des mesures correctrices nécessaires²⁰⁵.

Le conflit en Afghanistan et la réémergence des idées de contre-insurrection ont entraîné la production de nombreuses publications à l'intérieur et à l'extérieur de l'institution. Le patrimoine contre-insurrectionnel français – c'est-à-dire la pensée des officiers écrivains des conquêtes coloniales et des guerres de décolonisation qui, sans utiliser le terme de « contre-insurrection », ont réfléchi à l'action militaire dans le milieu social- est notamment redécouverte voire découverte.²⁰⁶ La situation sur le terrain comme les enjeux de l'engagement sont débattus dans divers articles, ouvrages et publications de blogs spécialisés qui se multiplient à cette époque. Cette dynamique profite de quelques initiatives prises au sein du ministère de la défense en faveur de la réflexion : multiplication des

²⁰³ Voir dans cette publication THURA, Mathias, « Se préparer à la guerre : *Retex informel* et circulation de l'expérience au sein d'une section de combat de l'infanterie ».

²⁰⁴ Note de service du général Eirik Irastorza, chef d'état-major de l'armée de terre, 00784/DEF/EMAT/B.EMP/ES/10, 8 juin 2009, p.4.

²⁰⁵ Colonel RICHOUX, Nicolas, « Le retour d'expérience dans l'armée de terre », *Héraclès*, n°44, juillet/août 2011, p.3.

²⁰⁶ Voir notamment TAILLAT, Stéphane, « National Traditions and International Context : French Adaptation to Counterinsurgency in the 21st Century », *Security Challenges*, Vol. 6, No.1, automne 2010, pp.85-96.

cahiers de la recherche doctrinale au CDEF, migration du forum de réflexion tactique *taktikanet.org* de l'intranet défense à internet, création d'un département d'études sur les nouveaux conflits à l'Irsem ou encore multiplication des témoignages publics de chefs rentrés d'Afghanistan (dans différentes enceintes au sein du ministère comme à l'extérieur ou par le biais de publications). Ainsi, une petite communauté de réflexion sur la contre-insurrection se crée de manière informelle au sein du ministère de la défense.²⁰⁷

Innovation et adaptation sur le théâtre afghan

Sur le théâtre afghan, les forces terrestres doivent s'adapter sur plusieurs fronts. Les exigences du combat contre les insurgés locaux, les innovations technologiques issues de processus industriels engagés en amont du conflit ou encore les formats et procédures imposés par la coalition amènent sur le terrain de nouveaux équipements, méthodes et structures.

De nouveaux équipements

Au cours de ces dernières années, l'armée de terre a mené une régénération d'ensemble de son outil de combat. Cette dynamique inscrite dans le temps long s'est superposée à l'acquisition de nouveaux matériels dans le temps court pour faire face aux besoins urgents du théâtre.

Des matériels anciens ont ainsi été adaptés ou employés différemment pour faire face aux nécessités de court-terme. L'exigence de protection des personnels a par exemple amené à ajouter un tourelleau téléopéré sur une partie des Véhicules de l'avant blindé (*Vab*) en 2009 afin de commander la mitrailleuse depuis l'intérieur du véhicule. Le blindé est à l'heure actuelle l'objet d'une nouvelle démarche de valorisation puisque quelques dizaines de *Vab Top* doivent être équipés du système *PILLARw* (détection et de localisation de tirs d'armes légères, de mortiers et de lance-roquettes RPG) d'ici la fin de l'année 2011.²⁰⁸ Par ailleurs, 200 *Vab* ont d'ores et déjà été adaptés aux Système de Fantassins à équipements et liaisons intégrés (*Félin*). Autre exemple de cette évolution dans l'usage des matériels, le missile d'infanterie léger antichar (*Milan*) et l'*Eryx*, conçus à l'origine pour la lutte contre les véhicules blindés, ont été employés en Afghanistan contre les murs des *compounds* –les enclaves d'habitation locales- dont les murs sont particulièrement épais.²⁰⁹

Par ailleurs, les matériels récents et les plus performants sont naturellement attribués au théâtre prioritaire qu'est l'Afghanistan. Fruits de processus industriels de plusieurs années, ces matériels ne coïncident pas nécessairement avec les besoins du terrain afghan. Néanmoins, l'engagement afghan est l'occasion de les expérimenter, de se les approprier et de les valoriser. De nouveaux matériels sont ainsi introduits en Afghanistan depuis 2008. Certains d'entre eux renouvellent leurs prédécesseurs en renforçant leurs performances et leur protection (le Véhicule blindé de combat d'infanterie –*VBCI*- remplace l'*AMX 10 P* et le système *Félin* fait évoluer l'équipement du fantassin débarqué par exemple), d'autres apportent de nouvelles capacités sur le terrain et encouragent l'innovation. Ainsi, les hélicoptères Tigre renforcent les capacités françaises d'appui rapproché et d'attaque (de drones notamment) ; des missiles Javelin de type « tire et oublie » complètent l'usage du *Milan* ; les canons de 155 mm des Camions équipés d'un système d'artillerie (*Caesar*) renforcent les capacités de feu des forces qui ne disposaient jusque là que de canons de 120 mm ou encore les drones Moyenne altitude longue endurance (*Male Harfang*) permettent des missions de reconnaissance et de surveillance. L'engagement en Afghanistan permet aussi de tester de potentiels nouveaux

²⁰⁷ Voir notamment De COURREGES, Hervé, GERMAIN, Emmanuel et LE NEN, Nicolas, *Principes de contre-insurrection, Economica*, 2010, comme exemple de cette réflexion collective.

²⁰⁸ « Les *Vab Top* vont être améliorés », *Opex360.com*, 9 mars 2011. <http://www.opex360.com/2011/03/09/les-vab-top-vont-etre-ameliores/> (consulté le 3 septembre 2011).

²⁰⁹ Entretien avec le colonel Michel Goya, directeur du département d'études « Nouveaux conflits » à l'Irsem, 26 août 2011.

matériels. Dans le cadre du programme Scorpion lancé en 2010 et destiné à assurer la modernisation des groupements tactiques interarmes, le micro-drone *Spy Arrow* de Thalès a par exemple été évalué à l'été 2011.²¹⁰

Enfin, la procédure d'achat en urgence opérationnelle mise en place en 2004 afin de faciliter l'acquisition d'équipements adaptés à l'engagement, permet « l'achat sur étagères » de matériels qui font défaut sur le théâtre. 116 opérations d'adaptation réactive ont été lancées depuis 2008 pour un montant total de l'ordre de 330 millions d'euros²¹¹. Elles ont notamment permis l'acquisition de matériels nécessaires en matière de protection (toureilleaux téléopérés, gilets pare-balles de nouvelle génération), de lutte contre les Engins explosifs improvisés (véhicules de déminage *Buffalo*, Leurres massiques mécaniques infrarouges –*Lemir*–, Véhicules de détection métallique issu du Système d'ouverture d'itinéraire miné nouvelle version –*Souvim 2*–), ou encore d'observation (systèmes individuels de vision nocturne).

Des méthodes innovantes

L'engagement spécifique en Afghanistan introduit de nouvelles méthodes au sein des forces. Au niveau de l'état-major tout d'abord, l'engagement dans un cadre multinational exige une coordination avec les alliés et une maîtrise des procédures Otan, voire Onu, ainsi que de l'anglais opérationnel. Engagées dans le cadre d'un commandement régional américain, dépendantes de l'appui aérien et du soutien américains, les forces françaises sont amenées à maîtriser les procédures américaines et doivent acquérir notamment les savoir-faire spécifiques à la planification américaine. Par ailleurs, le rythme opérationnel qui est sans doute plus soutenu en Afghanistan que sur des théâtres d'engagements récents amène l'officier d'état major à dépasser la démarche « *analyse-synthèse- prise de décision* ».

²¹²

Les Engins explosifs improvisés (EEI ou IED selon l'acronyme anglais) sont la principale cause des pertes alliées sur le théâtre afghan. Cette menace a amené les forces à développer de nouvelles compétences depuis 2005 et plus particulièrement ces dernières années où des moyens nouveaux ont été envoyés sur le terrain. Le traitement des EEI se décline en trois phases dont la première est celle de la fouille opérationnelle, concept britannique repris par l'Otan (*Military Search*). Il s'agit de priver l'ennemi de ses ressources, informations, armes et équipements en amont de l'explosion potentielle en combinant une exploitation optimale du renseignement, un ciblage des objectifs et des procédures de fouille méthodiques.²¹³ Sur le terrain, des moyens de détection sont également mobilisés. Au côté d'équipes cynotechniques spécialisées, les Détachements d'ouverture d'itinéraire (DOI) disposent pour cela des moyens *Buffalos*, *Lemir* et *Souvim-2* acquis en urgence. Les forces disposent aussi d'entités dédiées à l'investigation des scènes d'explosion : les *Weapon Intelligence Teams* (Wit) en complément des équipes Armement et technologies (Artec) et les Eléments d'observation et de déminage (EOD). Ces acteurs développent en Afghanistan des méthodes et des savoir-faire susceptibles d'être mobilisés largement à l'avenir tant ce mode d'action est efficace pour l'adversaire irrégulier.

Certains *Battle Groups* ont par ailleurs développé des méthodes particulières au cours de leur mandat. Le 2^e Régiment d'infanterie de marine (Rima) envoie quelques sections « nomadiser » sur des zones où elles patrouillent pendant plusieurs jours sans rentrer à la base. Leur choix de se déplacer quasiment en continu leur assure une certaine visibilité sur le terrain tout en garantissant leur furtivité.²¹⁴ Le 21^e Rima développe quant à lui le concept de contre-

²¹⁰ TANGUY, Jean-Marc, « Des *Spy Arrow* testés en Afghanistan », *Le Mammouth.blogspot.com*, 18 août 2011.

<http://lemamouth.blogspot.com/2011/08/des-spy-arrow-testes-en-afghanistan.html> (consulté le 25 août 2011).

²¹¹ Commission de la défense nationale et des forces armées, « Compte-rendu de l'audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2012 », 19 octobre 2011.

²¹² LCL ENTRAYGUES, Olivier, *Afghanistan 2010*, Condé sur Noireau, La plume avant l'épée, p.19.

²¹³ LCL GIRAUD, Arnaud, « La doctrine de lutte contre les EEI : Un corpus doctrinal en perpétuelle évolution », *Doctrine*, n°17, juillet 2009, p.19.
http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/doctrine/doctrine17/version_fr/doctrine/art03.pdf (consulté le 20 octobre 2011).

²¹⁴ Entretien avec le colonel Michel Goya, *op.cit.*

réaction qui consiste à anticiper l'accrochage que l'ennemi initie quasi-systématiquement en réaction aux sorties de la force pour organiser une contre-réaction autour de moyens d'observation et d'appuis conséquents prépositionnés.²¹⁵

Des structures inédites

De nouvelles structures sont apparues au sein de la force française ces dernières années en Afghanistan. Un détachement des opérations d'influence a par exemple été créé au sein de la *Task Force La Fayette –TFLF-*. Cette structure inédite en France au niveau tactique dispose pour influencer la population d'un levier en matière de développement (des moyens de *Civil-Military Cooperation –Cimic-* et des capacités américaines dont la *Provincial reconstruction team –PRT-* dans la zone) et d'une capacité d'opérations psychologiques *–Psyops-*.²¹⁶

La fonction renseignement a également été renforcée ces dernières années grâce au déploiement de drones nécessaires à la compréhension de la situation et à la mise en place d'une *Fusion Cell* franco-américaine. Cette cellule organisée autour de trois pôles (« Corruption et activités criminelles », « Population et développement » et « Forces anti-afghanes ») a vocation à fédérer le renseignement disponible pour produire une vision globale des dynamiques humaines dans la zone de responsabilité qui aidera la conduite d'actions de ciblage contre les réseaux insurgés et l'évaluation de leurs effets sur la population.²¹⁷ De même, les Unités de renseignement de brigade (URB) inspiré de l'Istar (*Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance*) américain sont créées en 2008 pour associer des capacités en renseignement d'origines diverses (humaine, image, radar et électro-magnétique).

Dans le cadre de l'approche globale, des structures inédites en matière de promotion du développement et de la gouvernance ont été créées et les forces françaises ont été amenées à collaborer étroitement avec elles. Un Pôle stabilité Kapisa composé d'une dizaine d'experts et conçu comme l'alter ego civil de la TFLF, s'est installé à Nijrab dès août 2010. Les forces françaises ont également dû travailler avec la PRT américaine dont le champ d'action géographique se trouve sous autorité française. Au cours de leur mandat certains *Battle Groups* ont innové en matière de structures. La *Task Force Tiger* dirigée par le colonel Le Nen en Kapisa au cours du premier semestre 2009 met en place une structure ad hoc *Human Environment and Action Team (Heat)* composée de personnels *Cimic*, du renseignement et des *Psyops* destinée à capter les perceptions de l'action militaire par la population.²¹⁸

L'expérience afghane et la préparation à la guerre pour les forces terrestres

L'expérience de contre-insurrection et d'immersion en milieu Otan et américain que constitue l'engagement en Afghanistan a largement influencé la doctrine et la préparation opérationnelle ces dernières années. Des enseignements sont ainsi régulièrement synthétisés sous forme de doctrine, à la fois témoignage des dernières bonnes pratiques mises en œuvre sur le terrain, guide pour l'action à venir et donc inspirateur de la préparation.

Évolutions de court et de moyens termes de la doctrine

Au niveau tactique, l'expérience afghane semble avoir confirmé la pertinence des fondamentaux du combat tels qu'ils sont enseignés en école de formation selon le CDEF.²¹⁹ Le retex a toutefois permis de compléter le corpus par certains mémentos pratiques depuis 2010 (sur le fonctionnement de la TFLF, le Bataillon d'hélicoptères –Bathélico-, le GTIA Kapisa et Surobi, le Bataillon Logistique –Batlog).

²¹⁵ LCL PIERRE, Hervé, « Contre-réaction en Kapisa, manœuvre tactique, gain stratégique », article non publié.

²¹⁶ LCL ENTRAYGUES, Olivier, *op.cit.*, pp.64-65.

²¹⁷ *Ibidem*, pp. 65-67.

²¹⁸ BARAT-GINIES, Oriane, *L'engagement militaire français en Afghanistan 2001-2011*, L'Harmattan, Paris, 2011, p.120.

²¹⁹ Entretien avec le colonel Richoux, *op.cit.*

Une doctrine de contre-rébellion est également rédigée en 2009 par le CDEF pour « *combler l'absence de procédés tactiques adaptés entre les modes coercitifs classiques et le contrôle de zone en sécurisation* »²²⁰. 2 procédés tactiques (le quadrillage et la pression dissuasive) et 6 actions spécifiques à ce type de combat (agir sur le milieu, boucler, ratisser, harceler, intercepter, s'engager en localité) sont retenus par la doctrine.

Par ailleurs, les idées de contre-insurrection et d'approche globale développées par la coalition en Afghanistan ont été intégrées par le Centre interarmées de concept de doctrine et d'expérimentation (CICDE) dans le corpus français en 2010. L'influence afghane et notamment l'impératif de protection des troupes déployées se fait sentir également sur d'autres textes publiés ces dernières années ou en cours d'élaboration par le centre : concept interarmées de lutte contre un adversaire irrégulier (2008), doctrine interarmées de Traitement du danger munitions et explosifs (2010), doctrine interarmées de fouille opérationnelle (2011), ou encore concept d'assistance militaire opérationnelle à une force armée étrangère (2011).

La préparation au conflit afghan dans le cadre de la préparation à la guerre

Depuis la réforme de 1996, la préparation opérationnelle de l'armée de terre s'applique à adapter les forces à la complexité des missions post-guerre froide. L'accent est mis sur la polyvalence des hommes, « l'injection de capacité d'agir aux plus bas niveaux » ou encore sur la « réversibilité » (la capacité de passer de missions « douces » à du cinétique rapidement)²²¹. La directive de la préparation à l'engagement opérationnel 2010-2013 conserve la ligne directrice déjà établie : la préparation doit entretenir des fondamentaux du métier de soldat et conférer une maîtrise de savoir-faire spécifiques à un théâtre. Parallèlement à l'engagement en Afghanistan, la préparation opérationnelle évolue.

L'armée de terre a révisé début 2011 son cycle de préparation opérationnelle pour permettre une meilleure respiration personnelle et professionnelle dans certains domaines de spécialité sur-sollicités par les opérations en cours. Le principe de préparation opérationnelle différenciée qui fonctionne sur 5 temps répartis sur 24 mois, accompagne les unités dont l'engagement est programmé tout en laissant une part à l'engagement d'urgence et à la préparation des engagements futurs. Une mise en cohérence du dispositif d'entraînement et de formation initiée il y a une dizaine d'année a connu une accélération sur la période qui nous intéresse. En 2008, Le commandement des préparations des forces (CCPF) placé sous la responsabilité du CFT dispose de nouvelles structures – le Centre d'entraînements de l'infanterie au tir opérationnel (CEITO), le Centre d'entraînement commando (CEC) et le centre national d'aguerrissement en montagne (CNAM)- pour compléter la préparation opérationnelle déjà existante. De nouvelles structures ont depuis été créées dans le cadre du CCPF : le Détachement d'assistance opérationnelle (DAO), la Commission nationale de contrôle interarmes et le Groupement d'aguerrissement en montagne.

L'Afghanistan fait l'objet d'une préparation opérationnelle étoffée au sein des forces terrestres qui subissent la quasi-totalité des pertes françaises dans le cadre de cet engagement. La charge de matériels parfois de plusieurs dizaines de kilos, le terrain montagneux, la rigueur du climat, les combats directs ou encore la complexité de missions menées au sein des populations exigent « durcissement, aguerrissement et rusticité » selon le général Lecerf, commandant du CFT. Le DAO de Canjuers destiné à reproduire les conditions opérationnelles d'une *Forward Operational Base* (Fob) en Afghanistan est spécifiquement destiné à l'entraînement en Afghanistan. Au Centre d'entraînement des postes de commandement (CEPC), une section *Yâghestan*, spécialiste du terrain afghan, est créée en 2009 pour élaborer la préparation opérationnelle de niveau état-major de brigade. Celle-ci a profondément évolué depuis l'arrivée en 2008 en Kapisa au sein du commandement régional américain. La problématique des IED et des itinéraires minés s'est imposée comme une priorité de l'effort d'adaptation des armées occidentales ces dernières années. L'apprentissage français en la matière prend un tournant particulier en 2008 avec la création d'un dispositif de formation dédié à la

²²⁰ Col. COSTE, Philippe, « La phase de stabilisation et la contre-rébellion », *Doctrine*, n°17, juillet 2009, p.14.

²²¹ Entretien avec le général (2S) Jean-Claude Thomann, chargé de mission auprès du général Chef d'État-Major de l'Armée de Terre pour la restructuration de la composante opérationnelle de l'armée de terre de 1996 à 1998 et ancien commandant du Commandement des forces terrestres de 2002 à 2005, 14 octobre 2011.

fouille opérationnelle et au déminage au sein du génie, bientôt renforcé en 2010 d'un Centre contre-IED conforme aux principes de formation de l'Otan.

Conclusion

L'orientation future de l'emploi des forces armées actuellement engagées en Afghanistan dépendra très certainement du résultat des combats en cours sur ce théâtre. Toutefois, les savoir-faire mis en œuvre dans le cadre de ce laboratoire de l'art opérationnel moderne qu'est l'Afghanistan, laisseront très certainement leur empreinte dans les institutions à moyen terme. Pour nombre d'observateurs, l'expérience afghane a participé à l'aguerrissement et à la professionnalisation de l'armée de terre qui prend part sur ce théâtre à une opération de contre-insurrection exigeante en contexte otanien. Les fondamentaux du combat de contact notamment en zone où la topographie est difficile, le renseignement, ou encore la coordination interarmes et interarmées sont autant de paramètres et fonctions développés en Afghanistan. Avec l'intensification de notre engagement en 2008, l'adaptation aux spécificités du théâtre s'est accélérée et a contribué à la montée en puissance de la préparation spécifique à l'Afghanistan.²²² Si celle-ci semble aujourd'hui particulièrement appropriée, elle présente toutefois l'inconvénient de participer à la sur-spécialisation des forces terrestres à un engagement très particulier aux dépens d'une certaine polyvalence de l'institution. Longue de 6 mois et consommatrice de ressources, la préparation pénalise dans les régiments ceux qui ne partent pas sur le théâtre. De même, la création de fonctions spécifiques, notamment en matière de lutte contre les EEI, peut se traduire par des problèmes de formation et surtout de maintien en condition des matériels regroupés dans des micro-parcs dont on ne sait s'ils seront utiles à l'avenir. Cette sur-spécification peut amener les forces à être inadaptées aux missions à venir alors que la surprise stratégique reste au cœur des préoccupations de l'état-major qui considère comme essentielle le maintien des savoir-faire de combat afin que l'armée de terre aux effectifs resserrés par la réforme puisse faire face à tous les scénarii prévus.²²³ Pour autant, l'Afghanistan est également un théâtre propice à l'apprentissage des forces. Le retrait des troupes françaises occasionnera de fait, une diminution des jours d'activité opérationnelle sur les théâtres et donc une perte de savoir-faire que l'institution devra compenser par davantage de journées de préparation opérationnelle conduites en métropole ce que le budget disponible rend difficile.²²⁴

Camille Sicourmat est chargée d'études à l'IRSEM au sein du département Etudes des nouveaux conflits où elle travaille sur les questions de contre-insurrection et de gestion civilo-militaire des crises en Afghanistan. Doctorante à l'université d'Auvergne, elle prépare une thèse de science politique sur le processus d'apprentissage des forces françaises au cours du conflit en Afghanistan.

²²² Rappelons toutefois que des premières adaptations avaient été mises en œuvre sur ce théâtre avant 2008 comme le remplacement des Véhicules légers de reconnaissance et d'appui (VLRA) par des VAB au Batfra par exemple ou le développement du concept de *soft targeting*. Entretien avec le colonel Michel Goya, *op.cit.*

²²³ Commission de la défense nationale et des forces armées, *op.cit.*

²²⁴ *Idem.*

■ L'APPRENTISSAGE DES FORCES ARMÉES BRITANNIQUES LORS DE LA CAMPAGNE DU HELMAND (2006-2011)

Olivier Schmitt

Résumé

L'armée britannique de 2006, déployée dans la région du Helmand, a failli connaître un triste sort face aux Talibans. Néanmoins, les qualités militaires de la troupe, une puissance de feu bien supérieure et une motivation sans faille ont conduit une armée qui était au bord de la défaite en 2006 à sécuriser les principales zones habitées du Helmand et à largement déloger les Talibans du centre et du sud de la région en 2011. Pour ce faire, l'armée britannique a été contrainte, à partir de 2007, à un processus d'adaptation qui s'est révélé fructueux. L'introduction de nouveaux concepts d'opération, de nouveaux matériels et la mise en œuvre d'une approche « populo-centrée » témoignent de la capacité d'apprentissage du contingent. L'entraînement et la doctrine ont mis davantage de temps à suivre les évolutions tactiques, mais se sont maintenant ajustés. Néanmoins, l'adaptation du niveau stratégique n'a pas suivi et le Royaume-Uni a pour l'instant été incapable de produire une stratégie pour sa campagne et son engagement en Afghanistan qui aille au-delà de la simple solidarité avec l'Alliance.

Au cours de la seconde guerre anglo-afghane, l'armée britannique subit une lourde défaite à la bataille de Maiwand (1880), perdant 969 des 2 476 militaires engagés²²⁵. L'armée britannique de 2006, déployée dans la même région du Helmand, a failli connaître un sort similaire. Néanmoins, les qualités militaires de la troupe, une puissance de feu bien supérieure et une motivation sans faille ont conduit une armée qui était au bord de la défaite en 2006 à sécuriser les principales zones habitées du Helmand et à largement déloger les Talibans du centre et du sud de la région en 2011. Si la situation sécuritaire n'est pas idéale, elle est néanmoins bien meilleure que lors de l'arrivée de l'armée britannique. Pour atteindre ce résultat, cette armée a été contrainte, à partir de 2007, à un processus d'adaptation qui s'est révélé fructueux.

La littérature académique sur l'évolution des forces armées distingue l'innovation de l'adaptation. L'innovation s'intéresse aux changements structurels apportés au format des forces armées. L'ouvrage fondateur de Rosen, *Winning the Next War*, définit l'innovation en termes de nouvelles manières de combattre ou d'introduction de nouvelles capacités cruciales²²⁶. La plupart des études sur l'innovation adoptent un modèle explicatif « top-down », et le débat principal dans la littérature se concentre sur l'origine civile ou militaire d'un changement présenté comme venant du sommet de la hiérarchie²²⁷.

À la différence de l'innovation, l'adaptation se concentre sur une guerre en cours, durant laquelle la troupe abandonne des pratiques jugées inappropriées car inefficaces et en développe de nouvelles pour faire face aux défis du théâtre. L'adaptation est donc comprise ici comme un changement dans les tactiques, techniques ou technologies

²²⁵ JOHNSON, Rob, *The Afghan Way of War*, Londres, Hurst, 2011, pp. 129-138.

²²⁶ ROSEN, Stephen P., *Winning the Next War: Innovation and the Modern Military*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1991.

²²⁷ POSEN, Barry R., *The Sources of Military Doctrine: France, Britain, and Germany Between the World Wars*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1984; AVANT, Deborah D., *Political Institutions and Military Change: Lessons from Peripheral Wars*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1994; KIER, Elizabeth, *Imagining War: French and British Military Doctrine Between the Wars*, Princeton, Princeton University Press, 1997; TRUBOWITZ, Peter; GOLDMAN, Emily O. et RHODES, Edward (dir.), *The Politics of Strategic Adjustment: Ideas, Institutions, and Interests*, New York, Columbia University Press, 1999.

pour améliorer la performance opérationnelle des armées²²⁸. L'innovation en revanche, est un processus d'institutionnalisation (dans la doctrine, la structure des forces, etc.) d'un changement majeur. La combinaison de l'adaptation et de l'innovation constitue le processus d'apprentissage : les changements induits par l'expérience du théâtre sont incorporés dans la technostructure des armées (par exemple à travers les retours d'expérience, Retex²²⁹).

Il s'agit donc d'étudier comment l'armée britannique, confrontée à un adversaire initialement sous-estimé, s'est adaptée sur le terrain et a institutionnalisé, ou non, ces changements ; comment une armée reconnue, peut-être à tort²³⁰, pour ses capacités en contre-insurrection fut au bord de la défaite avant de se ressaisir. Le travail d'enquête détaillé, comprenant entretiens et lecture des *after-action reports*, s'étend jusqu'à octobre 2010, au retour de la 4^e brigade.

Le choix du Helmand

Lors de l'extension de la Fias (Force internationale d'assistance à la sécurité) à l'ensemble de l'Afghanistan, le Royaume-Uni a accepté de prendre la responsabilité du Helmand, une région du sud du pays. Cet engagement était alors justifié officiellement par le discours selon lequel la présence du gouvernement de Kaboul dans le Helmand permettrait de lutter contre le terrorisme international en empêchant les Talibans d'héberger de nouveau *Al-Qaïda* sur leur territoire²³¹. L'argument est pour le moins discutable, puisqu'il est possible que la présence britannique ait, au contraire, encouragé la radicalisation islamiste au Royaume-Uni et au Pakistan (notamment à travers les liens d'immigration entre les deux pays)²³². De plus, il a été avancé que les Talibans auraient compris leur leçon et, qu'en cas de retour au pouvoir, ils refuseraient de servir de nouveau d'abri au terrorisme²³³. Il ne s'agit pas ici de discuter la validité de ces arguments, mais de montrer que les raisons officielles avancées par le gouvernement britannique ne sont pas si évidentes.

En réalité, le Royaume-Uni avait d'autres raisons de s'investir dans le Helmand. Tout d'abord, la crédibilité de l'Otan était en jeu. Après les divergences transatlantiques de 2003, l'Alliance était censée se « *stabiliser en stabilisant l'Afghanistan* »²³⁴. Il semble que le haut commandement britannique ait pris très au sérieux cette mission et ait considéré que l'échec n'était pas une option : il était important que le Royaume-Uni participe à l'effort de reconstruction de l'Afghanistan²³⁵. La politique d'alliance a donc joué un rôle important dans le choix du Royaume-Uni.

De plus, le Helmand donnait aux Britanniques la possibilité de rehausser leur crédit et leur réputation militaire auprès de leur allié américain après une campagne irakienne désastreuse. Les forces armées britanniques devaient sécuriser

²²⁸ Les historiens ont produit de nombreuses études détaillant l'adaptation en situation de combat. Par exemple: GRIFFITH, Paddy, *Battle Tactics on the Western Front: The British Army's Art of Attack, 1916-18*, New Haven, Yale University Press, 1994; DOUBLER, Michael D., *Closing with the Enemy: How GIs Fought the War in Europe, 1944-1945*, Lawrence, University Press of Kansas, 1994. En langue française: GOYA, Michel, *La Chair et l'acier : l'Invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Paris, Tallandier, 2004. L'intérêt des politistes est plus récent: FARRELL, Theo, « Improving in War: Military Adaptation and the British in Helmand Province, Afghanistan, 2006-2009 », *The Journal of Strategic Studies*, 33/4, 2010, pp. 567-594.

²²⁹ BRUSTLEIN, Corentin, « Apprendre ou disparaître : le retour d'expérience dans les armées occidentales », *Focus Stratégique*, n°33, Octobre 2011.

²³⁰ MUMFORD, Andrew, *Puncturing the Counterinsurgency Myth: Britain and Irregular Warfare in the Past, Present, and Future*, Strategic Studies Institute, United States Army War College, 22 septembre 2011.

²³¹ CLARKE, Michael (sous la dir.), *The Afghan Papers: Committing Britain to War in Helmand, 2005-06*, Londres, Routledge, 2011.

²³² LIEVEN, Anatol, *Pakistan: a Hard Country*, Londres, Allen Lane, 2011.

²³³ C'est ce qu'avance FERGUSON, James, *Taliban*, Londres, Bantam Press, 2010.

²³⁴ BIRD, Tim; MARSHALL, Alex, *Afghanistan: How the West Lost its Way*, New Haven, Yale University Press, 2011, pp. 116-117.

²³⁵ Voir le témoignage du Général Sir Robert Fry, Deputy Chief of the Defence Staff (Commitments), devant le House of Commons Defence Committee, *Operations in Afghanistan*, para. 20.

Bassorah, la deuxième ville du pays. Toutefois, il est apparu aux Américains qu'en 2007, « *the Brits had lost Basra* »²³⁶ : des troupes de l'armée régulière irakienne, appuyées par de nombreux éléments américains, ont ainsi dû reconquérir la ville occupée par les milices opposées au gouvernement.

Comme on le voit, le choix du Helmand ne correspond pas à une décision stratégique pour le Royaume-Uni, mais à une décision politique consistant à montrer sa solidarité à l'alliance et au partenaire américain.

La campagne pour le Helmand

Le Helmand peut être considéré comme l'une des régions les plus difficiles à stabiliser d'Afghanistan en raison de son sous-développement, de l'importance de la narco-économie et du support local pour les Talibans. Les forces britanniques ont adopté au début de la campagne, une approche cinétique, cherchant le contact et la destruction de l'ennemi, ce qui a tout juste permis de contenir les insurgés. À partir de la fin 2007, l'armée britannique s'est graduellement concentrée sur la sécurisation de la population, le développement de la gouvernance locale et le travail en coopération avec les autorités politiques et les forces de sécurité afghanes. L'armée et les *Royal Marines* se sont donc adaptés.

Combattre les Talibans

Le déploiement initial a été conduit par une brigade d'élite, la *16 Air Assault Brigade*, d'avril à octobre 2006. Le gouvernement britannique décida de maintenir sa participation au niveau de 3 150 militaires déployés, à la fois pour des raisons financières et en raison de la sous-estimation de la menace posée par les Talibans. La tâche principale de la 16^e brigade était d'assurer la sécurité et de soutenir le développement autour de la capitale provinciale, Lashkar Gah, et du centre économique que constituait Gereskh²³⁷. L'absence de troupes de la Fias en nombre significatif dans le Helmand avant le déploiement britannique signifiait que les Talibans menaient peu d'actions militaires, ce qui conduisit les planificateurs à sous-estimer les dangers pesant sur les troupes britanniques. Lorsque les premiers éléments se retrouvèrent face à une forte résistance des Talibans, il fut décidé d'accélérer le déploiement et d'envoyer 1 500 soldats supplémentaires. Néanmoins, la *Task Force* eut besoin de trois mois pour se déployer en totalité, ce qui l'empêcha d'exploiter tactiquement les résultats des batailles initiales et de poursuivre l'ennemi²³⁸.

Les Britanniques avaient fait du limogeage du gouverneur du Helmand, Sher Mohammed Akhunzada, une condition de leur déploiement. Néanmoins, son successeur (Daud), disposait de peu de soutiens locaux. Il donna ainsi rapidement son accord à l'envoi de troupes britanniques au Nord de la province pour protéger les villes de Now Zad, Sangin et Musah Qualeh des Talibans. Il ne comprit pas que seule une petite partie du contingent britannique (600 soldats) était constituée d'infanterie déployable. De leur côté, les Britanniques virent la nécessité politique pour Daoud d'asseoir son autorité et décidèrent d'envoyer de petites garnisons dans les villes du nord de la province. Ces unités se retrouvèrent très rapidement sous une pression constante des Talibans, et la 16^e brigade dut abandonner Now Zad et Musah Qaleh, devenues impossibles à ravitailler²³⁹. La 16^e brigade reconnut que son concept d'opérations contribua indubitablement à l'attrition des forces talibanes, mais que l'accent mis sur les combats empêcha le développement du Helmand²⁴⁰.

²³⁶ CLARKE, Michael (sous la dir.), *The Afghan Papers*, *op. cit.*

²³⁷ FARRELL, Theo, "Improving in War", *art. cit.* Cette section s'inspire largement de cet article, avec l'accord de l'auteur, et bénéficie des discussions, sources et contacts qu'il nous a fournis.

²³⁸ BISHOP, Patrick, *3 Para, Afghanistan, Summer 2006*, Londres, Harper Press, 2007, pp. 34-36 ; Colonel TOOTAL, Stuart, *Danger Close : Commanding 3 Para in Afghanistan*, Londres, John Murray, 2009, pp. 23-24, 47.

²³⁹ GOYA, Michel, « L'expérience militaire britannique dans la province afghane du Helmand (2006-2009) », *Sécurité Globale*, n°10, Hiver 2009.

²⁴⁰ EGNELL, Robert, "Lessons from Helmand, Afghanistan : What Now for British Counterinsurgency ?", *International Affairs*, 87/2, 2011, pp. 297-315.

En octobre 2006, la 3 *Commando Brigade* prit le relais, avec un concept d'opérations bien différent. Les *Royal Marines* souhaitaient eux aussi se focaliser sur les centres économiques et politiques du Helmand, entre-temps rebaptisés *Afghan Development Zone* (ADZ). Pour éviter de se retrouver enfermés et assiégés comme l'avaient été leurs prédécesseurs, les *Royal Marines* décidèrent de privilégier la mobilité et constituèrent à cet effet des *Mobile Operations Groups* (MOGs), constitués de 250 militaires à bord de 40 véhicules. Leur rôle devait être de patrouiller dans le désert afin d'engager et de pourchasser les Talibans, les éloignant ainsi de l'ADZ. Cette mobilité opérationnelle retrouvée était censée démanteler l'organisation ennemie en manœuvrant dans sa profondeur. Mais les Talibans ne se laissèrent pas amener dans les « *kill zones* », et, contrairement aux attentes de la 3^e brigade, engagèrent bien souvent le combat selon leurs propres termes. Alors que les *Royal Marines* avaient bien compris que chaque engagement montre la faiblesse du gouvernement de Kaboul, et peut donc être contre-productif, les combats dans le Helmand augmentèrent durant leur déploiement, passant de 537 sous la 16^e brigade à 821. La volonté d'engager les talibans dans le désert, bien qu'elle ait permis de les contenir, a empêché les troupes britanniques de se concentrer sur le développement de l'ADZ.

En avril 2007, la 12 *Mechanized Brigade* (une unité régulière, à la différence de la 16 *Air Assault Brigade* et de la 3 *Commando Brigade* qui sont considérées comme des unités d'élite), arriva en Afghanistan. Ayant observé les actions des *Royal Marines*, la 12^e brigade en conclut que ceux-ci avaient négligé les habitants, et que les manœuvres dans le désert avaient eu peu d'effets sur l'organisation des Talibans. Les officiers commandant la brigade décidèrent donc de se concentrer sur la « zone verte »²⁴¹, en particulier la région comprise entre Gereshk et la ville récemment conquise de Sangin. Pour ce faire, la brigade engagea une série d'opérations de « nettoyage » (*clearance operations*), qui aboutirent à une nouvelle augmentation du nombre d'engagements (1096 durant le tour de la brigade). Le Général Lorimer, commandant la brigade, s'était préparé à une augmentation des combats durant son déploiement. Les Talibans promettaient une offensive d'été et Lorimer était déterminé à leur montrer que, si offensive il y avait, elle serait le fait de la Fias²⁴².

Le cœur du Concept d'opérations (CONOPS) de la 12^e brigade était de créer la sécurité grâce à une présence permanente, que ce soit grâce à l'érection de protections physiques ou au travers de patrouilles. Les forces de sécurité afghanes (*Afghan National Police*, ANP et *Afghan National Army*, ANA), devaient investir les zones préalablement « nettoyées » par les Britanniques. Malheureusement, la 12^e brigade ne disposait pas des ressources humaines suffisantes pour accomplir ses ambitieux objectifs, les troupes de combat à disposition du Général Lorimer étant très limitées : la plupart des soldats britanniques relevaient du soutien²⁴³. De plus, la coopération avec les forces de sécurité afghanes était minimale. L'ANA, qui disposait de trois *Kandaks* (bataillons) à Gereshk, Sangin et Camp Shorabak fournissait un soutien appréciable lors des opérations offensives (à condition d'être correctement encadrée et approvisionnée par les Britanniques), mais refusait de tenir le terrain une fois les opérations terminées, une tâche qui pour elle relevait de la compétence de l'ANP. Malheureusement, cette dernière souffrait des problèmes liés à des rivalités claniques, une corruption endémique et aux abus de drogues. Elle était clairement plus un facteur déstabilisant que rassurant pour la population. Ainsi, malgré leurs efforts, les Britanniques furent incapables d'assurer une présence permanente dans les zones libérées des Talibans, qui eurent donc la possibilité de se réinfiltrer.

Protéger la population

La direction de la campagne évolua sensiblement avec l'arrivée de la 52 *Infantry Brigade* en octobre 2007, dont le concept d'opérations était axé sur la protection de la population. Le Général Mackay, commandant la 52^e brigade, identifia le centre de gravité de la campagne comme étant la population locale, et non la capacité et la volonté de l'ennemi de se battre. La campagne se focalisa donc sur les opérations d'influence afin d'acquiescer le soutien de la

²⁴¹ La zone verte est une zone fertile d'une largeur comprise entre 1 et 5 kilomètres, qui suit le cours de la rivière Helmand entre Kajaki (nord) et Kanashin (sud). C'est là qu'est concentrée la population du Helmand.

²⁴² Entretien avec le Général Lorimer à Londres, Juin 2011.

²⁴³ *Ibid.*

population. Ainsi, si la 12^e brigade faisait tourner ses unités au sein des Fob²⁴⁴, la 52^e brigade décida de maintenir une unité dans la même Fob durant l'intégralité du déploiement, afin de montrer aux habitants la permanence d'une présence à laquelle ils auraient le temps de s'habituer. Les opérations d'influence devinrent ainsi centrales dans le CONOPS de la 52^e brigade, ce qui se traduisit également dans son emploi de la force militaire. Lorsque la 52^e brigade reçut l'ordre de reprendre Musa Qaleh aux Talibans, l'opération fut conçue afin de limiter au maximum les destructions pour les civils. Le but n'étant plus de tuer le plus grand nombre de combattants talibans mais de les forcer à quitter la ville, les Britanniques prévinrent largement la population afin qu'elle ait le temps de trouver des abris. Ainsi, la 52^e brigade « *était prête à compromettre sa sécurité opérationnelle afin de conserver la population de son côté* »²⁴⁵, une approche qui semble avoir été couronnée de succès puisque les Talibans s'enfuirent après un bref combat.

Cette approche centrée sur la population fut poursuivie par la 16^e brigade lors de son second tour en Afghanistan, d'avril à octobre 2008. Afin de développer les opérations d'influence, la brigade se rapprocha de la *Provincial Reconstruction Team* (PRT) basée dans la capitale, Lashkar Gah. La section de planification de la brigade, J-5, fut physiquement déplacée au sein du bâtiment de la PRT. Il s'agissait donc, contrairement à 2006, de contrer l'influence des Talibans plutôt que de les combattre.

Le changement de tactique des Talibans a également facilité cette évolution vers une contre-insurrection « populocentrée ». Entre 2006 et 2007, les Talibans subirent une forte attrition du fait de leurs combats avec les troupes de la Fias. Ainsi, à partir de 2008, ils furent bien moins enclins à lancer des offensives massives sur les principales villes et les bases de la Fias. Quand les *U.S. Marines* (dont le déploiement dans le Helmand commença en avril afin de soutenir l'effort britannique) lancèrent une attaque contre le bastion taliban dans le district de Garmsir en 2008, l'ennemi battit en retraite sans combattre. De même, lorsque la 16^e brigade lança un assaut aérien sur les villages talibans au sud de Musah Qaleh, elle se rendit compte que ceux-ci s'étaient enfuis²⁴⁶. Les tactiques s'orientèrent donc vers la pose d'IEDs (*Improvised Explosive Devices*), et l'évitement des engagements de grande ampleur (bien qu'ils puissent se produire à l'occasion). Ce changement de tactique, tout aussi dangereux pour les troupes britanniques, a néanmoins permis de consolider les opérations de stabilisation en évitant les combats majeurs près des centres urbains.

Sécuriser le centre du Helmand

Quelques jours après le début de son deuxième tour, à partir d'octobre 2008, la 3^e brigade découvrit une force de 300 Talibans en train de se rassembler pour attaquer Lashkar Gah. Les *Royal Marines* pensèrent qu'il s'agissait d'une tentative de décapitation du gouvernement provincial, ce qui discréditerait l'effort britannique. La 3^e brigade ne disposant pas des troupes nécessaires pour repousser l'attaque, elle dut compter sur le soutien de la police afghane appuyée par des hélicoptères d'assaut britanniques pour détruire les assaillants.

Cet événement montra clairement que les Britanniques, occupés à reconquérir le nord du Helmand, avaient perdu le contrôle du centre de la région en 2007-2008, ce qui conduisit à une réévaluation complète du plan de campagne. Le nouveau plan fut approuvé par le commandant de la 3^e brigade, le directeur de la PRT, le gouverneur provincial et le commandant du 205^e corps de l'ANA. Le principe était d'éliminer les Talibans du centre du Helmand. Il était clair que cette approche nécessiterait une série d'opérations qui s'étendraient sur un certain nombre de tours des brigades britanniques. Le district clef était Nad-e-Ali, à l'ouest de Lashkar Gah, à partir duquel les Talibans pouvaient lancer des attaques sur la capitale provinciale. Fin 2008, la 3^e brigade lança l'opération *Sond Chara*. Selon un responsable de la

²⁴⁴ Forward Operating Bases.

²⁴⁵ FARRELL, Theo, "Improving in War", *art. cit.* p. 580-581.

²⁴⁶ KILEY, Sam, *Desperate Glory: At War in Helmand with Britain's 16 Air Assault Brigade*, Londres, Bloomsbury, 2009, pp. 33-34 et 137.

PRT, il s'agissait d'installer une structure de gouvernance dès le premier jour, tout en fournissant suffisamment de sécurité pour assurer le développement²⁴⁷.

La 19^e brigade poursuit l'action avec l'opération *Panchai Palang* en juin 2009. Cette opération impliqua 3 000 soldats britanniques ainsi que des troupes danoises et de l'ANA et devait éliminer la présence talibane du secteur de Babaji, au nord de Nad-e-Ali. Afin de réduire au maximum les risques pour les populations, l'opération avait été précédée d'une communication importante encourageant les civils à fuir les combats.

Continuant l'effort, la 11^e brigade conduisit l'opération *Tor Shpah* en décembre 2009, et l'opération *Moshtarak* en février 2010, afin d'éliminer les Talibans du centre et du nord de Nad-e-Ali. Une fois de plus, ces opérations furent conduites afin de minimiser les combats et les victimes civiles. Au cours de *Tor Shpah*, les Britanniques se concentrèrent sur la discussion avec les anciens des villages afin de négocier avec eux le départ des Talibans. Il leur fut ainsi souvent possible de « discuter leur entrée » (« *talk their way in* ») en évitant les combats. Cette approche fut réutilisée pour l'opération *Moshtarak*, au cœur du triangle de Chah-e-Anjir, au nord de Nad-e-Ali. Le message passé aux Talibans les incitait à fuir tandis que les civils étaient avertis qu'ils ne seraient pas abandonnés après l'opération. Cette annonce fut associée à l'utilisation de frappes de précision contre le commandement tactique des Talibans et se révéla efficace. Les insurgés furent incapables de fournir une défense organisée lors de l'assaut²⁴⁸.

Ces opérations ont bénéficié de l'arrivée massive de forces américaines dans le Helmand. La 2nd *Marine Expeditionary Brigade* et la 1st *Marine Expeditionary Force* (au total 20 000 soldats) prirent la responsabilité du sud du Helmand ce qui permit aux Britanniques de libérer leurs troupes pour soutenir l'effort dans le centre. En outre, les opérations ont été synchronisées avec celles des *U.S. Marines* afin de minimiser les possibilités de manœuvre des Talibans dans le Helmand. L'opération *Sond Chara* a ainsi été menée en même temps que l'opération *Khanjar*, qui a vu les *Marines* investir les districts de Nawa, Garsmir et Khanishin.

Au printemps 2010, les Britanniques avaient relativement sécurisé le centre du Helmand et les Américains le sud. Ces derniers se déployaient maintenant au nord du Helmand pour relever les Britanniques. Ainsi, la 4^e brigade, qui a remplacé la 11^e brigade en mai, n'a pas conduit d'opérations majeures, préférant se concentrer sur la protection des communautés et l'amélioration de la liberté de mouvement²⁴⁹. Si le Helmand est toujours une région dangereuse, la situation est meilleure qu'en 2007-2008.

La nécessité d'un engagement adéquat et de matériels adaptés

Si l'on observe une évolution dans les CONOPS et dans l'approche opérationnelle de la campagne (passant d'une approche cinétique à une approche « populo-centrée »), les matériels en dotation ont également évolué, ce qui traduit une adaptation tactique.

D'une manière générale, le nombre de personnels engagés a été continuellement accru pour répondre aux défis de la campagne. Comme il a déjà été noté, la 16^e brigade a reçu 1 500 militaires supplémentaires au début de son tour, tandis que les quatre brigades suivantes ont progressivement accru le volume de leurs troupes de 5 000 à 7 750. On observe une stabilisation autour de 8 300 personnels entre 2008 et la fin de 2009, avant une nouvelle augmentation en 2010 à 9 500.

Brigade	Tour	Personnel
16 Air assault brigade	Avril-Octobre 2006	3 150 (4 500)
3 Commando brigade	Octobre 2006-Avril 2007	5 200

²⁴⁷ *Email* à l'auteur du 29 mai 2011.

²⁴⁸ FARRELL, Theo, "Appraising Moshtarak : the Campaign in Nad-e-Ali District, Helmand", *Royal United Services Institute*, Londres, Juin 2010.

²⁴⁹ *Email* du Général Felton, commandant de la 4^e brigade. Juillet 2011.

L'ACADÉMIE DE LA BOUE
Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées

12 Mechanized brigade	Avril-Octobre 2007	6 500
52 Infantry brigade	Octobre 2007-Avril 2008	7 750
16 Air assault brigade	Avril-Octobre 2008	8 530
3 Commando brigade	Octobre 2008-Avril 2009	8 300
19 Light brigade	Avril-Octobre 2009	8 300
11 Light brigade	Octobre 2009-Avril 2010	9 000
4 Mechanized brigade	Avril 2010-Octobre 2010	9 500

Tableau 1 : Évolution du nombre de soldats britanniques déployés en Afghanistan²⁵⁰

Il faut noter que l'intégralité de ces troupes n'est pas assignée à la *Task Force Helmand*. Environ 2 000 soldats sont affectés au *Regional Command South* basé à Kandahar. Au même moment, l'effort britannique était soutenu par une compagnie de soldats estoniens et un groupe de combat danois (750 personnels). La *UK Task Force* a d'ailleurs été rebaptisée *Task Force Helmand* en 2008 afin de prendre en compte ces partenaires internationaux.

De la même manière, l'amélioration quantitative et qualitative des équipements a été notable. L'intensité des combats dans le Helmand (surnommé « *Hell-mand* » par les soldats) a conduit le gouvernement britannique à autoriser le déploiement d'une compagnie d'infanterie mécanisée (véhicules *Warrior*) et de deux batteries d'artillerie GMLRS qui arrivèrent fin 2006²⁵¹. L'élément le plus révélateur est l'acquisition accélérée d'une capacité de « mobilité protégée », c'est-à-dire des véhicules résistants aux explosions, ceci afin de contrer la menace IED. En juillet 2006, le ministre de la défense de l'époque, Des Browne, annonçait au parlement qu'un groupe de 270 véhicules blindés serait rapidement acquis pour soutenir les opérations en cours²⁵². Ce groupe comprenait 100 *Mastiff*, la variante britannique du *Cougar MRAP (Mine-Resistant Ambushed Protected)* déjà en service dans l'armée américaine en Irak. Ils furent suivis en décembre 2007 par un second groupe de 150 *Ridgeback MRAP* (une autre version du *Cougar*). Finalement, John Hutton, devenu entre-temps ministre de la défense, annonça en octobre 2008 au parlement qu'un groupe supplémentaire de 700 véhicules (y compris des *Mastiff* et des *Ridgebacks*) serait acquis²⁵³.

Ces équipements ont été fournis grâce à un programme d'acquisitions accélérées, l'*Urgent Operational Requirement* (UOR). Les UORs sont prévus pour remplir rapidement un besoin opérationnel, et sont financés grâce à un fond spécial de la Trésorerie, et non par le budget normal du ministère de la défense (MoD). Les soldats britanniques ainsi que les *Royal Marines* ont bénéficié d'une vingtaine d'améliorations de leur équipement (amélioration des fusils d'assaut, gilets pare-balles, visions de nuit, etc.) grâce aux UORs, et des plates-formes existantes (telles que les *Warriors*) ont été améliorées. La plupart de ces nouveaux équipements ont été acquis et déployés sur le terrain en moins d'une année. L'acquisition des *Mastiffs* a été particulièrement rapide (5 mois) car l'armée américaine accepta de suspendre sa propre production de *Cougars* pour la re-diriger vers les besoins britanniques. En 2009, 4,2 milliards de livres (environ 4,9 milliards d'euros) avaient été dépensés pour les UORs, dont environ 40% pour assurer la « mobilité protégée »²⁵⁴.

Le domaine *ISTAR (intelligence, surveillance, targeting and acquisition)* a également fait l'objet d'une certaine attention. Le Royaume-Uni a acquis trois types de drones (*Desert Hawk, Hermes 450, Reaper*), tous grâce aux UORs, et les a mis en service en 2007. Le *Desert Hawk* (un drone léger fournissant de l'information tactique) et le *Hermes 450*

²⁵⁰ Chiffres de l'*ISAF Troops Placemat archive* accessibles à <http://www.isaf.nato.int/isaf-placemat-archives.html>. Dernière consultation le 9 novembre 2011.

²⁵¹ Entretien avec le Général Lorimer. Le GMLRS (*Guided Multiple Launch Rocket System*) est tellement précis qu'il a été surnommé le « fusil de sniper d'une portée de 70km » par la troupe.

²⁵² Hansard, 24 juillet 2006, colonne 758W.

²⁵³ Hansard, 29 octobre 2008, colonne 28WS-30WS.

²⁵⁴ National Audit Office, *Support to High Intensity Operations*, Report by the Controller and Auditor General, HC 508 Session 2008-2009, Londres, 14 mai 2009.

(un drone moyen fournissant de l'information à l'échelon opératif) sont mis en service au sein de l'Army tandis que la *Royal Air Force (Raf)* met en œuvre le *Reaper*²⁵⁵. Deux autres capacités ISTAR utiles pour la campagne dans le Helmand sont l'ASTOR et la Base ISTAR. Le système ASTOR (*Airborne Stand-Off Radar*) comprend 5 avions sentinelles et 8 bases, utilisées conjointement par l'Army et la RAF depuis novembre 2008. L'ASTOR dispose d'une capacité d'imagerie de longue distance et d'un radar, et permet une surveillance continue de cibles immobiles ou en déplacement²⁵⁶. La Base ISTAR est initialement une série de systèmes de suivi et de validation de cibles installée aux portes des Fobs en Irak et en Afghanistan et qui constitue un exemple très clair d'adaptation tactique. La base ISTAR est maintenant intégrée dans le programme *Cortex*, lui-même un ensemble de caméras, radars et senseurs terrestres.

La complexité technique et le secret entourant les capacités ISTAR rendent difficiles une évaluation de l'efficacité de l'adaptation britannique dans ce domaine. On observe clairement une très large augmentation des capacités de collectes de données. Le nombre de capacités ISTAR déployées en soutien de l'assaut des troupes britanniques et des *U.S. Marines* lors de l'opération *Moshtarak* était doublé par rapport à l'invasion américaine de l'Irak en 2003²⁵⁷. Néanmoins, l'exploitation des données reste problématique, particulièrement lorsqu'il s'agit de transmettre des données de manière sécurisée sur le champ de bataille. Cela est dû à des problèmes de bande passante et de connectivité entre les différentes capacités ISTAR. Une vidéo enregistrée par un drone crée un problème de bande passante car les fichiers de données sont très lourds. La base ISTAR génère aussi un nombre très important de données biométriques (empreintes digitales, scans de l'iris) qui doivent être distribués et récupérés de manière urgente. Le comité de défense de la Chambre des communes a relevé le problème de la bande passante en 2008 et 2010²⁵⁸. Évidemment, la difficulté de communiquer avec les systèmes alliés se rajoute aux problèmes strictement britanniques.

Le MoD reconnaît ouvertement l'existence de problèmes de transmission des données²⁵⁹. Il essaie de développer des moyens d'améliorer la transmission en augmentant le réseau disponible et en compressant les données. Le cœur de cette démarche est *Dabinett*, un système prévu pour entrer en service en 2012 et qui devrait permettre une meilleure exploitation des données²⁶⁰. D'une manière générale, les capacités ISTAR ont largement augmenté la capacité à recueillir les données, mais les moyens de transmission et de distribution ne permettent pas encore leur exploitation optimale.

La fourniture d'hélicoptères a été bien moins satisfaisante. Les commandants britanniques se plaignent régulièrement du manque de voilures tournantes à disposition sur le théâtre. Les hélicoptères britanniques font partie d'un parc de la Fias basé à Kandahar. Bien que la centralisation soit censée améliorer la maintenance, les commandants britanniques disposaient de seulement 2 à 4 hélicoptères de transport *Chinook* durant les premières années de la campagne. Les hélicoptères d'assaut *Apache* étaient aussi en nombre insuffisant. Le MoD a déployé des hélicoptères de transport *Sea King* et des hélicoptères d'assaut *Lynx* dans le Helmand pour tenter de pallier la situation, ce qui lui a permis d'affirmer que les heures de vol d'hélicoptères ont augmenté de 30% entre 2006 et 2009. Néanmoins, les *Sea King* et les *Lynx* sont très mal équipés pour opérer dans des climats chauds et sableux comme celui du Helmand. De plus, ils sont limités pour les vols en haute altitude alors qu'il s'agit d'une nécessité opérationnelle étant donné la géographie et le danger ennemi dans la région. En 2010, sept hélicoptères de transport *Merlin*, qui avaient été déployés en Irak, ont rejoint l'Afghanistan, ce qui a légèrement amélioré la situation.

²⁵⁵ House of Commons Defence Committee, *The Contribution of Unmanned Aerial Vehicles to Istar Capability*, thirteenth report of session 2007-2008, HC 535, Londres, 5 août 2008.

²⁵⁶ House of Commons Defence Committee, *The Contribution of Istar to Operations*, Eight report of Session 2009-2010, HC 225, Londres, 25 Mars 2010, paras. 15-17.

²⁵⁷ Air Commodore Stu Atha, ACC No 83 Expeditionary Air Group, discours à la « Defence Information Superiority Conference » organisée par le Rusi, Londres, 29 Juin 2010.

²⁵⁸ House of Commons Defence Committee, *The Contribution of Unmanned Aerial Vehicles*, paras 61-63 ; House of Commons Defence Committee, *The Contribution of Istar to Operations*, paras 23-28.

²⁵⁹ House of Commons Defence Committee, *The Contribution of Istar to Operations*, para. 27.

²⁶⁰ *Ibid.* Para. 80.

Ainsi, on constate une nette adaptation des troupes britanniques à leur terrain. Après 18 mois de combats difficiles, une approche centrée sur la population a été préférée à une approche visant à éliminer les insurgés tandis que des équipements plus appropriés à l'environnement ont commencé à être fournis. Nous allons maintenant étudier les processus ayant conduit à cette adaptation et leur éventuelle institutionnalisation.

Institutionnaliser l'expérience

Officiellement, la *Task Force* britannique relevait de la chaîne de commandement de la Fias ainsi que d'une chaîne de commandement nationale. Néanmoins, jusqu'en 2009, les commandants de brigade disposaient d'une très large autonomie pour définir leurs propres plans de campagne et leur approche des opérations. Dans le même temps, la chaîne de commandement de la Fias était très faible. Formellement, la *Task Force Helmand* faisait partie du *Regional Command South* (RC-S), qui dépendait lui-même du quartier général de la Fias. En réalité, la Fias ne disposait d'aucun plan détaillé et cohérent, et le RC-S n'était guère plus qu'une autorité de coordination se chargeant de l'allocation des capacités aériennes ou régionales en soutien des initiatives de la *Task Force*. La faiblesse du commandement de la Fias était l'un des principaux problèmes identifiés par le général McChrystal quand il fut nommé commandant de la Fias (COMISAF) par le président Obama en 2009. Sous l'autorité de McChrystal, la Fias développa pour la première fois un véritable plan de campagne²⁶¹. Le cœur de ce plan consistait à sécuriser la population au lieu de combattre l'ennemi, et à travailler en partenariat avec les forces de sécurité afghanes, la fameuse contre-insurrection « populo-centrée ». Néanmoins, lors du tour de la 52^e brigade et bien avant les directives de McChrystal, les Britanniques avaient déjà commencé à adopter une approche des opérations consistant à sécuriser la population et à travailler avec les partenaires afghans. L'effet des directives fut de finir de convaincre les Britanniques de se focaliser sur une approche « populo-centrée » : seulement trois civils furent tués lors de l'opération *Panchai Palang*, et aucun durant les opérations *Tor Shpah* et dans le secteur britannique de *Moshtarak*.

Le processus de préparation des forces au déploiement en Afghanistan fut plus long à s'adapter. Ce n'est qu'à partir de la deuxième année de la campagne qu'un véritable entraînement spécifique fut fourni aux unités avant leur tour dans le Helmand. Pour une large part, ce délai s'explique par l'attention portée par le *British Army's Operational Training Advisory Group* à la préparation pour l'Irak.

La mise à jour de la doctrine britannique fut encore plus longue. L'*U.S. Army* et l'*U.S. Marine Corps* produisirent une nouvelle doctrine de contre-insurrection en 2006, qui tentait d'appréhender et d'institutionnaliser les leçons des opérations en Irak entre 2004 et 2005²⁶². Le *British Army Field Manual (AFM-10)* intitulé *Countering Insurgency* fut publié en janvier 2010, quatre ans après l'arrivée des Britanniques dans le Helmand (et sept ans après le début des opérations en Irak). Ce délai fut causé, en partie, par le processus d'écriture d'une nouvelle doctrine interarmées sur les opérations de stabilisation (*Joint Doctrine Publication 3-40 – JDP 3-40*) qui nécessita des discussions laborieuses avec les responsables civils. La production des deux documents doctrinaux devait être coordonnée par le *British Army's Land Warfare Centre* et le *Joint Development, Concepts and Doctrine Centre*. La *JDP 3-40* devant être publié avant la nouvelle doctrine de contre-insurrection, les difficultés dans son élaboration repoussèrent mécaniquement la publication de la nouvelle doctrine de contre-insurrection²⁶³. La *JDP 3-40* est une doctrine opérationnelle, centrée sur le concept de stabilisation, et relève un certain nombre de changements majeurs dans le contexte au sein duquel évoluent les troupes britanniques : la fragilité des États, la complexité croissante des acteurs impliqués dans la stabilisation, le nombre plus limité de troupes déployables sur un théâtre, la nature globale des réseaux soutenant les insurgés et la puissance de feu en constante augmentation des adversaires. Cette doctrine ne fait néanmoins pas

²⁶¹ GOYA, Michel et BIHAN, Benoist, *L'axe du moindre mal. Le plan Obama-McChrystal pour l'Afghanistan*, *Cahiers de l'IRSEM* n 2, mars 2010 (traduction de Camille Sicourmat).

²⁶² U.S. Army/U.S.M.C., *Counterinsurgency Field Manual (FM 3-24)*, Chicago, Chicago University Press, 2007.

²⁶³ Army Field Manual, *Countering Insurgency*, Janvier 2010, AC 71876; Development, Concepts and Doctrine Centre, *Security and Stabilisation: The Military Contribution*, Joint Doctrine Publication 3-40, Novembre 2009. Entretien avec Theo Farrell, ancien conseiller pour la rédaction de l'*AFM* et de la *JDP 3-40*.

l'unanimité et il a été reproché au *JDP 3-40* de confondre la définition de la stabilisation avec la manière de la conduire. De plus, la *JDP 3-40* voudrait faire trop large en donnant des outils pour conduire des campagnes entières, là où une doctrine opérationnelle spécifiquement concentrée sur la contre-insurrection (du type du *FM 3-24* américain) serait plus utile²⁶⁴. Sur le plan tactique, la précédente doctrine britannique de contre-insurrection datait de 2001, et reflétait principalement l'expérience opérationnelle des déploiements en Irlande du Nord, se trouvant partiellement inadaptée aux contextes irakien et afghan. Reflet de l'intensité de l'activité opérationnelle, la pensée doctrinale britannique sur la contre-insurrection a été stoppé entre 2001 et 2007, date à partir de laquelle les retours d'expériences ont permis à la réflexion de se développer. Le manuel de 2010 souligne l'importance de plusieurs principes déjà identifiés dans la Coïn (« *CounterInsurgency* ») britannique : la primauté des objectifs politiques et d'une gouvernance efficace, l'unité d'effort entre les partenaires de la coalition et une forte coopération civilo-militaire, la neutralisation des insurgés et la préparation du départ en renforçant les structures de gouvernance indigènes ainsi que le contexte socio-économique. Néanmoins, l'*AFM-10* ajoute un certain nombre d'aspects négligés par la Coïn britannique de l'après-guerre froide : comprendre le « terrain humain », opérer en accord avec le cadre juridique (national et international), s'adapter constamment aux changements de l'environnement opérationnel et, finalement, prendre pour objectif principal des opérations la sécurité des populations (ce qui est l'institutionnalisation de la Coïn populo-centrée déjà pratiquée par certains régiments sur le terrain). Le manuel établit également un cadre de référence pour la Coïn : « *shape-secure-develop* », chacune des activités devant être prioritaire en fonction du contexte local. Le manuel reconnaît que les activités seront probablement appliquées simultanément plutôt que de manière séquentielle, ce qui permet une approche des opérations plus flexible et fluide.

Par ailleurs, afin de mobiliser toute l'armée britannique et d'améliorer sa préparation opérationnelle, le Général Sir David Richards (ancien COMISAF), a lancé en janvier 2009 une campagne appelée *Entirety*, afin de « mettre l'armée sur le pied de guerre ». Pour améliorer la diffusion des expériences et la circulation des savoirs au sein de l'armée, il a établi en août 2009 le *Force Development and Training Command*, chargé d'institutionnaliser les leçons des opérations récentes, une démarche qui semble être couronnée de succès puisque la nouvelle structure a rapidement su s'imposer comme un interlocuteur crédible au sein des forces britanniques²⁶⁵.

L'absence de stratégie pour l'Afghanistan

Les forces armées britanniques ont donc institutionnalisé une adaptation initiée par les besoins du déploiement. Il faut maintenant se pencher sur la stratégie britannique en Afghanistan.

Comme nous l'avons vu, les raisons principales ayant poussé les Britanniques dans le Helmand étaient la solidarité avec l'Alliance et la volonté d'être toujours perçu comme un partenaire important par les Américains. Mais ceci ne constitue pas une stratégie. Ainsi, le *Foreign affairs committee* de la Chambre des communes demanda en 2009 au *Foreign Office* ce qu'étaient les objectifs stratégiques du Royaume-Uni en Afghanistan. Ce dernier répondit en citant une déclaration du Premier ministre datant de 2007 selon laquelle les objectifs stratégiques du Royaume-Uni étaient de soutenir les capacités de l'État afghan, renforcer la gouvernance du pays, soutenir la reconstruction et le développement et travailler en partenariat avec la communauté internationale²⁶⁶. Toutefois, il manquait une explication montrant en quoi ces généreux principes formaient en eux-mêmes une stratégie nationale et seraient bénéfiques au Royaume-Uni. Le comité ne fut pas convaincu et, dans son enquête sur la campagne en Afghanistan, fut incapable d'identifier un objectif stratégique aisément discernable. Il reprocha au gouvernement d'avoir permis des extensions de la mission (« *mission creeps* ») en étendant une campagne qui était à l'origine du contre-terrorisme à un

²⁶⁴ GRIFFIN, Stuart, "Iraq, Afghanistan and the Future of British military doctrine: from Counterinsurgency to Stabilization", *International Affairs*, 87/2, 2011, pp. 317-333.

²⁶⁵ FOLEY, Robert T., GRIFFIN, Stuart et MCCARTNEY, Helene, "Transformation in Contact: Learning the Lessons of Modern War", *International Affairs*, 87/2, 2011, pp. 253-270.

²⁶⁶ Memorandum submitted by the Foreign and Commonwealth Office, 23 January 2009, EV 73, para. 9-10, House of Commons, Foreign Affairs Committee, *Global Security: Pakistan and Afghanistan*, Eight Report of Session 2008-2009, HC 302, Londres, 2 août 2009.

vaste ensemble de missions comprenant la contre-insurrection, la lutte contre les narcotrafics, la défense des droits de l'homme et le renforcement des capacités de l'État afghan²⁶⁷.

La scène politique britannique d'alors peut expliquer ce manque de stratégie. Tout au long de la période considérée, Tony Blair (Premier ministre) et Gordon Brown (chancelier de l'Échiquier) étaient préoccupés par leurs futures carrières. De l'été 2006 jusqu'à sa démission en juin 2007, Tony Blair fut largement motivé par son désir de rester aux affaires et de repousser la passation de pouvoir à Gordon Brown autant que possible²⁶⁸. De la même manière, à partir de la mi-2008, Gordon Brown fut occupé par les attaques dont il était l'objet au sein de son parti²⁶⁹. L'Afghanistan n'était ainsi une priorité pour aucun des deux Premiers ministres. Le problème fut renforcé par le manque de stabilité au poste de ministre de la défense, qui fut occupé successivement par John Reid (2005-2006), Des Browne (2006-2008), John Hutton (2008-2009) et Bob Ainsworth (2009-2010). Avec des chefs de gouvernements préoccupés par leur carrière et une instabilité ministérielle, il n'est pas très surprenant que le Royaume-Uni n'ait pas développé de vision stratégique pour l'Afghanistan. Cette faiblesse du politique aurait été accentuée par l'incapacité du haut commandement britannique à « penser de manière stratégique »²⁷⁰.

Conclusion

La campagne britannique dans le Helmand a très mal débuté. L'armée britannique n'avait pas anticipé que son déploiement allait déranger un « nid de frelons », et n'y était pas préparée²⁷¹. Durant les deux premières années, la situation sécuritaire s'est largement dégradée, à la fois pour les habitants et les troupes de la coalition. L'assaut taliban sur Lashkar Gah en octobre 2008 marqua le début du retournement de la tendance. Progressivement, les Britanniques se concentrèrent de nouveau sur l'élimination des Talibans du centre du Helmand. L'arrivée des *U.S. Marines* et la montée en puissance de l'ANA furent largement nécessaires pour inverser la tendance dans le Helmand. Mais les Britanniques ont également montré une capacité d'adaptation alors qu'ils étaient au bord de la défaite.

Certains ont avancé que l'armée britannique avait mis trop de temps à s'adapter à son environnement et dépendait trop de sa puissance de feu (puissance aérienne et artillerie) au début de sa campagne²⁷². Il est difficile d'évaluer cet argument en l'absence d'un critère objectif permettant d'estimer si deux ans représentent un délai trop long, normal, ou rapide pour s'adapter à un nouvel environnement tactique, dans un contexte où les intérêts vitaux du Royaume-Uni ne sont pas en jeu. Il peut également être raisonnablement avancé que les durs combats des deux premières années étaient nécessaires pour forcer les Talibans à changer de tactique, permettant ainsi le développement d'une approche « populo-centrée ».

À partir de la fin 2007, l'armée britannique a commencé à s'adapter en développant les opérations d'influence, les partenariats avec la PRT et en se rapprochant des Afghans. L'entraînement et la doctrine ont été plus longs à suivre les évolutions tactiques mais se sont maintenant ajustés, illustrant ainsi une capacité d'apprentissage. L'arrivée de nouveaux équipements montre des progrès, même si ceux-ci doivent être relativisés par certaines carences persistantes, notamment dans le domaine des hélicoptères.

²⁶⁷ *Ibid.* Para. 225.

²⁶⁸ SELDON, Anthony, SNOWDEN, Peter et COLLINGS, Daniel, *Blair Unbound*, Londres, Pocket Books, 2008.

²⁶⁹ SELDON, Anthony et LODGE, Guy, *Brown at 10*, Londres, Biteback, 2011.

²⁷⁰ NEWTON, Paul, COLLEY, Paul et SHARPE, Andrew, "Reclaiming the Art of British Strategic Thinking", *Rusi Journal*, Vol. 155, N°1, 2010.

²⁷¹ House of Commons Defence Committee, *Operations In Afghanistan*, Fourth Report of Session 2010-2012, HC 554, Londres, 2011, para. 36.

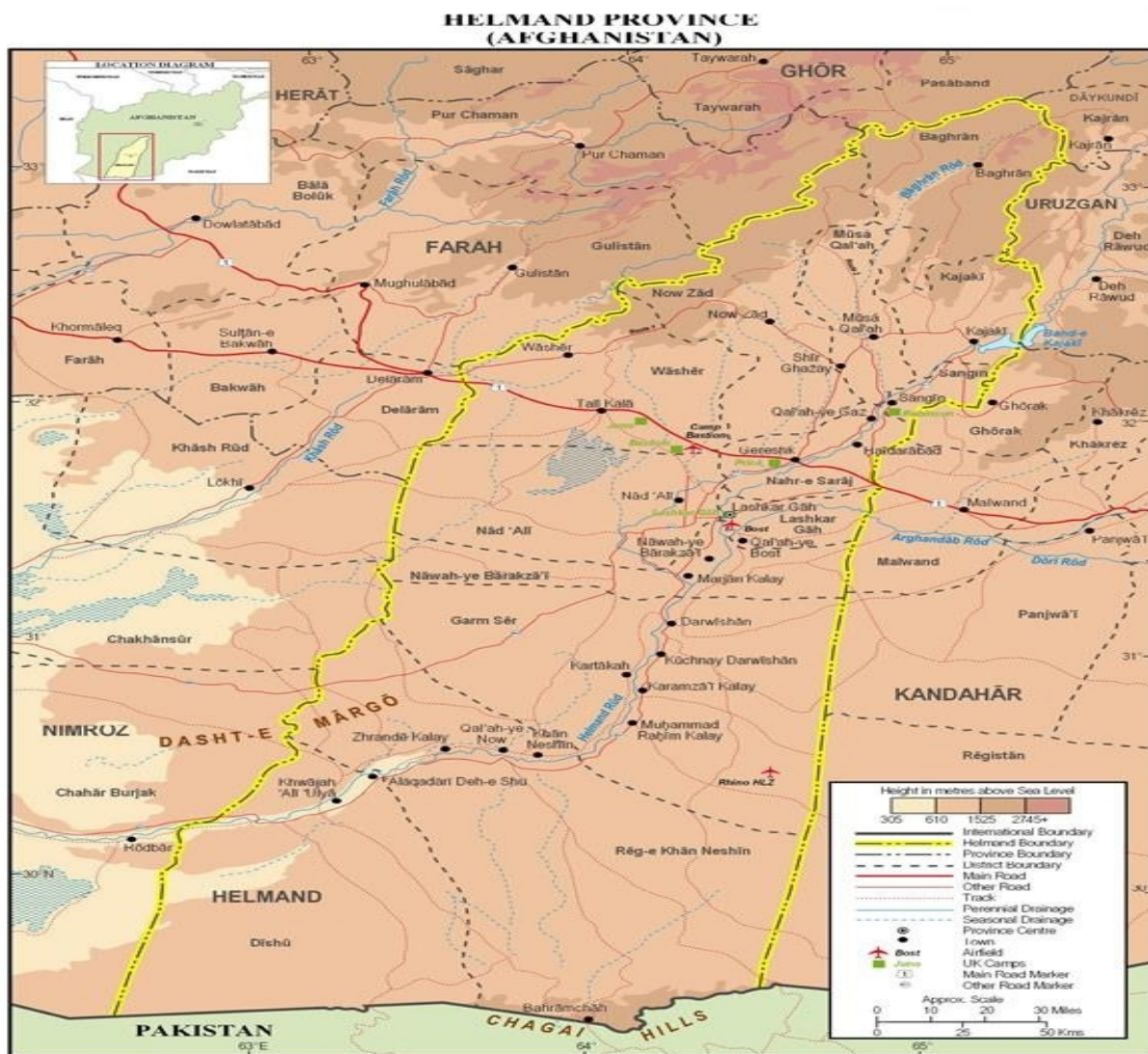
²⁷² EGNELL, Robert, "Lessons from Helmand", *art. cit.* ; KING, Anthony, "Understanding the Helmand Campaign : British Military Operations in Afghanistan", *International Affairs*, 86/2, 2010, pp. 311-322.

L'ACADÉMIE DE LA BOUE
Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées

Néanmoins, l'adaptation du niveau stratégique n'a pas suivi et le Royaume-Uni a pour l'instant été incapable de produire une stratégie pour sa campagne et son engagement en Afghanistan, au-delà de la solidarité avec l'Alliance.

Au final, la question reste de savoir si le Royaume-Uni a suffisamment appris. Sa nouvelle approche des opérations, ses nouveaux matériels et une doctrine renouvelée sont autant de signes positifs qui ont entraîné des succès tactiques indiscutables, mais qui risquent d'être insuffisants en l'absence de stratégie.

L'ACADÉMIE DE LA BOUE
Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées



Carte du Helmand

Source : http://defense-update.com/photos/helmand_map.html

Dernier accès le 10/11/2011

Olivier Schmitt est doctorant au sein du département des War Studies du King's College de Londres. Ses travaux portent sur l'efficacité militaire des opérations multinationales. Il est actuellement en poste à la division "opérations" de l'OTAN, à Bruxelles. Il est diplômé de Sciences Po Aix et du Graduate Institute of International and Development Studies de Genève. Il a travaillé pour la mission militaire à Berlin, la Délégation aux Affaires Stratégiques, le Centre pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées (DCAF) et l'International Institute for Strategic Studies (IISS). Il est réserviste dans la marine nationale.

■ LEARNING PROCESS IN MULTILATERAL MISSIONS: STATE OF PLAY AND CHALLENGES THROUGH EU CASE STUDY

Sophie Dagand

Abstract / Résumé

While learning process concept was first and foremost limited to national contexts, it tends recently to be incorporated into international organisation's jargon when discussing about security and defence operations. This trend is reflecting current states' practices in engaging their troops abroad at multilateral level. As a consequence, academic investigations and policy developments engaged by practitioners on organisational learning process have primarily emerged within the scope of major and more experienced International Organizations (IO), such as the United Nations (UN). Not exclusively, recent and growing attention is given to analogous activities within the European Union (EU). A large amount of literature dealing with the Common Security and Defence Policy (CSDP) operations/missions from academics and think tanks is increasingly making reference to the concept of "lesson learnt". This new endeavour seems additionally to be in line with current institutional changes within the CSDP crisis management entities, where learning process is being further developed.

Although a large amount of recent papers or debates in the EU sphere are referring to "lessons learnt" in CSDP missions, few of them seems to have a clear and common understanding of what is, or even could be, a "lesson learnt". Indeed, different meanings and uses of lessons learnt can be identified both in practitioner's discourses and academic literature, when dealing with CSDP missions. Additionally, it seems that concepts and institutional mechanisms developed at EU level are still the matters of a restricted community of experts. This article, based on these different observations, will try to first explore the academic literature on learning process in multilateral and more precisely in CSDP operations in view to propose an appropriate analytical framework; and second to give an overview on current mechanisms, since the establishment of the European External Action Service (EEAS). The last intent of this article is to discuss the role of observers in learning process when examining CSDP operations.

Alors que le concept de processus d'apprentissage était originellement et avant tout, limité aux contextes nationaux, il a été récemment de plus en plus intégré au jargon des organisations internationales en référence aux opérations de défense et de sécurité. Cette tendance reflète les pratiques mises en oeuvre à l'heure actuelle par les Etats dans le cadre de leurs engagements extérieurs en contextes multinationaux. En conséquence, la recherche académique et les policy developments initiés par les praticiens sur le processus d'apprentissage des organisations se sont tout d'abord développés dans le giron des organisations internationales les plus grandes et les plus expérimentées telles que les Nations Unies. Cet intérêt s'est développé dans d'autres enceintes, notamment au sein de l'Union européenne où une attention croissante a été portée récemment à des activités analogues. Une large part de la littérature consacrée aux opérations/missions de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) produite par des universitaires et des think tanks fait de plus en plus référence au concept de "leçon apprise". Cette tendance semble par ailleurs être en accord avec les évolutions institutionnelles actuelles au sein des entités dédiées à la gestion de crise de la PSDC, où le processus d'apprentissage a été davantage développé.

Bien qu'un grand nombre de publications et de débats récents dans la sphère UE fassent référence aux « leçons apprises » des missions PSDC, peu d'entre eux semblent se fonder sur une compréhension claire et commune de ce qu'est, ou pourrait être, une « leçon apprise ». En effet, différentes significations et usages des leçons apprises peuvent être identifiés que ce soit dans le discours des acteurs de terrain ou dans la littérature lorsqu'elle traite des missions PSDC. De plus, il semblerait que les concepts et les mécanismes institutionnels développés au niveau de l'Union

européenne demeurent encore l'affaire d'une communauté restreinte d'experts. Sur la base de ces différentes observations, cet article tentera d'explorer tout d'abord la littérature académique consacrée au processus d'apprentissage en contexte multilatéral –et plus précisément dans le cadre des missions PSDC- afin de proposer un cadre analytique pertinent ; il s'agira ensuite de donner une vision d'ensemble des mécanismes à l'œuvre depuis la création du Service européen d'action extérieure, et, enfin, de discuter le rôle des observateurs dans le processus d'apprentissage à l'œuvre dans les missions PSDC.

“Learning process” has been largely explored by academics in a wide range of disciplines, making it a cross-cutting object of research that inspired a plethora of scholars in History, in International Relations, in Public Management and predominantly in Strategic studies. However, at looking more closely existing academic literature, small amount of studies are devoted to multilateral contexts. Furthermore, fewer resources are available on the learning process within multilateral crisis management contexts.²⁷³

Among the “pioneer” authors that have explored the complex learning process within multilateral peace operations, most of them adopt a policy-oriented approach, giving less importance to an analytical framework. Consequently the literature is providing with few clarifications regarding the different approaches and terminologies to be used.

As far as EU studies are concerned, we observed a growing interest on EU lesson learnt process. Similarly, they tend to suffer from a lack of analytical framework. Additionally, most of them are dealing with CSDP mission learning process before the EEAS implementation. These observations are thus calling for an update and the construction of an analytical framework that could suit our object of study, in view to fill identified gaps in this “research niche agenda”.

Regarding the current context, it seems furthermore to be a timely exercise. In one hand, crisis management missions are increasingly conducted under the auspice of international organisations. On the other hand, IO are currently developing and perfecting their institutional-doctrinal learning process. And finally, more and more authors are explicitly referring to lessons learnt in multilateral context, without however having the same understanding of what could be a lesson learnt.

Deliberately based on open sources, this article’s intent is not to evaluate or judge the validity of lesson learnt, observed or identified within the EU, but rather to expose the current learning process and challenges of such exercise at EU level on a practical level and through the development of an analytical framework, based on a review of the existing literature.

A precision needs to be given. As the EU is currently operating significant changes in an institutional point of view regarding its learning process, the present article will focus on main trends and changes. Consequently, this introductory presentation is calling for further investigations as new developments will soon be presented, and hopefully adopted.

Before examining the EU learning process and the existing literature (Part II), a review on learning process at multilateral level will be observed (Part I). A last section will be devoted to existing constraints and opportunities within the EU (Part III).

²⁷³ The learning process in multilateral framework is examined mostly in the field of environmental or economic related-issues. As a consequence, a very limited research works are devoted to that very much specialised field: international organisations learning process in field of security and defence policy. See BENNER, Thorsten, MERGENTHALER, Stephan and ROTMANN Philipp, “The new world of UN peace operations: learning to build peace?”, Oxford ; New York : Oxford University Press, 2011.

Learning process in multilateral environment: Why does it matter?

For clarification purpose, not only a terminology presentation is required, but also an examination of roles pursued in conducting such exercises. These elements will help in designing the study framework for exploring the so-called “learning process” in the EU operations. However, the presentation of the study framework would be incomplete without mentioning the emergence and the growing use of this concept. As such, a short presentation will be devoted to current analytical trends when referring to the learning process.

Challenges and changes in IO intervention in crisis management operations

The last twenty years in crisis management has witnessed an enlarged role for IOs. While shifting from peacekeeping to peacebuilding activities, IOs are not only engaging in more complex theatres but they have also to fulfil more ambitious mandates. Rare are today activities undergone by IOs limited to monitoring cease-fire. They are gradually engage in stabilization and reconstruction operations in fragile states, in view to promote and to ensure a “sustainable peace”. As such, IOs experienced difficulties in achieving the plurality of goals pursued. They are indeed facing complex situations with unprecedented challenges where no immediate or systematic solutions can be applied.

This state of play has thus confronted international actors with the requirement to better adapt their strategies and resources to the diversity of stakes in participating or in supporting statebuilding process in third state. In response, international organisations are attempting to improve their existing crisis management tools with learning mechanisms, or at least with the spirit of doing so.

As an illustration, major international actors are committed since the 90's to not only develop and review their doctrines, but also to adopt better strategies through a professionalization and a diversification of both expertises and resources that could appropriately suit needs and objectives identified. More importantly, it requires in these complex theatres the ability to combine and coordinate the plurality of instruments, expertises and actors, in accordance with the local ownership principles and the comprehensive approach. Consequently new debates have emerged in view to record new and tailor-designed practices that could match the plurality of contexts and sectors where they are engaged.

New Public Management policies in Security and Defence policies:

Conversely, they are increasingly constrained to demonstrate both internally and externally how “successful” they are, in a limited timeframe. We note a tendency where IO must show that their actions match with their assigned objectives, and more difficult, that they are in line with member states and public opinions' expectations²⁷⁴. This new exigency is calling for developing new tools to evaluate the efficiency and effectiveness of their actions, as any other public actors in any other public policy. Not limited to internal audit - such as human resource policy or strategic review policy - it tends now for IO to deliver visible, measurable and immediate results to all concerned parties (enlarged to tax-payers and public opinions). This new requirement does not only respond to public diplomacy obligations (diffusion of successful actions and actions to be sustained). It is also reflecting public management policies used in national and international administrations in examining or, better said, auditing their action abroad through monitoring and evaluating mechanisms. It ensures in the meantime that funds are wisely spent and are responding to strategies adopted, with concrete results in a given timeframe.

Derived from public management policies (NPM), this deliberate “business orientation” is increasingly used by administration and IO in their policies, in which defence and security policies are not exempted. As such, some

²⁷⁴ DUMOULIN, André et MANIGART, Philippe (dir.), *Opinions publiques et politique européenne de sécurité et de défense commune: acteurs, positions, évolutions*, Bruxelles: Bruylant, 2010, p 1-9.

observers were noting that NPM are “about performance management, or rather management of results ... with a business-oriented approach and more value-for-money thinking in public governance”.²⁷⁵

All these new endeavours are not coming out of the blue. We may establish a direct link to the new discussions orientations on international engagements overseas. Indeed, within these cenacles, a variety of tools, such as policy guidelines are being developed. These new operational or pragmatic approaches first emerged within the development and governance sector²⁷⁶. We may as an illustration refers to Non Governmental Organization (NGOs) or Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) commitments in such debates and the development of tool boxes, based on shared experiences in view to give practical tools on which could rely international actors engaged on the ground. It aims to identify best practices, but also to provide international players with management tools to better plan, assess and adapt both strategies and actions to new challenges in crisis management.

From a pragmatic point of view, this new commitment implies to develop a reliable system that could be appropriately used to better integrate knowledge, know-how, best practices acquired by an organisation with a business orientation; but not only. It requires also better monitoring, assessing, evaluating the context in which is operating an organisation in view to offer the appropriate responses at the corresponding level (operational/diplomatic/political) to reach objectives mentioned in its mandate, and in accordance with a given timeframe.

Pursuing these goals, IOs are increasingly developing public management tools to design mechanisms that could respond to this agenda. Management cycle is one of the resources used in such contexts. It usually consists of 5 phases: 1- assessment of situation; 2- planning; 3- development; 4- implementation; 5- evaluation.

In parallel, the “learning exercise” is looking for in one hand the promotion of best practices (best way of pursuing an action), and in the other hand to identify possible lessons from its past and present experience.

However, one should be aware that a lesson identified is not automatically a lesson learnt. Indeed, a corrective measure to an observed shortcoming, goes through a very detailed and structured review process, as we will see further.

In addition, it requires as well the ability to establish monitoring process at short, medium and long term, with both internal and external mechanisms. And, if possible, to be in accordance with the spirit of the Comprehensive approach, meaning to monitor and assess the coordination with other international stakeholders engaged in similar activities, on a same operational context.

These precisions are of outmost importance as there is a confusion of terminologies when referring to lesson learnt in existing CSDP literature.

Terminologies: toward clarification

Here are briefly presented the different focuses or understanding within the EU lesson learnt bibliography. First, a proliferation of studies referring to lesson learnt are rather focusing of what it is *observed*, than on what has been actually *learnt*. Additionally, authors investigating this issue are using different scope of analysis. For instance, certain authors devote their analysis at strategic level, others emphasize on operational/tactical learning process, while others rather tackle learning process of EU mission on cross-cutting issues that transcend political and operational levels. Furthermore, the plurality of analysis or discourses using lessons learnt do not make a clear distinction between internal (*how to better improve internal mechanisms*) and external (*how to better consolidate missions' impacts on its external environment*) learning process at EU level. Moreover, a large number of publications are

²⁷⁵ SOETER, Joseph, RIETJENS, Bas, et KLUMPER, William, *Measuring performance in today's missions, the effect-based approach to operations*, p 218-219, in SOETERS, Joseph, Van FENEMA, Paul C. et BEERES, Robert, (Dir.) *Managing military organizations: theory and practice*, London : New York : Routledge, 2010.

²⁷⁶ Interviews with EU officials and actors from civil society in October/November 2011, in Brussels.

indeed confusing the terms of evaluation with that of lesson learnt. If both concepts and implementations have common ground and goals, and call upon each other when doing a learning exercise, they are however different both in meanings and in nature. As such, they require different tools and are used with different timeframes.

These preliminary remarks invite to deepen our common understandings of what is a “lesson learnt” at EU level and more broadly at multilateral level (both in terms of scientific approach and in current EU institutions’ practices). This requires an investigation of current practices, theories in that field, in view to identify the most appropriate analytical framework to reveal the many challenges that are hidden behind these terminologies and practices at multilateral level.

Toward an analytical framework

What is a lessons learnt? When and how one may say that a lesson has been learnt? Which mechanisms are involved, developed to participate to that process?

For a better understanding of a learning process, we design a cycle that helps us in clarifying the different steps in which a lesson learnt may be integrated, assimilated and implemented by institutional actors. Based in our conception, and the one developed by the European Union Military Staff (EUMS), a lesson, to be learnt, must first go through different steps: it needs to be first observed, identified, developed and only then can be granted the qualification of being learnt, if completed with a corrective measure.

However, we may add that a lesson to be learnt - understood as integrated and assimilated or owned by EU actors - requires an additional step, between phase 3 and 4. It requires for being learnt to have adequate mechanisms to be diffused and owned by actors engaged in CSDP operations. It requires not only a proper way to diffuse the lessons developed, identified with their respective remedies, but to ensure that individuals within an operation have integrated it, in view to implement it. In other words, EU agents need to assimilate the corrective measure and implement it, to call it a lesson learnt, and conduce as such to a policy change.

This is probably the most difficult and the most challenging phase in a multilateral organisation, as personnel operating within the auspice of an international organisation, are often seconded by member state for a limited period. In military operations, soldiers may, for instance, be deployed for a 4 to 6 month period. Additionally, it is not rare neither to see civilians deployed for a one-year contract.

Based on this remark, one of the main challenge for a multilateral operations/missions conducted by the EU is not only limited to the design of an appropriate monitoring and assessment mechanism, but also to one that could diffuse the knowledge acquired by the organisation to all EU personnel, regardless their status and functions. This is thus calling for the development of mechanisms that could favour the diffusion and the appropriation of newly acquired knowledge to all EU personnel.

In view to better tailor our analytical framework, we refer to existing academic research to maximize our understanding of what involve a learning system.

We recognise as Levy, in its seminal article,²⁷⁷ that learning process may imply policy changes. But it is not the sole factor that might contribute to a change. More precisely, for Levy learning process is first and foremost a normative change, a change in people beliefs that result from a learning process. Once normative change is produced, it might conduct to policy change, but it is not systematic. A plurality of reasons may impede in a political process, for instance, for a lesson observed, identified and developed to not be learnt (implemented as such).

Levy defined learning process as a “change of beliefs (or the degree of confidence in one’s belief) or the development of new beliefs, skills or procedures as a result of the observation and the interpretation of experience”; that does “not

²⁷⁷ LEVY, Jack S., “Learning and foreign policy: sweeping a conceptual minefield”, *International Organization* 48, 2, Spring 1994, pp. 279-312.

require learning as policy change". It is an improved understanding of the world, or an increasingly complex cognitive structure. Learning also differs from structural adjustment, evolutionary selection and turnover".²⁷⁸

We do think as Levy that learning process is an active process that bring or more precisely may lead to a change that is for us, first a normative change rather than a direct consequence on policy change. As such, learning process is a long-term process, normative and complex one that involved a wide range of actors that contribute primarily to a change in the "organisation culture". If the learning process may imply change in policy, it is not an automatic process. Many factors may impede a lesson identified, with corrective remedies to be implemented, and become as such a lesson learnt.

We must precise that in our point of view, organisations are able to learn from their experience, and that the learning process is not restricted to the sole individuals as some authors may have defended previously.²⁷⁹ IOs learn and are constantly engaged in a learning process (developing, supporting and improving it). This learning process impacts the institutional culture conducing to a change of beliefs that might imply a change in policy. Consequently, we do recognize that learning process induce first normative change, that might have impacts on structural changes, but not necessarily.

Applied to our proposed object of study, we do think that IOs can learn that the EU is doing it as an organisation, as part of its cultural organization change through a normative construction. However, if we recognise that the EU is able to follow and to conduct the whole process as an international organisation (observation, identification, development, learning), we do believe that this process, in view to conduce to policy change in the whole organisation, requires *ownership mechanisms* to diffuse new learnt beliefs, processes, and procedures. Without such development, there would be little chance to implement the new corrective measures.

Lesson Learnt Process

Normative Change

Policy Change

• Diffusion

• appropriation

The second part will review current mechanisms and structures involved into the EU learning process in CSDP operations and missions. To pursue this goal, the different stakes and challenges will be presented in light to the

²⁷⁸ LEVY, J, p 283.

²⁷⁹ For many authors, I.O., may not be part of an analytical framework, as "Organizations do not literally learn in the same sense that individuals do. They learn only through individuals who serve in those organizations, by encoding individually learned inferences from experience into organizational routines". 32p. 320. LEVY.

analytical framework proposed in the first part. In parallel, we will examine the role of external actors in participating into that exercise to propose recommendations to the academic community, increasingly mobilised with this issue.

Learning process within the EU

The EU Learning process is difficult to establish or to track back, as no formal doctrines for ESDP operations were drafted, until recently. As a consequence, it is observed by analysts within think tank literature through Monitoring and evaluating mechanisms. It is often presented as following “*a more pragmatic or ad hoc approach towards M&E of its ESDP missions*”,²⁸⁰ where the EU was learning with “*too little of a common and systematic framework for evaluating CSDP missions*”.²⁸¹ It was even considered as a process where the EU was learning more “by doing” rather than with a very detailed review system, as one may find at national level.

However, if no institutional procedures or structures were clearly identified and designed to respond to these specific needs, it is also important to note that guideline documents, informal mechanisms were put in place with the philosophy to improve existing mechanisms and to promote best practices. In addition, the EU has been increasingly dedicated to consolidate its system through the drafting of reports (concepts, doctrines) and the progressive establishment of learning mechanisms. In other words, the EU has been engaged in both supporting and developing its strategies and its institutional structure, in view to provide a better response to the multifaceted challenges it is facing while deploying multilateral missions in third countries.

The EU in crisis management

The EU operations and missions are considered as the most visible and known actions when it comes to its defence and security policy. Indeed, since the launch of its first mission in 2003, the EU gained substantial experience. Deploying more than 24 operations and missions in a wide range of activities, the EU managed in a relative short period to develop tools and expertises in the broad spectrum of the crisis management field. It simultaneously conducted missions on a plurality of theatres while mobilising a variety of resources from its different entities that unable it to conduct from short-term to long-term missions. The nature of its mandates reveals, indeed, its plural aptitudes in civilian, civilo-military and military fields. It seems, furthermore, that the EU is increasingly legitimised in that restricted field, as international actors start to call upon the EU for engaging actions (the UN in RDC in 2008) or at least recognizing that the Union may have a single aptitude to enact in particular circumstances (Georgia, monitoring missions).

With regards to all these elements, the EU managed despite its young experience to fit into the international landscape as a regional actor in these sensitive activities.

Notwithstanding, if the Union demonstrates a remarkable “ascension”, it is subject recently to growing criticisms. The different limits expressed are not only the fact of punctual journalist or analysts newspapers articles, but starts to come from observers such as think tanks and researchers, who were until recently the most supportive.²⁸²

Although these authors recognise the numerous aptitudes acquired by the EU in less than a decade, they are presenting the European Union as an organisation that is experiencing difficulty in learning from its past and ongoing CSDP activities. It is also considered as a missed opportunity to strengthen its abilities.

A brief review of think tank literature allows us to point out the many so-called “lessons learnt” identified by this expert community. As one could observe, they are indeed very much diverse in terms of analyses, mainly focusing on

²⁸⁰ BADAUD, Sébastien, “Survey of the European Union’s arrangements for monitoring and evaluating support to security sector reform”, Saferworld Research Report, January 2009.

²⁸¹ BLOCHING, Sebastian, “Security Sector Reform Missions under CSDP: Addressing Current Needs”, ISIS Europe, August 2011, p17.

²⁸² Interviews with EU officials in October/November 2011, in Brussels.

possible improvements at political level and rather presenting observations than lessons with corrective measures. As a consequence, the existing literature while using the concept of “lesson learnt”, is offering a patchwork of studies delivering what we call, in the present study, “shortcomings”.

While engaging discussions on CSDP policy at political and strategic levels, authors tend to underline the following comments: missions are often of low intensity, realised on a short term period. While some may consider the EU as taking low risks to ensure a high probability of success, other may evaluate CSDP missions with mixed records when observing the EU long-term strategy, calling upon the EU to further participate into the stabilisation process in third countries.

Others highlight, at the contrary, that the EU, alongside with member states, are failing to deploy the necessary personnel to endorse the mission mandate; and that the general trends when deploying a mission relies more on a reactive mechanism than on a preventive one. In the meantime, analysts underline the lack of flexibility in mission orientation. CSDP Mandates are considered by some authors as too rigid in that regard. Consequently, some are thus expressing the lack of room of manoeuvre for CSDP staff, when evolutions on the ground require change in orientations.

Regarding the situation at operational level, observers are underlying the fact that the EU is not equipped with the necessary level of resources to respond adequately to its prerogatives. Conversely, other insists on the lack of early warning capacity at first planning stage. From all these diverse comments, some argues that the Union is suffering from internal conflicting priorities and that coherence and coordination is still to be improved, when speaking about EU actors engaged in the field.

As such, the EU level of commitment in crisis management for an increasing number of observers seems to not have yet lived up to the many expectations that the CSDP produced. The different states of play or “evaluations” undergone by analysts generate a strong will to participate into the learning process, or at least to contribute to it. This has been translated into the increasing production of policy-oriented papers with recommendations for the EU, and member states. Calling upon the European authorities, the authors are however rather pointing out shortcomings, lessons observed than lesson learnt as understood in the “EU learning system”, (described in the first part).

If this increasing interest in learning process, is to reinforce EU ability to enact in an effective and efficient manner both at strategic and at operational level, this study needs nevertheless to go back on the EU learning process's development since the first ESDP missions, in the early 2000's, and the current improvements designed to adapt the EU crisis management mechanisms to its prerogatives. We will focus on major elements, rather than adopting an exhaustive approach. It reveals both developments engaged by the EU and how think tanks are already, to some extent, associated to the process.

The learning process structure in the EU:

If no formalised learning system and process can be clearly identified in the EU during the first 10 years of the ESDP, it would be however wrong to state that there were no mechanisms at all. Increasingly engaged in improving its system, the EU managed progressively to put into place procedures to monitor and assess progress within its operations. The most significant improvement is by far the designation of personnel within EU missions dedicated to these specific tasks. They are engaged in reinforcing the ability to learn from past and current CSDP actions while strengthening liaisons between Brussels and in-country staff. In addition to this welcome innovation, one may highlight the reporting procedure in place since the beginning of the EU missions. It is even considered, by the observer community, as the most valuable and developed mechanisms within the EU learning process. It aims at monitoring, analysing, evaluating progress on the ground and to keep informed Brussels-based staff.

Reporting procedures:

Pursuing this goal, the EU personnel on the ground are regularly involved in the drafting of regular reports for national and EU representatives in Brussels. These reports are sent on weekly, month, semester and/or year base. This exercise is first and foremost serving an internal review process. Conducted by specialised personnel,²⁸³ the CSDP mission learning process aims first to follow, monitor, assess EU actions on the ground, in the light of its mandate,²⁸⁴ and of the OPLAN.²⁸⁵ It pursues an informative goal, but not only. It can also be seen as an accountability mechanism. It offers the possibility to give Brussels staff a better understanding of the local situation (evolutions, achievement, and difficulties); as a way for staff in host countries to remain posted on political and orientations to follow.

Coordinating mechanisms

In line with the Civilian Headline Goals 2004, the EU representatives engaged themselves in further developing the learning process. If it is not yet reaching the expectations of the observers' community, some changes to reinforce its existing mechanisms and procedures are however noticeable.

Institutional reforms come along with the idea of a more coherent and unitary course of action for the EU. The High representative, assisted by its European External Action Service (EEAS) is now gathering all entities in charge of crisis management operations under its roof and guidance. The EUMS, the Civilian Planning and Conduct Capability (CPCC) and the Civil Military Planning Department (CMPD) are fully integrated to the EEAS, giving as such the opportunity to enhance the EU crisis management capacity. It has indeed facilitated improvements in the current mechanisms. More precisely, it has led, as an officer in Brussels expressed it, to more coordination and collaboration between respective entities engaged in this field, strengthening relationships between civilian and military bodies.²⁸⁶

Dedicated staff to learning process

As already mentioned, some dedicated personnel are in charge of this exercise. Indeed, if still limited, more officers are responsible for learning exercise, and expertise is being further developed within the EEAS.²⁸⁷

In addition, to the designed personnel to the learning process, senior Brussels representatives, from different entities are conducting more field missions to evaluate the situation on the ground.

If the EU is better equipped, it could not only rely on the sole dedicated personnel to conduct successfully these missions. It, as developed in the first part, requires an adequate system that allows the EU to diffuse good practices, and lessons to all personnel concerned. Ideally, it would suggest that all EU staff, especially, on the ground, should not only be aware of the learning process, and tools at their disposal. But also to be able to understand the goal pursued by such activities in view to fully participate to it, and, as such, maximize the "*effet recherché*". This would indeed imply for the EU to develop mechanisms to not only diffuse concepts, tools, and practices to every staff, but also to train them to the EU evaluating and learning system. Indeed, based on our analytical framework, to ensure a lesson identified to be learnt - *implemented with corrective measures* - it should be accompanied with appropriate mechanisms for all EU personnel to be not only informed but also to assimilate them.

In a mission, where personnel are often seconded, or deployed for a limited period of time, it is hardly possible to ensure that all personnel are committed - *in addition to their specific mission for which they have been employed* - to participate fully to this objective.

²⁸³ It is most of the time limited to those who elaborate, plan and implement EU OPLAN, at both strategic and operational levels.

²⁸⁴ which is the EU legal basis to enact.

²⁸⁵ The operational document derived from the mandate.

²⁸⁶ Interviews with EU officials in October/November 2011, in Brussels.

²⁸⁷ There is 1 officer within the CMPD, 1 officer within CPCC and 2 within the EUMS.

To palliate to these constraints, institutional mechanisms have been established. Thanks to new technologies, EU dedicated staff on learning exercise have been developing new tools, with in parallel, instructions to follow for designated staff on the ground. This system enables to further collect and diffuse good practices and lessons through a “programmatic approach”, while using software to collect, record and share information, lessons (*observed, identified, learnt*) and best practices. This system is offering an added value as it is giving the possibility for both civilian and military structures to participate into that process, and adopting a cross-cutting approach.

In addition, for some missions, mechanisms to better prepare in-country staff have been established. Indeed, staff to be deployed is being increasingly proposed to participate to specific trainings. They usually consisted of interactive seminars with professional and experienced speakers, where mission’s mandate and actions, as well as challenges are discussed. In addition, those trainings are integrating sessions devoted to learning mechanisms. The elements presented into that training sessions are being further developed, once EU personnel are deployed.

While increasing staff awareness to existing mechanisms and procedures to monitoring and evaluating mechanisms, it pursues also the goal to associate them to the learning objectives. This is particularly true in missions where the EU is supporting capacity-building in host countries.

All these measures pursuing the goal to enable the EU to enact in a significant ways; significant progress measures can be observed, both from EU representatives and external actors. However, some elements may be further discussed here, especially in regards to the comments made by the expert community.

Constraints and Opportunities

Beside the significant improvements and changes toward a more efficient evaluating and learning system, one may however point out the following elements.

First, as mentioned and often source of critics among the observer community, the learning mechanisms is part of an internal system, that serve an accountability and informative purpose. As it is often dealing with sensitive data, *such as political and strategic orientation/policies*, these reports are confidential, and thus restricted to personnel with due security clearance. As a consequence, the personnel in charge of these issues are often double-hated. While being an actor within the CSDP policy, by accomplishing functions such as planning, coordination, reporting, they have the responsibility in the same time to participate to the learning exercise and its improvement. This observation raises the concern on the ability for officer to cumulate dual functions that requires different timelines. Disregarding the talented officer and their integrity to fulfil their mission, how an officer may accomplish successfully evaluation of EU actions, in which it is fully associated?

If the confidentiality requires that only personnel accredited may have access to information to conduct this learning exercise, it however may blur the distance or external posture needed to conduct an independent learning exercise.²⁸⁸

As an officer mentioned, if the learning system is also very much sensitive in a national context, it tends to be exacerbated in multilateral settings. First, not all EU personnel do have the same background/knowledge in such matters; neither have they same references when it comes to learning process. Cultural factors are indeed at stake. Although for some member states, it is largely accepted to expose the difficulties of actions because it is considered as an opportunity for change and/or to improve current mechanisms, it can still be apprehended for some member states as a way to highlight failures, rather than success, implying responsibilities at individual and/or collective levels.

This element is even reinforced when it comes to share difficulties and shortcomings on military issues. It is, as an officer expressed it, that few fields may really gather conditions for all personnel to speak freely on identified difficulties. The technical aspects and external factors that impede the normal conduct of an action are to some

²⁸⁸ Interviews with EU officials in October/November 2011, in Brussels.

extend, the elements on which personnel in multilateral settings, are the most willing to share experiences and knowledge about. Conversely, when it comes to exchange on internal difficulties for national entities, it is however extremely hard to expose problems, in view to improve systems. It is still viewed as a way to expose (national) failures rather than avenues for change. This comment is not specific to EU, many officers, mainly military, have noticed same trends in other international organisations.²⁸⁹

In addition, the limits in participating to learning mechanisms, is revealed by the difficulty in defining the same criteria to monitor, assess actions undergone by the EU. If definition may be provided, it may however be subject to interpretation, and thus to different appreciations of what could constitute a success action or one to be sustained. This difficulty may be more challenging when the EU is engaging action to support third states in capacity and institution-building, as evaluation/assessment is involving local actors. While forging a same European understanding of monitoring and evaluating mechanisms, EU representatives have also to take into consideration the possible different, if not divergent, perceptions of criteria to be used in monitoring and assessment activities by local authorities.

Furthermore, while monitoring process is part of daily functions of in-staff country, the evaluation mechanisms is undergone usually on a latter stage, on the long-run. This exercise may become more complex when dealing with data collected by rotating personnel. Evaluators may indeed require further information on analysis and methodologies used by the deployed personnel on the ground. Yet, short-term personnel can hardly be contacted once they left the mission to give further information on their evaluation and/or remarks.

This question points out the difficulty in multilateral settings to not only get the same understanding for all staff, but also to develop one than can reach this objective, while using both vertical and horizontal coordinating mechanisms among EU representatives and between Europeans and local actors.

If institutional mechanisms and increased knowledge are developed at EU level, it however needs to further enrich its capacity to diffuse its knowledge, know-how to all personnel, taking into account the plurality of constraints exposed above, in multilateral settings. Some additional measures have been brought at EU level to better participate to that objective. Against this background, the EU is proposing, through member states, trainings for deployed staff and re-organised its staff to better coordinate the knowledge acquired while using tools that increase information and know-how diffusion.

As explained in first part, learning process is not only about material/institutional changes, but rather on cultural organisation change. This requires additional aspects and elements that call for time, reflection and debates in the structures concerned, to diffuse largely new changes in view to implement policy changes. This process relies on ownership mechanisms whose goals are to facilitate the appropriation of procedures, mechanisms and beliefs for all staff.

With regards to the confidentiality of reports, "criticised" by the observer community, some elements may be taken into account and some suggestions may be proposed. The main critics are to ensure that this policy as any other conducted by the EU is serving the interest of the citizens and that a political and democratic control does exist. As some may expressed, the policy is lacking in some point of transparency, and should better diffuse information on its missions, both progress and challenges. Recognising the limited personnel that the EU has at its disposal, the observer community is thus calling for being better associated to that process. It may, as other European institutions are doing, rely on external expertise to appreciate the conduct of EU actions. This process of monitoring and evaluating (M&E) is largely used within the European Commission. As such, some members of civil society and think tanks may be associated to that process, in view to participate to the evaluation process, with recommendation for all actors concerned and a special focus on European missions/operations' impacts on the host country environment.²⁹⁰

²⁸⁹ Interviews with EU officials in October/November 2011, in Brussels.

²⁹⁰ Interviews with EU officials in October/November 2011, in Brussels.

Some critics may be heard, and to some extent, it may be welcomed. First, we may say that the observer community is already involved into that process. If limited in their ability to strengthen or enrich the EU internal learning process, in reason of confidentiality policy, they are however already engaged in participating into evaluation of EU mission's impact on the host countries. With regards to the existing literatures and debates around the European and member states institutions, some are offering very much detailed information on mission/operations. They are not only giving a better understanding of CSDP operations, but they are also contributing to debates on EU actions and ways to reinforce its abilities through policy-oriented papers and discussions. Based on their field works and methodological tools, they are often the best players to identify trends and prospects from local actors' perceptions on EU actions, and EU impacts on its external environment. Thanks to their independent status, they may also have a significant role in reinforcing existing links between civil society/local communities and EU actors. Past experiences have already acknowledged the capacity of these external actors to improve current CSDP policy through recommendations. It is also largely known that the EU civil society is participating into awareness policy for EU staff on civilian aspects. Researchers may in addition be associated to further develop tools on learning exercise, evaluation and monitoring mechanisms, through the design of analytical, methodological frameworks both with qualitative and quantitative approaches.

In view to better respond to that transparency demand, EU representatives have taken measures to better diffuse information on CSDP missions/operations to a larger public. Indeed, some missions are diffusing on their website actions in details; they try to interact with local and European civil society, and are very much available for answering questions on related CSDP/missions issues, with the goal to favour debates on the conduct of EU actions on the field.

However, it would be difficult to go behind the confidentiality measures/policy, by associating more broadly external actors into the EU internal learning process. Modern society is often associated with an obligation of transparency. One should keep in mind that if CSDP information may not be always diffused, it is first for security reasons. This reflection is thus calling for not confusing the "need and the right to know".²⁹¹ Observers will always be welcome to engage discussions, to conduct field works on EU mission/operation actions. They, thanks to their external posture, positively contribute to the collect, analyse of information that can be complementary to those conducted internally by the EU actors. They may indeed largely participate into the diffusion of good practices and lesson identified in civilian matters.

For that reason, the think tanks, observers will always be associated to the learning process but only on public information, and the reason is for security reasons.

Regarding the possibility to integrate external actors in learning exercise when sensitive/confidential issues are at stake, some propositions can be further developed. Researchers, reservists, former practitioners from European and member states bodies may be associated to those exercises. These actors, already part of the institutional structures or familiar with them, may have easy access to security clearance, if not already, and overcome the confidentiality constraints. While favouring independent studies as they are external actors to decision-making process, they may also perform those duties easily thanks to their expertise and existing networks. They may in addition, reinforce the links between civil society and formal actors, by diffusing and sharing information to either restricted authorities or to a larger public.

²⁹¹ See DUMOULIN, André and PAILLE, Sylvain, "Publics cibles", in DUMOULIN, André and MANIGART, Philippe, op.cit. p. 502.

Selected bibliography

ADEBAHR, Cornelius, "the Comprehensive Approach to Crisis Management in a Concerted Weimar Effort", Genshagener Papiere n°6, March 2011.

ASSEBURG, Muriel and KEMPIN, Ronja (ed), "The EU as a Strategic Actor in the Realm of Security and Defence, a Systematic Evaluation of ESDP Missions and Operations", SWP Research Paper, December 2009.

ARTEAGA, Félix, "The Need for an Open System to Evaluate European Union CSDP Missions", ARI, the Real Elcano, June 2011.

BADAUD, Sébastien, "Survey of the European Union's arrangements for monitoring and evaluating support to security sector reform", Saferworld Research Report, January 2009.

BISCOP, Sven and ALGIERI, Franco, "the Lisbon Treaty and ESDP: Transformation and Integration", Egmont Paper n°24, June 2008.

BISCOP, Sven and COELMONT, Jo (eds.), "Europe Deploys towards a Civil-Military Strategy For CSDP", Egmont Paper n°49, June 2011.

BENNER, Thorsten, MERGENTHALER, Stephan, ROTMANN, Philipp, "The new world of UN peace operations: learning to build peace?", [Oxford ; New York : Oxford University Press, 2011.](#)

BLOCHING, Sebastian, "Security Sector Reform Missions under CSDP: Addressing Current Needs", ISIS Europe, August 2011.

CIVCOM, "Lessons and best practices of mainstreaming human rights and gender into CSDP military operations and civilian missions", 17138/1/10 REV

DAVID CROSS, Mai'a K., Cooperation by Committee: "The EU Military Committee and the Committee for Civilian Crisis Management", Occasional Paper n° 84, February 2010.

DUMOULIN, André et MANIGART, Philippe (dir.), *Opinions publiques et politique européenne de sécurité et de défense commune: acteurs, positions, évolutions*, Bruxelles: Bruylant, 2010.

DUKE, Simon, "Consensus building in ESDP: The lessons of Operation Artemis", International Politics Vol. 46, 4, pp. 395–412.

FREIRE, Maria Raquel et Al., "Mapping Research on European Peace Missions, Netherland Institute of International Relations Clingendael", December 2010.

Gebhard, Carmen, "The Crisis Management and Planning Directorate: Recalibrating ESDP, Planning and Conduct Capacities", CFSP Forum, Vol 7, n°4, p8.

GOURLAY, Catriona, "Feasibility Study on the European Civil Peace Corps", ISIS Europe,

GRECO, Ettore, PIROZZI, Nicoletta and SILVESTRI, Stefano, "EU Crisis management: Institutions and Capabilities in the Making", Quaderni IAI n°19, Istituto Affari Internazionali December 2011.

HYNEK, Nik, "EU crisis management after the Lisbon Treaty: civil–military coordination and the future of the EU OHQ", European Security, 2011, Vol. 20, n°1, pp.81-102.

KORSKI, Daniel and GOWAN, Richard, "Can the EU Rebuild Failing States? A Review of Europe's Civilian Capacities", European Council on Foreign Relations, October 2009.

LEVY, Jack S., "Learning and foreign policy: sweeping a conceptual minefield, International Organization 48", 2, Spring 1994, pp. 279-312.

MAJOR, Claudia and MÖLLING, Christian, "Toward an EU Peacebuilding Strategy?" Study requested by the European Parliament's Committee on Foreign Affairs, April 2010.

PETROV, Petar, "Early Institutionalisation of the ESDP Governance Arrangements: Insights From Operations Concordia and Artemis, European Integration online Papers (EIOP)", Special Issue 1, Vol. 14, 2010.

PIROZZI, Nicoletta, and SANDAWI, Sammi, "Military and Civilian ESDP Missions: Ever Growing and Effective?", Documenti IAI n° 09, November 2009

RUMMEL, Reinhardt, "How Civilian Is ESDP?", SWP Comments, April 2003.

PULLINGER, Stephen (ed.), "Developing EU Civil Military Co-ordination: The Role of the new Civilian Military Cell", Joint Report by ISIS Europe and CeMiSS, June 2006.

SIMÓN, Luis, "Command and control? Planning for EU military operations", Occasional Paper n°81, the EUISS, January 2010.

SOETERS, Joseph, Van FENEMA, Paul C. et BEERES, Robert, *Managing military organizations: theory and practice*, London: New York: Routledge, 2010.

WEISS, Thomas G., "Learning from military-civilian interactions in peace operations", *International Peacekeeping*, Vol 6, n°2, pp 112-128.

Sophie Dagand is a Research Fellow within the Europe Programme at the Irsem and she is PhD Candidate in Political Science at the University of Auvergne on the EU Security Sector Reform policy.

Sophie Dagand est chargée d'études au sein du programme Europe à l'Irsem et elle prépare son doctorat en science politique à l'Université d'Auvergne sur la politique de l'UE dans la Réforme des systèmes de sécurité.

■ LA FORMATION INITIALE DES RÉSERVISTES OU LA CONVERSION DE CIVILS EN MILITAIRES

Alicia Paya Y Pastor

Résumé

La réserve est une composante des forces armées constituée de volontaires et destinée à assurer des missions de sécurité au même titre que les forces d'active. Il existe deux types de réserve en France : la réserve citoyenne et la réserve opérationnelle. La réserve citoyenne vise à promouvoir l'esprit de défense. La réserve opérationnelle est une réserve entraînée, disponible et capable d'intervenir. C'est une réserve d'emploi. A ce titre, les réservistes opérationnels reçoivent une formation militaire, sont soumis aux mêmes obligations que les militaires d'active et signent un contrat d'engagement.

Or les réformes actuelles et notamment le recentrage de la politique d'emploi des réservistes sur la capacité opérationnelle des unités ont engendré une série de transformations quant à la façon de former les réservistes aboutissant à une refonte de la maquette et du contenu des formations de la réserve.

Dans cette optique, nous analyserons la formation initiale du réserviste, qui permet de convertir un civil en militaire. Nous chercherons ainsi à mettre en exergue les enjeux actuels de la formation des réservistes et à définir le profil de cette population particulière. Puis, nous étudierons le contenu de la formation dispensée ainsi que la pédagogie mise en œuvre. Enfin, nous nous pencherons sur les processus d'apprentissage et de socialisation des réservistes.

La réserve est une composante des forces armées constituée de volontaires et destinée à assurer des missions de sécurité (protection, prévention et projection) au même titre que les forces d'active. Il existe deux types de réserve en France : la réserve citoyenne et la réserve opérationnelle. La réserve citoyenne vise à promouvoir l'esprit de défense par rayonnement afin d'entretenir le lien Armée-Nation.²⁹² La réserve opérationnelle, quant à elle, est une réserve entraînée, disponible et capable d'intervenir en priorité sur le territoire national et éventuellement, en projection extérieure pour des missions de maintien ou de renforcement de la paix. C'est une réserve d'emploi. À ce titre, les réservistes opérationnels reçoivent une formation militaire, perçoivent une solde, sont soumis aux mêmes obligations que les militaires d'active, se voient conférer les mêmes grades et signent un contrat d'engagement (ESR²⁹³).

Dans la perspective de la réécriture du Livre blanc sur la Défense, la politique d'emploi, les missions et la gestion de la composante réserve ont été renouvelées au cours des années 2009, 2010 et 2011. Le recentrage sur la capacité opérationnelle des unités de réserve pour remplir les missions assignées à l'armée de terre dans une logique d'intégration aux forces d'active et d'optimisation de l'emploi de cette ressource, a conduit à une refonte de la maquette et du contenu des formations de la réserve. Dans cette optique, nous analyserons la formation initiale du réserviste, qui permet de convertir un civil en militaire. Nous chercherons ainsi à mettre en exergue les enjeux actuels de la formation des réservistes et à définir le profil de cette population particulière. Puis, nous étudierons le contenu de la formation dispensée ainsi que la pédagogie mise en œuvre. Enfin, nous nous pencherons sur les processus d'apprentissage et de socialisation des réservistes.

²⁹²La réserve citoyenne remplit une mission de communication et de relations publiques au profit des forces armées ainsi qu'une mission de sensibilisation et d'information auprès des décideurs civils ou de la jeunesse. Elle s'appuie sur le réseau professionnel et le charisme des personnalités retenues par l'autorité militaire.

²⁹³ESR : Engagement à servir dans la réserve.

Les enjeux de la formation des réservistes

La politique de gestion des ressources humaines actuelle concernant la réserve vise à constituer et entretenir une réserve d'emploi en mesure de répondre aux besoins opérationnels de l'armée de terre. En effet, les UIR (Unités d'intervention de réserve²⁹⁴) sont destinées à servir en priorité sur le territoire national dans le cadre des MICAT (Missions communes à l'armée de terre). La formation et l'entraînement des réservistes ont pour finalité d'engager des personnels ayant le même niveau de compétences que les militaires d'active. L'objectif étant que la réserve représente à terme 15 % des effectifs engagés annuellement pour les MISSINT²⁹⁵. Le degré de qualification du personnel est donc un enjeu constant.

Les efforts se concentrent sur le recrutement de jeunes gens issus de la société civile (la génération JAPD) et les EVAT²⁹⁶ quittant le service. Il s'agit en outre, dans un contexte de restructuration, de mener les réformes militaires (restrictions budgétaires, mutualisation des moyens) en préservant au mieux les effectifs. Le recrutement et la fidélisation des réservistes constituant des enjeux prioritaires, une rénovation de la maquette des formations et des parcours a permis d'améliorer la lisibilité et l'attractivité des cursus de la réserve en assurant une cohérence générale au dispositif : la progression au sein de la réserve se fait par étapes successives ce qui encourage l'assiduité des personnels. Car la population réserviste est une population « volatile » : les réservistes devant concilier activité professionnelle, vie familiale et engagement militaire, la disponibilité des personnels est une problématique cruciale. En effet, la réserve repose sur le volontariat.

Une nouvelle voie de formation pour les officiers en recrutement direct a été ouverte : c'est la FIOR 2: Formation initiale des officiers de réserve 2. Elle permet de recruter des jeunes gens issus du civil ayant un niveau Master 2 (étudiants ou jeunes professionnels). Ces derniers suivent alors une formation d'un mois aux écoles de Saint-Cyr-Coëtquidan et à l'issue, peuvent choisir entre la voie commandement afin de devenir chef de section²⁹⁷ en régiment et la voie état-major pour servir en tant qu'officier. Il s'agit, au travers de cette nouvelle maquette, de diversifier les modes d'accès à la réserve en privilégiant les passerelles en direction de la société civile tout en proposant de réelles perspectives d'évolution au sein de l'institution. La formation dispensée dans la réserve se veut progressive et évolutive. La FMIR, Formation militaire initiale du réserviste constitue la base commune à tous les personnels. Elle permet l'acquisition de savoir-faire tactiques et techniques ainsi qu'une première acculturation à l'institution. D'une durée de deux semaines, cette formation permet de convertir des civils en militaires.

Puis les militaires du rang valident successivement des certificats (CAME²⁹⁸, CATE²⁹⁹) qui s'apparentent à des brevets d'aptitude pour s'élever dans la hiérarchie. Les personnels jugés aptes sont alors orientés vers la FIE³⁰⁰ pour devenir sous-officiers puis vers la FIOR 1 pour devenir officiers. La FMIR constitue la formation de base, commune à tous les réservistes³⁰¹. C'est le premier contact avec l'univers militaire pour les civils. Symboliquement, la FMIR marque l'entrée au sein de l'institution puisque la participation est conditionnée par la signature d'un ESR. La durée de la FMIR étant limitée (deux semaines), la formation s'effectue dans un laps de temps réduit et s'apparente à une formation militaire accélérée par rapport à celle des personnels d'active (les classes durant six mois). Durant cette formation, le

²⁹⁴Il en existe 57. Les UIR forment avec les USR (Unités spécialisées de réserve), au nombre de 23, les UER (Unités élémentaires de réserve).

²⁹⁵MISSINT : Missions intérieures

²⁹⁶EVAT : Engagé volontaire de l'armée de terre. Personnel de l'armée de terre qui signe un premier contrat d'une durée de trois à cinq ans, renouvelable successivement.

²⁹⁷Chef de section puis CDU (Commandant d'unité).

²⁹⁸CAME : Certificat d'aptitude militaire élémentaire.

²⁹⁹CATE : Certificat d'aptitude technique élémentaire.

³⁰⁰FIE : Formation initiale à l'encadrement. D'une durée de deux semaines, cette formation se déroule à l'École nationale des sous-officiers de Saint-Maixent.

³⁰¹À l'exception des participants à la FIOR 2 (recrutement direct).

futur soldat doit acquérir les bases des savoir-faire techniques et un savoir-être militaire afin d'être en mesure d'intégrer sa future compagnie de réserve.

La FMIR représente aussi une étape décisive pour l'institution car il s'agit d'une première découverte de l'armée mais aussi d'un possible vecteur de recrutement au profit de la réserve comme des forces d'active. Ainsi, la mention de la signature d'un ESR lors d'une procédure de recrutement en vue d'intégrer l'armée d'active est un gage de qualité et un signe de maturation du projet professionnel du candidat. Cette fonction de « vitrine » de l'institution est donc un enjeu réel lors de la FMIR.

Profils des réservistes

La population réserviste participant à la FMIR est une population jeune et féminisée³⁰², de niveau baccalauréat (général, professionnel ou technique) pour la majorité. Ce sont des lycéens en Terminale, des étudiants en début de Licence. C'est une population qui recherche un premier contact avec l'armée dans une logique de découverte et qui dispose de temps libre (lycéens, étudiants, jeunes professionnels) car les périodes de réserve occupent les week-ends des volontaires. Pas encore insérés sur le marché du travail, les jeunes gens bénéficient d'une certaine flexibilité et sont exempts de réelles contraintes professionnelles. La FMIR a d'ailleurs lieu durant les vacances scolaires. Cette génération est qualifiée de « génération JAPD » en référence au fait qu'elle n'a pas connu le service militaire. Elle est jugée moins rustique, moins débrouillarde et moins manuelle que les générations précédentes. Cette génération éprouve aussi davantage de difficultés à se concentrer et à fixer son attention durant les cours théoriques notamment. Cet aspect a une incidence sur la forme de l'enseignement : réduction de la durée des séquences, diversification des activités, choix de supports plus interactifs que le traditionnel écrit-papier (vidéoprojecteurs, *Powerpoint*).

Parfois qualifiée par les personnels d'encadrement de génération « zapping » en référence à cette propension qu'ont les jeunes gens de notre société contemporaine à être rapidement et aisément gagnés par le désintérêt, ce qui entraîne notamment un taux d'abandon conséquent lors de la FMIR³⁰³ ; la fidélisation de cette ressource est un enjeu permanent : une fois intégrée en compagnie, il faudra l'entraîner, l'occuper, garder le contact avec elle entre les convocations et lui donner des missions valorisantes à remplir afin de susciter son enthousiasme. Pour fidéliser cette population, il faut lui offrir des activités riches en sensations, des stages d'aguerrissement par exemple, qu'ils ne trouveront pas dans la vie civile. L'attrait comporte une part de rêve aventureux. Or, l'offre de stages qui naguère était diversifiée (stages NBC³⁰⁴, génie, mortiers...) tend à se réduire sous l'effet des restrictions budgétaires et du recentrage de la composante réserve sur les missions Proterre³⁰⁵ ce qui appelle la vigilance des cadres pour éviter que la lassitude et le désintérêt ne gagnent les rangs. Ainsi, était-il possible auparavant de lancer des grenades à plâtre³⁰⁶ et de manipuler des explosifs. Ce n'est désormais plus le cas : les normes de sécurité actuelles, plus contraignantes, rendent difficile la mise en œuvre de telles activités, au demeurant extrêmement appréciées des réservistes.

³⁰² Rappelons que dans la réserve opérationnelle de l'armée de terre (AT), les femmes ou « féminines » représentent 17% des effectifs. *Terre Information Magazine*, numéro 227, septembre 2011, « Dossier Réserve », p 5.

³⁰³ En effet, en termes d'estimation, l'encadrement considère généralement qu'un tiers des effectifs initiaux abandonnera au terme de la FMIR, un autre tiers se dispersera rapidement au gré des convocations durant les deux premières années en compagnie et enfin, le tiers restant constituera le « noyau dur ».

³⁰⁴ NBC : Nucléaire, bactériologique, chimique.

³⁰⁵ « Celles-ci comprennent les missions soutenir, surveiller, tenir, interdire, boucler ainsi que les procédés d'exécution complémentaires : escorter, patrouiller, réaliser un point contrôle, armer un centre d'évacuation et participer à un contrôle de foule. » Armée de Terre, CDEF, division Doctrine, *Concept d'emploi des unités Proterre*, 2009 (p 4).

³⁰⁶ Appelées « grenades d'exercice ».

Le contenu de la formation de la FMIR

La formation militaire initiale est décentralisée : elle a lieu en régiment. La particularité de la réserve de l'armée de terre tient au fait qu'elle est composée et encadrée par des militaires réservistes et constituée en compagnie de réserve autonome. L'encadrement de la FMIR est donc exclusivement formé de réservistes exception faite de certaines fonctions relatives à l'infirmerie, la restauration et l'instruction au tir de combat qui sont assurées par des militaires d'active.³⁰⁷ La formation des réservistes est structurée en deux grandes parties : l'acquisition de savoir-faire techniques et d'un savoir-être propre à l'institution militaire. Une formation à la mission opérationnelle et une formation au comportement militaire.

La formation au comportement militaire est articulée autour de l'apprentissage des fondements et des règles de la discipline militaire : grades et appellations, marques extérieures de respect, devoirs du militaire, système de récompenses et de punitions en vigueur dans les armées. Elle comprend également un enseignement théorique relatif aux institutions militaires (missions des différentes armées), à l'organisation générale de la défense, à l'organisation de l'armée de terre en particulier et un exposé sur l'environnement juridique contemporain (règle d'emploi de la force, légitime défense). Le but étant de permettre l'acquisition par le *futur* soldat des règles et du code de conduite propres à la communauté militaire.

La formation à la mission opérationnelle, quant à elle, doit permettre au soldat d'intégrer des savoir-faire. Ainsi, la description du danger NRBC³⁰⁸ et des matériels de protection du combattant (présentation et mise en œuvre de l'ANPVP³⁰⁹, le fameux « masque à gaz ») est-elle suivie d'une séance de mise en situation en milieu confiné, au sein d'une pièce à air vicié³¹⁰ afin de vérifier la célérité et l'efficacité des gestes des soldats.

De même, les séances de secourisme (PSC1³¹¹) sont centrées sur des cas pratiques : des scénarii diversifiés doivent permettre au soldat d'accomplir trois types d'action : protéger la zone, alerter les secours et porter assistance à la victime. Le cours de transmission prend également la forme d'une application directe : les nouvelles recrues sont amenées à épeler leur nom patronymique ainsi que des phrases complètes en utilisant l'alphabet international³¹² et à communiquer des données chiffrées avec le code adéquat.

Les soldats apprennent aussi à s'adapter au milieu dans lequel ils évoluent, à connaître le terrain, à vivre « dans la verte ». L'étude de la topographie : lecture d'une carte, utilisation de la boussole, familiarisation avec la notion d'azimut et de double-pas (course d'orientation) ainsi que l'organisation d'un bivouac convergent vers un objectif essentiel : rendre le soldat apte au service en campagne³¹³.

Une pédagogie...militaire

La pédagogie mise en œuvre lors de la FMIR doit permettre d'atteindre, à l'issue de la formation, les objectifs concrets fixés. L'instruction est dispensée de manière la plus réaliste possible. Elle se veut pratique, effective. L'acquisition de savoir-faire s'appuie sur une méthode démonstrative suivie d'une séance systématique de répétition des gestes exposés. L'instruction vise à mettre le soldat dans les conditions réelles de son service quotidien en régiment. La pédagogie passe par l'étude de cas concrets qui sont présentés au soldat et éclairés par les témoignages des instructeurs. La compréhension des nouvelles recrues est ainsi guidée par les instructeurs. L'assimilation des

³⁰⁷ Observation réalisée au camp régimentaire de Montmorillon (à proximité de Poitiers) durant la FMIR d'avril 2010.

³⁰⁸ NRBC : Nucléaire, radiologique, biologique/bactériologique et chimique.

³⁰⁹ ANPVP : Appareil normal de protection à vision panoramique ou « masque à gaz ». Il est souvent désigné par le terme de « groin ». Il est destiné à assurer la protection des voies respiratoires supérieures, des yeux et du visage du soldat contre les agents NBC (Nucléaires, bactériologiques, chimiques).

³¹⁰ Il s'agit du « passage en atmosphère viciée ».

³¹¹ PSC1 : Prévention et secours civiques de niveau 1.

³¹² Alphabet International : alpha, bravo, charlie, delta, echo...

³¹³ Et ce, de jour comme de nuit.

connaissances fait l'objet de contrôles réguliers journaliers, pour s'assurer de la maîtrise et de la progression. En fin de cycle, chacune des disciplines traitées au cours de la formation fait l'objet d'une évaluation ; assorties d'une note d'aptitude donnée par le chef de section en concertation avec l'encadrement, cela permet de calculer une moyenne.

Un rallye des connaissances mêlant restitutions théoriques et applications pratiques vient traditionnellement clore la formation. Un certificat est décerné aux candidats ayant obtenu une moyenne générale supérieure ou égale à dix sur vingt, sans note éliminatoire. Ce certificat de formation s'apparente à un diplôme et marque d'une certaine façon la reconnaissance de l'institution qui s'apprête à accueillir en son sein la nouvelle recrue. De même, la distinction de première classe reçue par le militaire du rang à l'issue de sa formation revêt une dimension à la fois initiatique et symbolique, tout comme la remise du béret et de l'insigne régimentaire qui a lieu lors d'un rassemblement, sur la place d'armes, devant l'ensemble des personnels de la compagnie. Par la suite, l'obtention du CAME qui permet le passage au rang de caporal représentera également une fierté : celle de pouvoir être chef de trinôme.

La pédagogie appliquée lors de la FMIR est répétitive : le soldat doit « driller »³¹⁴ c'est-à-dire s'entraîner en reproduisant à l'identique la même action afin que celle-ci soit définitivement intégrée et constitue un automatisme qui ne nécessite plus le truchement de l'entendement. Théorique ou pratique, l'enseignement militaire passe par la répétition, comme l'attestent ces consignes à destination des formateurs IST-C³¹⁵ : « Sous forme de questions-réponses l'instructeur interroge les élèves et leur fait *répéter* les règles de sécurité. »³¹⁶

L'apprentissage de la discipline

L'apprentissage de la discipline du soldat passe par l'apprentissage de la parole performative : « Quand dire, c'est faire »³¹⁷ en substance. Le temps de l'ordre, du commandement militaire, est le temps de l'instantanéité, de l'immédiateté. Le soldat apprend à obéir « sur le champ ». L'ordre est exécutoire. Il devient réflexe : à un ordre ne peut correspondre qu'une action précise, à l'image du réflexe pavlovien où à un stimulus ne correspond qu'une seule réponse. Ainsi, l'apprentissage de la résolution d'éventuels incidents de tir (dysfonctionnement de l'arme) passe par l'application d'une « procédure unique et réflexe »³¹⁸ qui doit permettre au soldat d'agir sans quitter des yeux son objectif. De même, il est fréquent d'entendre sur le pas de tir³¹⁹, le moniteur répéter : « À gestuelle unique, langage unique » pour sensibiliser les soldats à l'importance du lexique technique militaire, car l'action demandée au soldat doit être immédiatement identifiée et exécutée.

Les règles de sécurité de l'IST-C sont révélatrices de cette temporalité figée pour assurer la constance et la régularité des actions des soldats : « Une arme doit *toujours* être considérée comme chargée. Il n'existe *pas d'exception*. ». « Ne *jamais* pointer ou laisser pointer le canon d'une arme sur quelque chose que l'on ne veuille pas détruire. » Le doute n'est pas permis et pour cause : il aurait pour effet de mettre en danger le soldat ou ses camarades³²⁰. Le soldat doit donc développer des automatismes, des actes réflexes en situation de stress. Le vocable de référence de l'armée de terre mentionne ces termes : il existe ainsi des « actes élémentaires » du trinôme (se déplacer, se poster, utiliser ses armes) ainsi que des « actes réflexes » du combattant : s'orienter, observer, progresser, se protéger, se camoufler, apprécier une distance, désigner un objectif, tirer ou lancer une grenade, communiquer, rendre compte, garder la liaison au sein du trinôme.

³¹⁴ « Driller » : terme propre à l'institution militaire.

³¹⁵ IST-C : Instruction de tir au combat.

³¹⁶ École d'application de l'infanterie DGF/DFOT/SAIT/IST.C./ Fiche de séance IST/C, Module Alpha, Fiche A1.

³¹⁷ Titre d'un ouvrage du philosophe John Austin publié en 1962 qui développe une théorie du langage ordinaire comme langage performatif.

³¹⁸ École d'application de l'infanterie DGF/DFOT/SAIT/IST.C./ Fiche de séance IST/C, Module Alpha, Fiche A12

³¹⁹ Observation réalisée au camp régimentaire de Montmorillon (à proximité de Poitiers) durant la FMIR d'avril 2010.

³²⁰ « *Il n'existe pas d'exception. Il convient donc d'agir en conséquence et d'adopter une attitude absolument responsable. Les accidents surviennent la plupart du temps avec des armes soi-disant vides*. » « *L'attitude inverse provoque à l'heure actuelle la majorité des accidents*. » Références : note 23.

Transmettre des valeurs

Une partie de la formation initiale est articulée autour de la transmission de valeurs. Des valeurs propres à l'institution militaire que tout soldat doit faire siennes. Il s'agit fondamentalement, pour le commandement, d'insuffler une pensée collective au nouveau groupe : la cohésion doit permettre à chacun d'intégrer le groupe. Cette cohésion se forge dans l'effort et la difficulté, au travers de la réalisation d'exercices nécessitant la contribution de chacun ou de punitions collectives. C'est un apprentissage de la solidarité *dans* et *par* l'effort.

Il faut par exemple aller chercher les derniers, les mettre en tête de peloton lors d'une séance de *footing* afin qu'ils donnent et impriment leur rythme à l'ensemble du groupe. La cohésion est pensée et engendrée au travers de l'action.

Il s'agit de développer une respiration collective : le groupe ne se résume pas à une somme d'individus, mais constitue une entité à part entière. Lorsqu'une mission est assignée, c'est l'ensemble des éléments qui doivent mener à bien la mission. Toute forme d'élitisme, où une frange seulement parviendrait à franchir les obstacles ou la ligne d'arrivée, est écartée car il faut composer avec un niveau sportif hétérogène. Les premiers doivent attendre et aider les derniers : terminer seul ne rime à rien à l'armée, c'est l'équipe entière qui doit venir à bout des difficultés. L'accent est ainsi mis, lors de la conception de parcours ou d'activités sportives, sur l'entraide et la coopération. Ainsi, à l'image du dispositif humain en quinconce déployé pour décharger le matériel où les soldats forment une ligne de bras, chaque soldat n'est qu'un maillon d'une longue chaîne.

La formation cherche également à aguerrir de jeunes civils habitués au confort de la vie urbaine. Des activités en plein air et des bivouacs sont organisés pour permettre aux réservistes de développer une qualité militaire qui relève à la fois du trait de caractère et de l'aptitude physique, à savoir : la rusticité. Des conditions de vie sommaires voire difficiles permettent au soldat d'apprendre à s'adapter à son environnement et à développer une certaine résistance.

La socialisation du réserviste

La notion de socialisation permet de rendre compte de la manière dont un individu acquiert progressivement sa place au sein d'un groupe et construit son identité sociale. Les mécanismes en jeu ainsi que les contenus transmis (explicites ou latents) feront l'objet d'une analyse détaillée. Le concept de socialisation est à la croisée de différentes notions, celles de valeurs, de normes, de déviance, de conformisme, de reproduction et d'intégration sociale.

La socialisation des réservistes s'effectue initialement au sein de son groupe de formation initiale (FMIR) puis, après incorporation, au sein de sa section. La section est l'unité, le cadre au sein duquel s'effectue l'apprentissage. Véritable microcosme, la section est une société à part entière. Les normes circulent et se diffusent au travers de pratiques et de la parole des anciens, du vieux « chibani »³²¹.

Pour autant, l'apprentissage au sein de la réserve ne se limite pas exclusivement à l'assimilation d'un contenu théorique et à sa maîtrise pratique. La diffusion et la circulation des savoir-faire comportent une dimension latente.³²² C'est au sein du groupe, par imprégnation, que le réserviste acquiert des techniques et un savoir-être proprement militaires.

³²¹Le terme de « vieux chibani » désigne « un vieux de la vieille », qui relate des anecdotes, des « récits de guerre » et qui appartient à une génération d'hommes ayant accompli leur service militaire et qui tend à disparaître. La figure du « vieux chibani » appartient souvent à la catégorie des sous-officiers.

³²²Nous entendons par « contenu manifeste » : ce qui est de l'ordre de l'apprentissage de connaissances objectives et objectivables et par « contenu latent » : ce qui est inconscient, quasi imperceptible et qui opère à l'insu, en deçà des consciences : des gestes anodins en apparence mais qui traduisent un habitus militaire. Voir note 69.

Configurations spatiales et rapports sociaux : l'apprentissage de la distance et de la promiscuité

« Savoir se situer » par rapport à ses supérieurs hiérarchiques est essentiel dès les premiers jours de la FMIR. Pour ce faire, l'encadrement met immédiatement en place des mesures : l'espace dans lequel évoluent les nouvelles recrues est strictement délimité. Les espaces sont binaires : interdits ou autorisés. Un périmètre strict est défini au-delà duquel, il n'est pas possible d'évoluer. Ainsi, lors des repas à l'ordinaire, les MDR³²³ mangent-ils entre eux, les officiers disposant de leur propre espace³²⁴. Les configurations spatiales sont extrêmement révélatrices de l'ordre institutionnel. L'espace est différencié, à la fois hiérarchiquement et socialement.³²⁵ Chacun se voit attribuer une place au sein de cet ordre établi. Il en va de même pour les rapports hommes-femmes. Les espaces de vie sont marqués du sceau de la non-mixité. Lors des formations, l'encadrement fait d'ailleurs appel à un sous-officier féminin pour pouvoir assurer la gestion des « féminines ».

La FMIR rime aussi avec l'apprentissage de la vie en collectivité : les repas sont pris à l'ordinaire et les recrues dorment au quartier en chambrées. Tous les espaces de vie militaires sont des espaces collectifs. Le futur soldat réserviste fait donc l'expérience de la vie en collectivité sous tous ses aspects (sanitaires communs, chambrées, foyer, déplacements en camions). Pour la majorité, la proximité corporelle, voire la promiscuité³²⁶ est une nouvelle *dimension* à intégrer. Il n'existe pas d'espace privé, ni de lieu où il est possible de préserver une certaine intimité à l'armée : les lits de camp, par exemple, ne sont séparés que d'une vingtaine de centimètres, les espaces ne sont pas cloisonnés, si ce n'est par des installations de fortune³²⁷. L'apprentissage de la vie en collectivité passe notamment par la réalisation des TIG, les « Travaux d'intérêt général », c'est-à-dire le nettoyage, aux aurores, des sanitaires, des salles de cours et de l'ordinaire³²⁸.

Apprendre à s'habiller, à marcher, à saluer : devenir soldat

Revêtir un treillis ne va pas de soi. L'habillement fait également l'objet d'un apprentissage chez le réserviste. Savoir boucler son ceinturon à l'endroit, lacer correctement et effacer les coutures apparentes de ses rangers en les cirant, sous peine d'être qualifié de « bleu » ; porter son béret correctement placé sur le crâne en l'ayant préalablement moulé, sous peine de se voir affubler du sobriquet de « Bourvil », sont des détails vestimentaires en apparence anodins mais qui trahissent l'ancienneté. Une grande importance est accordée à ces signes extérieurs qui dénotent l'intégration du soldat dans l'institution.

Le repérage des nouveaux est un exercice amusant auquel se livrent les anciens : en effet, à la manière dont est « silhouettée » une recrue, il est possible de deviner ses années d'ancienneté dans l'armée. Les novices sont décelables d'un simple coup d'œil. La tenue vestimentaire des nouvelles recrues fait donc l'objet d'une attention particulière lors de la FMIR : les futurs soldats évoluent sous l'œil vigilant de l'encadrement qui relève les manquements lors des passages en revue : fermeture des boutons-pression de treillis, manches de chemise correctement retroussées, bon ajustement du chapeau de brousse, cirage des *rangers*, netteté des musettes présentées au pied...tout est passé au crible.

D'un point de vue technique, la nouvelle recrue doit également apprendre à manipuler un équipement spécifique : sur le pas de tir, le port de protections auriculaires, d'un gilet de combat (pour stocker les chargeurs), de lunettes de protection et de genouillères est obligatoire. Le civil doit ainsi apprendre à se mouvoir avec un équipement

³²³ MDR : Militaire du rang.

³²⁴ Parfois physiquement délimité par l'agencement des tables ou le décor.

³²⁵ Les sujets abordés, le registre de langue employé, l'humour utilisé varient grandement d'une catégorie à l'autre.

³²⁶ En service de campagne, par exemple, le soldat est amené à partager sa tente avec un autre camarade. Il est alors quasiment impossible de se mouvoir pour se dévêtir ou ôter ses chaussures sans toucher l'autre.

³²⁷ Tissus étendus en guise de paravent à l'aide de cordes pour compartimenter l'espace en l'individualisant quelque peu.

³²⁸ Observation réalisée au camp régimentaire de Montmorillon (à proximité de Poitiers) durant la FMIR d'avril 2010.

encombrant, parfois pesant.³²⁹ En outre, le soldat doit apprendre à saluer et à marcher au pas : fondements de la discipline militaire. Saluer un supérieur, saluer le drapeau lors du lever des couleurs matinal, se présenter en entrant dans un bureau, se mettre au garde-à-vous et au repos règlementaire, se déplacer dans l'espace de la caserne (sans couper la place d'armes) sont des pratiques quotidiennes inculquées lors de la FMIR. Le civil apprend aussi à marcher au pas : c'est la fonction de l'ordre serré (OS)³³⁰.

Apprendre à manipuler son arme : le cœur de métier

Au terme de sa formation initiale, le réserviste doit être capable d'assurer le service de son arme (démontage, nettoyage, remontage du Famas³³¹) et de savoir effectuer des tirs dans différentes positions (debout, à genoux, assis, accroupi, couché à plat ventre). C'est l'objet de l'IST-C : l'instruction au tir de combat. Lors de la FMIR, les réservistes valident les modules Alpha (manipulation de l'arme), Bravo (tir) et Delta (tir de nuit). Le module Alpha permet à la recrue d'apprendre à manipuler son arme sans danger en utilisant des munitions inertes. Il passe successivement en revue : le chargement et le contrôle de l'arme, les différentes postures pour se déplacer avec son arme³³², les techniques pour transmettre une arme et les positions de tir.

Peu à peu, l'arme du soldat devient une véritable extension de son propre corps. Il fait partie intégrante de sa personne car un Famas ne quitte jamais son propriétaire après sa perception en armurerie : le soldat en est responsable. La jeune recrue apprend donc à manger et à dormir avec son arme³³³ qui doit être à tout moment accessible et ne jamais être laissée sans surveillance. Lors du coucher, le soldat glisse son Famas dans son duvet afin de pouvoir réagir au plus vite en cas d'alerte, et le contact du métal glacé contre la jambe du propriétaire est une expérience...militaire. Le Famas est d'ailleurs souvent assimilé dans l'imaginaire soldatesque à une femme dont il faudrait prendre soin.

La formation IST-C constitue le volet central de la formation et occupe un gros volume horaire. En effet, la participation aux missions est conditionnée par la validation du module Bravo. C'est notamment un critère pour pouvoir intégrer le nouveau dispositif TN 800³³⁴. Les personnels doivent donc valider annuellement cette compétence : c'est le « recyclage » IST-C.

Des pratiques langagières propres à l'univers militaire

Dès la FMIR, des habitudes mentales et discursives sont prises. La recrue va progressivement intégrer du lexique militaire. Les acronymes sont nombreux et fréquents (PATRACDR³³⁵, FOMECLOT³³⁶, PAM³³⁷, CPS³³⁸, CEVITAL³³⁹, Pax³⁴⁰,

³²⁹ Ainsi, le port d'un casque lourd en plus du Famas est un poids supplémentaire non négligeable pour le soldat.

³³⁰ Les alignements lors des rassemblements sur la place d'armes sont millimétrés. Les défilés font l'objet de nombreuses répétitions.

³³¹ Famas : Fusil d'assaut de la manufacture d'armes de Saint-Etienne. A titre indicatif, cette triple opération prend plusieurs heures.

³³² Il existe deux types de postures. Les postures « de sécurité » : « arme dans le dos », « arme en relâche avant », « arme dans la saignée du bras ». Et les postures « patrouille » : « patrouille haute » et « patrouille basse ».

³³³ Même dans l'espace des douches ou dans les lieux d'aisance, le soldat doit toujours garder son arme auprès de lui et à portée de main, par souci de sécurité.

³³⁴ Le TN 800 (comprendre « Territoire national », « 800 réservistes ») est un dispositif devant permettre de coordonner l'action simultanée de 800 réservistes en cas de crise majeure sur le territoire national. Il s'apparente à l'extension de « l'alerte guépard » à la réserve.

³³⁵ PATRACDR : Personnel, armement, tenue, radio, alimentation, commandement, déroulement (récapitulatif d'organisation).

³³⁶FOMECLOT: Forme (se confondre avec le paysage), ombre (rechercher les zones d'ombre), mouvement (éviter les mouvements brusques), éclat (éviter les reflets: montres, lunettes, jumelles), couleur (éviter les contrastes), bruit (éviter les

ABC³⁴¹, BAB³⁴², BOI³⁴³, TIOR³⁴⁴, CD³⁴⁵, DR³⁴⁶, Cemat³⁴⁷, CR³⁴⁸, GsBdD³⁴⁹, GV³⁵⁰, OSC³⁵¹, PA³⁵², PC³⁵³, P4³⁵⁴, RAS³⁵⁵ ...) Ces termes résument parfois tout un programme d'action et ont une fonction mnémotechnique, comme c'est le cas pour les cinq premiers termes de la liste. Ce sont en fait des condensés de séries d'action consécutives et enchaînées. Leur but est de permettre au soldat de fixer ces actions afin qu'elles deviennent des automatismes. Ces acronymes sont appris par cœur au point d'exister de façon autonome, détachés de leur signification originelle : souvent, les recrues ne peuvent en restituer le sens exact : ils ne sont plus compréhensibles tant ils ont été intériorisés. Les maximes elles, permettent de cristalliser des valeurs militaires. « Le froid est une sensation civile » par exemple, souligne la rusticité des personnels. « Feu, patate ! » insiste sur la réactivité des militaires, leur capacité à « percuter »³⁵⁶ immédiatement.

Un apprentissage corporel

La perception sensorielle de l'environnement et l'appréhension corporelle du milieu dans lequel le soldat va évoluer est une caractéristique dominante de l'apprentissage militaire. Le soldat doit apprendre à mobiliser et à aiguiser ses sens. Alors que le mode de vie urbain est caractérisé par une hypertrophie de la vue, au détriment des autres sens, la vie militaire tend à stimuler l'ensemble des sens car le corps devient véritablement une interface, une surface de contact (avec le sol lorsque le tireur est couché, par exemple). Le caractère lisse et aseptisé de la vie urbaine s'évanouit bien vite au contact de la réalité physique : rugosité, aspérité, humidité, bruit assourdissant des balles. Ainsi, lors de patrouilles dans les bois, tous les sens sont en alerte. Les soldats apprennent à se poster et à se dissimuler pour faire du combat. Le camouflage doit permettre au soldat de se fondre dans son environnement afin d'y évoluer sans se faire détecter.

D'autre part, les activités sociales habituelles (repas, pause-détente) sont réduites à des phénomènes physiologiques (prise d'aliments, récupération). Il existe une dissociation claire avec les fonctions éminemment sociales que

cliquetis: gourde, gamelles), lumière (lampe, feu, briquet, cigarette), odeur (nourriture, après-rasage), trace (sol foulé, branche cassée, restes de repas). Ensemble de techniques de camouflage.

³³⁷ PAM : Personnel, armement, matériel. Il s'agit d'une procédure de vérification dite : « contrôle Pam ».

³³⁸ CPS : Contrôle personnel de sécurité. Il a lieu au cours d'une manipulation d'arme.

³³⁹ CEVITAL : Certitude d'identification, élévation de l'arme, visée, index sur la détente, tir, analyse du but, latéralité (cet acronyme désigne la chronologie propre au tir).

³⁴⁰ Le terme de Pax désigne tout simplement un personnel.

³⁴¹ ABC : Arme blindée cavalerie. Il s'agit d'une arme de l'armée de terre.

³⁴² BAB : Bouchons anti bruit. Protections auriculaires obligatoires sur le pas de tir.

³⁴³ BOI : Bureau opération instruction. Structure au sein d'un régiment en charge de la formation des personnels militaires (définition, organisation).

³⁴⁴ TIOR : Technique d'intervention opérationnelle rapprochée. Le TIOR s'apparente à ce qui était jadis appelé combat au corps-à-corps.

³⁴⁵ CD : Confidentiel défense (mention portée sur les documents officiels).

³⁴⁶ DR : Diffusion restreinte (mention portée sur les documents officiels).

³⁴⁷ Cemat : Chef d'état major de l'armée de terre.

³⁴⁸ CR : Compte-rendu

³⁴⁹ GsBdD : Groupement soutien base de défense : nouveau dispositif mis en place dans le cadre des restructurations et de la mutualisation des moyens de l'armée de terre. La mise en place des GsBdD a donné lieu à une nouvelle carte militaire.

³⁵⁰ GV : Grenadier-voltigeur. Simple soldat, fantassin de l'armée de terre.

³⁵¹ OSC : Officier sous contrat. Par opposition à officier de carrière.

³⁵² PA : Pistolet automatique

³⁵³ PC : Poste de commandement

³⁵⁴ P4 : Peugeot 4 roues motrices. Voiture 4x4 de l'armée.

³⁵⁵ RAS : Rien à signaler

³⁵⁶ « Percuter » : vocable militaire qui signifie comprendre et agir rapidement et efficacement.

recouvrent habituellement ces activités humaines : l'aspect culturel est totalement évacué au profit des seuls critères d'efficacité et de fonctionnalité.

Le soldat apprend également à porter une charge : le poids d'un F2³⁵⁷, les désagréments de la sangle d'un sac marin³⁵⁸ qui frotte et blesse la peau du porteur sont des réalités charnelles qui marquent les débuts de la nouvelle recrue. De même, les marches nocturnes éprouvent les corps des soldats. Mais ne dit-on pas : « À entraînement difficile, guerre facile » ? Une marche de 8 kilomètres avec sac et armement (Famas, baïonnette) va solliciter la mémoire musculaire du porteur.

La perception inaugurale du paquetage et la découverte des effets militaires (musette, duvet, treillis de travail, treillis de défilé³⁵⁹, parka, gants de combat, gourde, gamelle, casque lourd) souligne également l'aspect corporel de l'apprentissage. Le soldat apprendra à faire son sac³⁶⁰, à le porter, à le charger à bout de bras dans le camion.

Conclusion

Les réformes actuelles et notamment le recentrage de la politique d'emploi des réservistes sur la capacité opérationnelle des unités ont engendré une série de transformations quant à la façon de former les réservistes. Plus que jamais, la réserve de l'armée de terre se veut opérationnelle, réactive et professionnelle. Or, la redéfinition des missions de la réserve implique, en termes de formation, que l'accent soit mis sur l'apprentissage de savoir-faire techniques, au détriment parfois de l'acquisition d'un savoir-être et de valeurs militaires à l'aune desquels, les recrues seront jugées lors de leur affectation en section. L'emphase étant aujourd'hui mise sur les savoir-faire techniques, se pose alors la question de l'adéquation entre une logique « gestionnaire », propre aux ressources humaines, et les logiques des régiments qui ne se résument pas à des logiques bureaucratiques. En somme, il convient de se demander dans quelle mesure les réformes actuelles au sein de la réserve, déjà porteuses de transformations structurelles (volume des effectifs, gestion, administration) et fonctionnelles (politique d'emploi, missions), engendrent également des évolutions plus profondes, touchant plus spécifiquement à « l'habitus »³⁶¹ militaire.

D'autre part, les réformes en cours induisent des changements significatifs dans la façon de concevoir la formation des réservistes. En effet, le temps de formation initiale (FMIR) tend à se réduire. Or parallèlement, de nouvelles missions sont assignées à la réserve, générant par là-même de nouvelles exigences opérationnelles (TN 800) ; d'où la nécessité pour les unités de disposer de réservistes formés en conséquent : ces derniers devant être aptes et entraînés, cela implique une formation *continue* des personnels. Une formation régulière, dispensée lors des week-ends en compagnie et dont la finalité est de permettre tout à la fois l'intégration, la mise en œuvre et la réactualisation des savoirs acquis lors de la formation initiale au travers de rappels indispensables. À charge pour les régiments aujourd'hui, de concilier ce nouvel impératif de formation « permanente » avec des réalités pragmatiques (moyens humains, matériels et financiers) tributaires des politiques publiques budgétaires.

Alicia Paya Y Pastor est membre du séminaire jeunes chercheurs de l'Irsem, doctorante en science politique à l'Université de Lille 2 au sein du laboratoire CERAPS (Centre d'Etudes et de Recherches Administratives Politiques et

³⁵⁷Le sac F2 s'apparente à un grand sac de randonnée dont la cheminée (partie supérieure) peut être déployée pour augmenter la contenance. Le sac F2 permet de porter plus de 60 kg de chargement.

³⁵⁸Ne comportant qu'une sangle, il se porte à l'épaule.

³⁵⁹ La recrue devra apprendre à repasser son treillis de défilé pour participer aux cérémonies militaires et aux défilés.

³⁶⁰ La recrue devra apprendre à sélectionner les objets indispensables devant intégrer sa musette, qui est un sac de combat « 24 heures ». Elle devra aussi apprendre à rouler son duvet de manière à ce qu'il occupe le moins de place possible dans son paquetage.

³⁶¹Terme utilisé par le sociologue français Pierre Bourdieu pour désigner l'ensemble des aptitudes acquises par un individu au cours du processus de socialisation. L'habitus constitue un système générateur de pratiques. Il induit chez l'individu un comportement cohérent qui lui semble naturel et qui est le fruit de ses expériences sociales.

L'ACADÉMIE DE LA BOUE
Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées

Sociales) et boursière du Ministère de la Défense (doctorante DGA). Diplômée de l'IEP de Lille, elle est actuellement agente contractuelle du CNRS et ses travaux portent sur la Réserve des forces armées, le lien Armée-Nation (citoyenneté et défense nationale) et la notion d'engagement.

Laboratoire de l'IRSEM n°10 – 2012

L'académie de la boue.

Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées.

Les problématiques de l'apprentissage dans les organisations sont nombreuses et variées. Elles le sont plus encore dans les organisations militaires du fait de la finalité première de l'apprentissage qui y est donnée et dont l'objet fondamental reste la mort donnée ou reçue.

Cette étude collective propose de croiser les regards de jeunes chercheurs en science-politique, sociologie et histoire sur ce phénomène singulier à travers plusieurs cas concrets d'apprentissage tactiques, cas concrets historiques ou très contemporains comme le conflit afghan, français ou étrangers, de l'acquisition du savoir-faire par les stratèges sur cinquante mètres que sont les soldats, jusqu'aux organes institutionnels.



IRSEM

1 place Joffre – case 46
75700 Paris SP 07

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

ISSN : 2116-3138

ISBN : 978-2-11-129688-6

